



**Conseil Communautaire
de la Communauté d'Agglomération de
Montpellier**

- - - - -

**Séance publique du
Mercredi 1^{er} octobre 2014**

- - - - -

PROCES-VERBAL

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V.BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D.BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CAS-SAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M.C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DA-NAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M.H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAIL-LATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L.JAOUL, M. P. KRZY-ZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C.MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P.PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RI-CO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TOR-TORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M.R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERAN-GUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.MARTINIER à Mme M. FOUR-CADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU

Monsieur le Président

Je vous propose de nommer, comme secrétaire de séance, Mademoiselle Maud BODKIN. Y a-t-il des avis con-traires ? Des abstentions ?

Mademoiselle BODKIN est désignée secrétaire de séance, vous pouvez procéder à l'appel.

Mademoiselle BODKIN procède à l'appel. L'appel est clos.

Monsieur le Président

Merci Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer. Je de-mande également à Madame Dardé, première vice-présidente de l'agglomération de venir à mes côtés.

Avant de débiter l'ordre du jour, je voudrais vous communiquer un certain nombre d'informations qui tiennent à la vie de l'Agglomération. Vous avez toute une série de documents devant vous, je vous laisse les découvrir.

Avant toute chose, je voudrais revenir sur une série d'événements qui jalonnent la vie politique et sociale de notre Agglomération.

Le premier point concerne les intempéries qui ont touchées l'ensemble des territoires. Cela fait 15 jours à peu près que l'Hérault a subi un épisode pluvieux d'une extrême violence positionnant les villages des hauts cantons de l'Hé-rault, mais aussi du Gard, dans une situation très difficile. Avec Christian Fina, Directeur Général des Services, avec François Delacroix, Directeur de cabinet et avec l'aval des Vice-Présidents, nous avons décidé d'octroyer une aide particulière aux villages de l'Hérault qui avaient subi le plus de dégradations, en particulier la ville de Lamalou-les-Bains. Nous avons donc envoyé sur place du matériel, des pelleteuses et des camions-bennes pour aider la commune dans le travail de déblayage et de remise en état des voiries communales. Nous avons également adressé notre aide au Président de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises et au Président de la Com-munauté de Communes du Pays Viganais.

C'est la raison pour laquelle je vous proposerai de voter, en début de séance, une subvention exceptionnelle de 100 000 euros. L'Agglomération et les communes voisines de l'Agglomération, et en particulier Lunel, Mauguio, Pala-vas, ont subi de graves dommages. Plusieurs communes de notre Agglomération ont été également largement tou-chées par les intempéries et par les sinistres. Et je remercie, pour son exploit, Jean-Luc Meyssonier, Maire de Bail-largues, qui au péril de sa vie a sauvé une de ses citoyennes, n'hésitant pas à plonger dans l'eau pour la récupérer. Je voudrais remercier tous les Maires de l'Agglomération qui ont apporté leur soutien et que j'ai eu pour la plupart au téléphone la nuit, en particulier René Revol et Cyril Meunier. Je voudrais remercier Jean-Pierre Rico à Pérols avec qui j'étais présent pendant la nuit à l'Aréna, auprès des 500 personnes qui s'y trouvaient pour passer une nuit de re-pos, ayant laissé leur véhicule sur le bord des routes et quelquefois même dans le flot qui avait recouvert toutes les chaussées.

Je voudrais remercier le Maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, qui m'a proposé de l'aide logistique, que je n'ai pas accepté parce que nous arrivions à faire face. Mais je le remercie pour son attention et pour la décision qu'il a prise

avec le conseil municipal de Toulouse.

Je remercie le Premier Ministre, mon ami Manuel Valls, qui a proposé 1 000 pompiers supplémentaires à la ville de Montpellier et à l'Agglomération. Le Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, qui est venu sur place à Mauguio, puis à Montpellier, pour voir l'étendue du sinistre. Il passera au prochain Conseil des ministres la déclaration d'état de catastrophe naturel, ce qui permettra aux habitants de Montpellier et des 60 communes déclarées en catastrophe naturelle d'être mieux remboursés pour les dégâts qu'ils ont subis.

Je voudrais remercier le Président de la République, François Hollande, qui m'a appelé hier soir par l'intermédiaire de son secrétariat privé et qui s'est assuré que les choses s'étaient bien passées avec les membres du gouvernement, avec la Préfecture de l'Hérault et Monsieur le Préfet que je tiens particulièrement à remercier aussi. Nous avons longuement parlé avec François Hollande et je lui ai dit textuellement la chose suivante : « si tu ne veux pas que le Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées soit noyé par les eaux, il faut me recevoir ». J'ai trois possibilités de rendez-vous la semaine prochaine avec François Hollande, je vous en tiendrai informé.

Je voudrais remercier les services du SDIS de l'Hérault, la Croix-Rouge, les services de la ville de Montpellier qui ont été les premiers à mettre en place le PC crise. Remercier les services de l'Agglomération de Montpellier qui se sont dépensés sans compter, aux côtés des employés du Groupe Nicollin qui a fait un travail remarquable, rapide et précis.

Je remercie encore le Préfet de l'Hérault qui a été présent sur tous les fronts, le jour et la nuit.

Et puis mes remerciements iront enfin aux Montpelliéraines et Montpelliérains, aux habitants et aux habitantes de l'Agglomération qui ont fait preuve de sagesse et de raison. Parce que sur des intempéries de cette puissance, nous n'avons pas déploré de victime, que des dégâts matériels. Je ne fais pas le malin, ça aurait pu arriver. Je le prends comme un bon signe, mais je suis conscient de la chance que nous avons eue.

Je voudrais dire aux Présidents des collectivités territoriales, département et région, que c'est bien d'être sur la photo à côté du Ministre, mais il eut été préférable qu'ils m'appelassent, me passassent un petit coup de fil comme le Maire de Toulouse, de Lunel, de Palavas, de Mauguio et comme tous les ministres, les secrétaires d'État, Marylise Lebranchu et j'en passe. Les Montpelliérains auraient apprécié parce que Montpellier est chef-lieu de département et capitale régionale.

Je voudrais ensuite féliciter les nouveaux sénateurs de l'Hérault, Jean-Pierre Grand, maire de Castelnaud et membre de notre assemblée. Je voudrais féliciter François Commeinhes, maire de Sète et favorable au pôle métropolitain. Féliciter encore Henri Cabanel et puis Robert Navarro. Féliciter aussi Damien Alary pour sa présidence à la Région, mon ami Jean Denat qui prend la présidence du Conseil général du Gard et avec qui je serai présent aux Arènes de Vauvert pour le trophée des As. Féliciter Christophe Pérez nouveau Directeur de la SERM et de la SAAM, qui vient de la Région Languedoc-Roussillon, qui présidait la société d'aménagement de la Région. Je voudrais féliciter Thierry Laget qui a eu une belle promotion comme Directeur de cabinet adjoint de Madame Pinel, qui est en charge de la politique du logement. Je voudrais féliciter, avec Chantal Marion et Max Lévi qui j'excuse, la quatrième place mondiale du BIC, de l'incubateur de l'Agglomération de Montpellier.

Féliciter les deux Présidents des universités Montpellier 1 et Montpellier 2 qui ont fusionné, mais je considérerai que nous avons réussi cette fusion vers l'unité de l'université Montpellier sud de France lorsque Montpellier 3 sera dans la danse, lorsque l'agro et les sciences du vivant seront intégrés dans cette fusion. Pour moi, cette fusion est incomplète, surtout lorsque l'on ne prend pas avec soi une université qui porte dans son titre générique « lettres et sciences humaines ».

Je voudrais féliciter le premier Président de la Cour d'appel de Montpellier, Éric Négron et le Procureur général Pierre Valleix.

Je vous fais un petit état des avancées de la métropole. Et je voudrais vous donner, et je m'adresse aussi aux journalistes, les règles du jeu. À ce jour, à l'heure où je vous parle, 15 communes ont voté pour la métropole et une a voté contre. Je vous rappelle que la majorité qualifiée, c'est 16 communes et 289 540 habitants ou 21 communes et 217 155 habitants. Il suffit donc d'une seule commune, et il en reste 15 qui doivent voter, pour que nous puissions atteindre le statut de métropole. Cependant, je ne ferai aucune déclaration, même si demain, après-demain et le jour d'après, il y a des communes qui votent pour la métropole et que nous soyons en capacité de pouvoir l'affirmer raisonnablement. Je ne ferai aucun commentaire parce que je garde cela pour le 24 octobre à 16h où nous ferons un Conseil d'agglomération extraordinaire. La raison primordiale, c'est que je laisse se dérouler respectueusement le débat démocratique dans les communes et qu'il est hors de question de retirer aux élus et aux citoyens leur capacité de parole à l'intérieur des structures municipales tant que les communes ne se sont pas prononcées. Un seul vote compte, celui des conseils municipaux. Et tant que toutes les communes n'auront pas délibéré, je ne dirai pas un seul mot sur la métropole. En attendant, le 3 octobre, je me rends à Grabels, le 4 à Pignan, l'après-midi à Vendargues. Le 7 octobre à Clapiers, le 8 octobre à Lattes et le 11 octobre à Castelnaud. Et je me rendrai à Saint Jean de Védas. Entre-temps, je continue les rencontres du pôle métropolitain. Le 9 octobre, je rencontrerai le Président de la Communauté de Communes du Pays de Sommières, le 14 octobre, le Président de la Communauté de Communes Petite Camargue, le 16 octobre, la Communauté de Communes Pays d'Uzès, le 20 octobre, la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien, le 28 octobre, la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise. Et plus tard, la Communauté de Communes du Pays Grand 'Combien et la Communauté de Communes des Albères-et-de-la-Côte-Vermeille.

Le 6 octobre, lundi prochain, j'ai décidé, avec l'accord de tous les maires, de faire une réunion, ici au siège de l'agglomération, spéciale cantonales où je réunirai les 31 maires de l'agglomération. Parce que je ne souhaite pas que le

scrutin cantonal de mars ait une seule chance de déséquilibrer ce qui nous réunit aujourd'hui de façon très forte. Nous discuterons ensemble des règles à adopter en bonne intelligence pour préserver l'unité de la Conférence des maires qui fonctionne parfaitement.

Dans le cadre de la culture, j'ai adressé, à la nouvelle Ministre de la culture, Fleur Pellerin, une demande de classement de l'Agglomération de Montpellier en métropole d'art et d'histoire. Si ce label est octroyé par le ministère de la culture, nous demanderons le classement, au titre de l'UNESCO, de plusieurs sites de la métropole.

Le 3 octobre, après-demain, avec Christian Fina, je me rends à Gérone pour assister au sommet des villes pour la grande vitesse, TGV. Et je proposerai la candidature de la ville de Montpellier pour organiser ce sommet en 2015.

Enfin et pour terminer, demain après-demain, à 14h30, nous inaugurerons les nouveaux logos sur les rames de tram. C'est une promesse que j'ai faite à Christian Bourquin, je tiens la promesse. La région Languedoc-Roussillon, le département de l'Hérault et l'État ont financé le tram et les logos ne figurent pas sur les rames de tram. Nous allons réparer cet oubli de l'histoire et faire figurer sur toutes les rames l'emblème des financeurs, ce qui est normal. Ça a été fait en partenariat avec les administrations régionales, départementales et de l'État.

En même temps, au mois d'octobre, nous avons le projet, avec Caroline Navarre, responsable de la prévention, d'habiller une rame de tram aux couleurs du Comité de prévention du cancer du sein. Enfin, avec Robert Cotte, président d'ACM et Claudine Frêche, Directrice j'ai donné mon accord pour recevoir, en 2015, le congrès national HLM. Cela fait 10 ans qu'il n'était pas venu à Montpellier. A priori, les choses vont dans le bon sens et le congrès prendra place à Montpellier, l'an prochain.

Je remercie le MAHB pour avoir octroyé un nombre de places à tous les naufragés de la route. C'est un petit geste sympa et je les remercie. Je remercie son Président, Rémy Levy et l'entraîneur, Patrice Canayer.

Je vous propose de passer maintenant à l'ordre du jour.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 67 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES 17 ET 31 JUILLET 2014

Monsieur Président soumet à l'approbation des élus le projet des procès-verbaux des conseils des 17 et 31 juillet 2014.

Les procès-verbaux des séances des 17 et 31 juillet 2014 sont adoptés à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Avez-vous des observations à formuler sur l'affaire n°3?

Le Conseil prend acte de ces décisions.

INFORMATION DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE : REAMENAGEMENT DE DETTE

Conformément à la délibération n°12374 du 31 juillet 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé au réaménagement d'un contrat d'emprunt conclu auprès de la Caisse Française de Financement Local afin d'optimiser la gestion de son exposition et de sécuriser son encours de dette.

L'emprunt de 10.32M€ (12.46M CHF) a été transformé en un taux fixe classique de 4,60% (contre 4.83% auparavant).

Le nouvel emprunt de 10M€ a été conclu au taux fixe de 2.45% sur 15 ans.

La part d'indemnité refinancée a été limitée à 0.23M€.

Le taux de change au jour de la conclusion définitive de l'opération était de 1.2078, ce qui représente une perte de change de 1.89M€.

Il est à noter que les conditions financières des emprunts se sont améliorées par rapport aux niveaux proposés dans l'offre de juillet.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a ainsi profité d'une opportunité de marché lui permettant de positionner ses deux tirages en catégorie 1A de la charte Gissler (soit l'exposition la plus sécurisée), à des conditions de taux favorables, inférieures aux niveaux plafonds proposés dans la délibération.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE SOLIDARITÉ - ADOPTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Des pluies diluviennes ont récemment frappé la Communauté d'Agglomération d'Alès et les Communautés de Communes du Pays de Lamalou-les-Bains, du Pays Viganais Cévennes, des Cévennes Gangeoises et Suménoises, du Piémont Cévenol et du Pays de Sommières, causant de graves inondations.

Ce lundi 29 septembre 2014, des intempéries d'une durée et d'une intensité exceptionnelles ont provoqué des dégâts matériels très importants sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des communautés de

communes voisines.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, afin d'être solidaire des populations de ses territoires voisins, durablement touchés par ces catastrophes naturelles, souhaite venir en soutien des communautés et des communes concernées au travers d'une aide financière.

Dans ce contexte et afin de répondre aux besoins des populations sinistrées, il est proposé de réserver une enveloppe exceptionnelle globale de 100 000 €. Cette somme sera répartie entre les communes et les communautés les plus touchées, qui en feraient la demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider d'une aide exceptionnelle de 100 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget 2014,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Il s'agit de la subvention de 100 000 euros dont je vous parlé tout à l'heure, destinée essentiellement à la commune de Lamalou-les-Bains, mais qui pourrait être utilisée pour d'autres villes qui ont souffert, notamment du côté de Ganges. Souhaitez-vous intervenir sur ce point ?

Madame JAMET, puis Monsieur Lussert.

Madame JAMET

Monsieur le Président. Je tenais à vous poser quand même quelques questions sur ce rapport qui évidemment ne peut que rallier tous les suffrages. Pour autant, vous avez dit pas mal de choses depuis tout à l'heure et notamment à propos du tram. Vous parliez des financeurs du tram qui devraient impérativement être inscrits sur la carrosserie. Je tiens quand même à rappeler que les premiers financeurs du tram, ce sont avant tout les contribuables. C'est pour ça que, quand on parle de solidarité et que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, afin d'être solidaire des populations, je pense qu'il serait plus juste de rappeler que ce sont les contribuables qui apportent leur solidarité à nos compatriotes.

D'autre part, on avait déjà parlé de ce rapport et j'ai bien vu que vous aviez modifié ce rapport en ajoutant « lundi 29 septembre 2014 ». Au-delà du fait que vous collez à l'actualité, quid de ces pelleteuses ? Des 100 000 euros ? Est-ce qu'ils vont être dispatchés et partagés ?

D'autre part, je tiens aussi à vous faire une proposition objective et constructive. Je pense qu'un appel au don de nos compatriotes serait une bonne initiative. Je pense qu'ils sauront largement aussi répondre à cet appel. Ce serait plus juste.

Je tiens aussi à rappeler que quand vous parliez tout à l'heure de Toulouse et de son aide, vous voyez bien que donc, sans fusion des régions, les villes entre elles peuvent être parfaitement solidaires, s'entretenir et avoir des objectifs communs.

Dernier point, je rappelle quand même, parce que c'est un sujet que l'on n'a pas vraiment abordé, évidemment on ne peut que se réjouir qu'il n'y ait pas eu de victimes comme ça a été le cas à Lamalou sur ces derniers événements. Mais je pense que là, on peut aussi voir les travers d'une politique de sur-urbanisation, dont le projet de mégapole, de métropole ou de pôle métropolitain que vous souhaitez mettre en place, à un moment ou à un autre, contribuera au déséquilibre de nos territoires. Donc, je pense qu'il faudrait que nous ayons une réflexion pour savoir ce qui se passera demain.

Nous n'avons effectivement que des dégâts matériels, mais je crois que l'on peut soulever le fait qu'il y a aussi des vies brisées, des commerces, des PME. Et je pense que c'est aussi un sujet qu'il va vraiment falloir prendre en compte.

Dernier point, sur les digues, elles ont tenu. Je crois qu'il nous faut vraiment avoir une réflexion puisque ces épisodes cévenols ne sont pas une fatalité, c'est une récurrence et il y a ce phénomène de sur-urbanisation. Je pense qu'il y a véritablement encore de grandes choses à faire, des travaux, des précautions supplémentaires et même une autre politique à mener pour éviter ce genre de catastrophes naturelles. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame JAMET, rassurez-vous, je ne confonds pas mon argent et celui des contribuables.

Madame JAMET

Il suffit de le dire, ça va mieux en le disant.

Monsieur le Président

Oui, mais ça va de soi.

Secondement, ce sont 48 millions d'euros qui ont été investis sur les digues et les berges du Lez pour les reconfigurer, pour les rendre susceptibles de supporter les inondations. Parce que ce qui s'est produit, dans ces événements pluvieux, c'est que le vent marin a soufflé au même moment, faisant monter le niveau de la mer. Le Lez a donc eu du mal à s'écouler naturellement dans la mer et cela a potentialisé le niveau de crue. Mais les 48 millions d'euros,

c'est l'agglomération qui les a investis avec l'État au service des populations. Et je rends hommage à tous mes prédécesseurs qui travaillent depuis longtemps sur ce domaine, parce que ces travaux-là, nous ne les voyons pas, ils coûtent très cher, mais aujourd'hui le résultat est là. Les digues, comme vous le dites très justement, ont bien tenu. Monsieur Lussert, puis Monsieur Revol.

Monsieur LUSSET

Monsieur le Président. Simplement pour vous faire remarquer que dans la liste des communautés d'agglomérations ou communautés de communes que vous citez dans le rapport, il me semble que la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault mériterait d'y figurer parce qu'elle a été durement touchée également. Je vous demanderais donc de la rajouter, s'il vous plaît.

Monsieur le Président

C'est intégré dans le terme les 'communautés voisines'.

Monsieur REVOL.

Monsieur REVOL

Très simplement, je pense que sur ce dossier, nous sommes face à des populations qui ont été choquées. Il faut donc absolument que l'on évite entre nous que ce soit l'objet d'une polémique. Je voulais simplement faire remarquer et dire ma solidarité avec toutes les communes qui ont été touchées dans l'agglomération. Féliciter les services de l'agglomération qui sont restés en éveil toute la nuit pour nous tenir informés. Quant à nous, les maires qui ont été concernés, nous avons aussi passé toute la nuit dans ces conditions. C'est souvent très difficile, surtout quand on est touché soi-même, quand on voit, comme c'est mon cas, la moitié de sa bibliothèque partir dans la rivière. Excusez-moi, mais parmi les livres qui sont partis, il y en avait un de Spinoza qui dit « ni rire, ni pleurer, mais comprendre ». Comprendre, c'est premièrement, dans chaque commune mettre au point le plan communal de sauvegarde. Nous ne sommes pas encore au point ici dans l'agglomération. Il faut que toutes les communes de l'agglomération arrivent à un plan communal de sauvegarde. Avec la possibilité de mobiliser immédiatement tous les bénévoles, de faire que nous ayons des centres d'appel qui permettent de s'adresser en un seul coup de fil à la totalité des habitants de la commune. C'est ce que nous avons fait sur notre commune, je sais que d'autres l'ont fait et que cela permet de sauver des vies. Et comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, c'est ce type de mobilisations qui permet d'avancer. Ça veut dire aussi comprendre le fait qu'il faut effectivement faire ces ouvrages. Nous travaillons, notamment avec Cyril Meunier, pour que ce que l'on appelle dans notre jargon le PAPI 2, c'est-à-dire le deuxième plan de financement des bassins, puisse être réalisé. Déjà son montant est inférieur au montant du PAPI 1, mais il faut le réaliser. Là, il y a un travail commun qui est engagé et nous ne devons pas tarder sur cette question.

Troisièmement, il ne s'agit pas d'un épisode classique qui reviendra dans 100 ans, parce que tout le monde croit que centennal, ça veut dire 100 ans, alors que c'est faux. C'est un épisode qui va se renouveler. C'est d'ailleurs écrit noir sur blanc dans les rapports adaptés du GIEC, le groupe international sur le climat, concernant le bassin méditerranéen et les études qui sont sorties sur la France et particulièrement sur le Languedoc-Roussillon. Cela signifie que ce changement climatique va faire que le système extrême de sécheresse et de précipitations intenses pendant un temps limité vont se renouveler. Donc, il nous faut nous préparer à ce changement climatique. À la fois pour faire face aux dégâts que cela provoque, mais aussi pour faire que tout le travail nécessaire à la limitation des effets des gaz à effet de serre soit mené. Ce travail, nous avons un magnifique document que nous avons adopté l'année dernière, sur Plan climat énergie. Il s'agit maintenant de le mettre en œuvre et qu'il ne soit pas simplement indicatif, mais qu'il soit, dans nos actions, impératif.

Donc, pas de polémique, solidarité et on retrousse les manches.

Monsieur le Président

Merci, René REVOL.

Cyril MEUNIER.

Monsieur MEUNIER

Je vais revenir sur les propos de René. Tout d'abord, je ne savais pas que tu avais à ce point souffert et je te témoigne, à titre personnel, tout mon soutien et mon amitié, René. Nous avons fait le tour de chez toi après les derniers événements et je sais que tu dois être particulièrement touché.

Puisque, Monsieur le Président, vous nous avez dit que vous alliez avoir rendez-vous avec François Hollande et que vous pouvez lui transmettre un message, je crois qu'il va falloir que l'État comprenne une chose : on ne peut pas avoir eu un affichage de volonté de protection, une demande faite aux élus à ce point importante et impérieuse de protection de leur population et de présence quand on est en difficulté et continuer à avoir des démarches administratives aussi longues, une incapacité à traiter un dossier de demande de mise en place de protection qui fait que quand vous identifiez un problème, vous avez à peu près un an et demi d'étude. On ne peut pas faire moins, il ne faut pas faire n'importe quoi en matière hydraulique. Mais avant que l'on puisse démarrer les travaux, en règle générale, c'est entre 5 et 6 ans de mise en place du processus. On a fini le PAPI 1, dont je suis responsable en tant que Président du SYBLE. SYBLE, c'est le syndicat qui regroupe toutes les communes qui sont sur le bassin Lez-Mosson. Nous avons fini le PAPI 1 il y a à peu près deux ans avec un taux qui est exceptionnel en France, nous avons fait la

totalité de ce qui nous avait été demandé, alors que généralement ça n'est pas possible. Et ça a été possible pourquoi ? Parce que l'Agglomération a réalisé ces travaux et a été maître d'œuvre. Donc, merci à l'Agglomération de l'avoir fait.

On a déterminé depuis longtemps ce qu'il fallait faire sur la Mosson, les études sont terminées, on le sait. En particulier pour Montpellier Grabels ou Juvignac, j'étais avec Jean-Luc ce matin, on sait ce qu'il faut faire et on est dans l'imbroglio infernal des démarches administratives, des contre-expertises, des analyses de dossiers, avec des services de l'État qui n'ont pas les moyens humains de pouvoir nous suivre sur ce dossier. Et après, il faut monter le PAPI 2 et on est encore en atermoiements pour savoir si oui ou non l'État va nous donner les moyens de faire ce PAPI 2.

Donc, c'est bien ce que je dis, il faut à tout prix, si vous rencontrez le Président de la République, que l'État simplifie. La police de l'eau est à l'État, il ne faut pas l'oublier, il faut que l'on simplifie. Et en particulier sur les PPRI, il est anormal que quand une commune fasse un PPRI, il faille qu'elle attende des mois et des mois avant que les services de l'État ne le valident. Donc, tout cela, c'est de la perte de temps. Et qui dit perte de temps face à des événements qui peuvent être récurrents, ça veut dire que l'on met en danger des vies humaines.

Sur l'autre sujet que nous avons abordé tout à l'heure. Bien sûr, il y a les 48 millions d'euros qu'on a mis sur la basse Vallée du Lez. Mais il faut se rappeler qu'il n'y a pas que ça, il y a les travaux faits à Montpellier également et l'analyse qu'on a et le caractère vertueux des aménagements sur l'agglomération de Montpellier depuis 15 ans où à chaque fois que l'on fait de l'aménagement, on travaille le sujet hydraulique de façon sereine. Et quand j'entends dire que c'est l'urbanisation qui amène de plus en plus d'eau, ce n'est pas vrai. Et ce que vous voyez d'expansion du Lez devant le Conseil régional, ça a été prévu dans l'aménagement, ce n'est pas surprenant. Ce n'est pas parce qu'on a mis une rue, etc., c'est normal. Et donc, il faut arrêter de faire de la polémique, nous sommes vertueux depuis au minimum 15 ans sur l'hydraulique et c'est tout à l'honneur du travail que l'on a mené au sein du district et de l'agglomération depuis ces années-là. Je voulais quand même le préciser. Si on s'en est aussi bien sorti, c'est évidemment qu'on a eu beaucoup de chance, c'est clair, on aurait pu avoir des accidents, mais il y a quand même un travail de fond et un respect qui a été celui dans toutes les communes et y compris sur Montpellier. Et c'est la commune de l'aval qui le dit, donc c'est quand même important.

Monsieur le Président

Merci Cyril. Est-ce que vous souhaitez vous exprimer sur ce sujet ? Je remercie la société Predict qui fait un travail remarquable sur la prédiction des intempéries, qui est une start-up qui a commencé au BIC de l'agglomération de Montpellier, qui aujourd'hui fait école dans tout le milieu, au niveau national et international. Je mets aux voix l'affaire 4.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : POLITIQUE DE LA VILLE – GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA), créé en juin 2001, a pour objet l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers des dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires. Ses membres, au nombre de 8, se répartissent les droits statutaires de la manière suivante : Ville de Montpellier (37%), Etat (20%), Département (18%), Communauté d'Agglomération de Montpellier (18%), Centre Communal d'Action Sociale (3%), Caisse des dépôts et Consignations (2%), Caisse d'Allocations Familiales (1%) et Société Centrale pour l'Équipement du Territoire (1%).

A ce stade, la ville-centre assure la présidence du GIP. Son activité fait l'objet chaque année d'un rapport détaillé, adopté par son Assemblée Générale.

Initialement créé pour une durée de 7 ans, le GIP a été prorogé une première fois à compter du 1^{er} juillet 2008 jusqu'au 31 décembre 2013 et une seconde fois jusqu'au 31 décembre 2014 pour faire correspondre son terme avec celui du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale du 21 février 2014 dite loi « Lamy » réforme en profondeur la politique de cohésion sociale urbaine et de solidarité nationale envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle vise notamment à élaborer un contrat de ville unique et global piloté par l'Agglomération, regroupant la rénovation urbaine et la cohésion sociale. La mobilisation du « droit commun » et la participation des habitants sont des axes forts de la loi.

Dans le cadre de cette réforme, il est opportun de modifier une nouvelle fois la convention constitutive du Groupement pour :

- proroger sa durée de deux années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2016, l'Assemblée Générale du GIP pouvant à tout moment engager une dissolution anticipée.
- modifier la répartition des droits statutaires entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération de Montpellier, au regard des évolutions législatives, l'Agglomération devenant ainsi, avec 37% des droits statutaires, le membre le plus représenté à l'Assemblée générale du GIP.

Les missions dévolues à l'équipe du GIP pour cette prolongation concernent en premier lieu la préparation et l'élaboration du nouveau Contrat de Ville, le lancement de l'appel à projets 2015 auprès des opérateurs et l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre des premières mesures de ce contrat.

L'Assemblée Générale du GIP-DSUA a approuvé ces amendements le 27 août dernier. La suite de la procédure prévoit la prise d'un arrêté préfectoral d'approbation pour lequel un dossier doit être transmis à l'Etat comprenant notamment la délibération de chacun des membres approuvant la convention constitutive modifiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les amendements à la convention constitutive du Groupement d'intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier, annexée à la présente délibération ;
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention modifiée et tous documents relatifs à cette affaire.

Madame DARDE

Monsieur le Président, mesdames et messieurs, chers collègues. Comme vous le savez, nous avons créé, en 2001, c'était la volonté de Georges Frêche, un groupement d'intérêt public entre l'État, l'Agglomération et un certain nombre d'acteurs, dont le Conseil général, la Caisse des Dépôts, la CAF, etc., pour animer un dispositif contractuel de politique de la ville. Il a été initialisé en 2001, créé pour 7 ans, renouvelé et prolongé jusqu'en 2013, puis 2014. La loi LAMY qui est la loi de programmation de la ville, votée le 21 février 2014, positionne désormais les Agglomérations comme pilote et maître d'ouvrage de la politique de la ville. Et dans ce cadre-là, nous sommes en train de préparer le nouveau contrat de ville qui sera unique et global et qui englobera à la fois la rénovation urbaine, la cohésion sociale et le développement économique.

Dans cette perspective, il vous est proposé d'une part, de prolonger ce groupement d'intérêt public pour une période maximum de 2 ans, c'est-à-dire au maximum jusqu'en fin 2016. Sachant qu'il nous sera toujours possible d'y mettre fin avant ce délai si nécessaire et dans une perspective d'intégration à l'agglomération, voire la métropole.

Deuxièmement, il vous est proposé de modifier les droits statutaires de ce GIP. L'Agglomération, désormais, portera logiquement comme le prévoit la loi, sa participation à 37 % et deviendra ainsi le plus gros contributeur de la structure. Et la part de la ville sera parallèlement ramenée à celle de l'agglomération précédemment, soit 18 %.

Trois principales missions pour ce GIP durant cette période de prolongation.

D'abord, préparer et élaborer ce contrat ville pour le compte de l'agglomération et de ses partenaires ; nous sommes en cours d'élaboration. Lancer l'appel à projets 2015 auprès des opérateurs qui œuvrent dans les quartiers ; il n'est pas question d'interrompre leur action. Et mettre en place une assistance pour la mise en œuvre des premières mesures de ce contrat ville dont la signature est prévue avant la fin juin 2015.

L'assemblée générale de ce GIP a approuvé ces amendements le 27 août dernier. Je propose donc en conséquence au conseil de bien vouloir approuver ces amendements à la constitution constitutive de ce GIP et autoriser le Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier à signer la convention modifiée et tous les documents qui sont relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci, Madame DARDE. Je vais vous le résumer rapidement en trois mots. La politique de la ville, de par la loi, devient compétence d'agglomération. Nous donnons au GIP qui conduit cette politique deux ans pour se mettre en conformité, s'organiser. Et nous modifions la représentation des collectivités à l'intérieur du conseil d'administration pour permettre à l'agglomération de devenir majoritaire. Et c'est Catherine Dardé, au titre de sa délégation « politique de la ville », qui pilotera la politique de la ville à la métropole. Est-ce qu'il y a des interventions sur ce point ?

Madame JAMET.

Madame JAMET

Il y a une chose que je n'ai pas comprise préalablement au point antérieur. Quand le front national dit qu'il pleut, qu'il va continuer de pleuvoir et ça risque d'être encore plus dangereux, quand le front national parle d'une imperméabilisation des sols due à l'urbanisation, etc., on parle de polémique, c'est bien ça ?

Monsieur le Président

Mais pas du tout, Madame Jamet.

Madame JAMET

C'est pourtant ce que j'ai cru entendre. Donc, il y a un moment où il ne faut pas non plus tomber dans le déni de la réalité justement sur des clivages stupidement politiques, premièrement.

Monsieur le Président

Pas du tout, Madame JAMET. Vous savez que les groupes politiques, à l'agglomération, ils étaient constitués de trois personnes et à la ville, ils étaient évalués à cinq personnes. J'ai ramené le plafond à deux pour que vous puissiez constituer un groupe et à la ville à trois pour que vous puissiez vous exprimer.

Moi, je veux que le débat démocratique existe. Moi, les choses, je les combats sur le plan des idées, pas en retirant la parole aux uns et aux autres.
Ça, ça n'est pas démocratique.

Madame JAMET

Je continue donc sur le débat. Je dis que l'on ne peut pas non plus se réfugier derrière un clivage sous prétexte que le front national dit qu'il pleut et que ça mouille. J'invite donc vos collègues à plus de sagesse. D'ailleurs, Monsieur Revol n'a rien dit d'autre que ce que j'ai pu en dire. Je pense que c'est justement dans ces cas-là qu'il faudrait que vous reveniez, les uns et les autres, à plus de sagesse et à regarder avec un certain réalisme les événements. Deuxièmement, concernant ce dossier, je relève, et sur beaucoup d'autres dossiers, que nous n'avons pas eu les amendements.

Madame DARDE

Les amendements, c'est modifier le contrat ville selon les bases que je vous ai indiquées, prolonger jusqu'en 2016 et modifier la participation de l'agglomération et de la ville.

Madame JAMET

Ce que je veux dire c'est que globalement, sur l'essentiel des dossiers, nous n'avons ni amendements, ni conventions, ni contractualisations qui sont joints aux dossiers. Donc, c'est assez difficile sinon de se faire une idée, en tout cas de voter les yeux fermés sans savoir sur quoi on vote.

Madame DARDE

Madame, il me semble que votre collègue a participé à la commission préalable et que ces amendements ont été communiqués à ce moment-là avec la convention.

Madame JAMET

Non, ce sont des photos qui ont été communiquées, pas les amendements.

Madame DARDE

Vous avez eu plus que ce qui est présenté aujourd'hui.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire présentée par Madame Dardé sur la politique de la ville, l'affaire 5.
Monsieur BOUMAAZ.

Monsieur BOUMAAZ

Une petite question. Est-ce qu'on a une date arrêtée par rapport à l'élaboration du plan d'action du groupe? Vous deviez nous remettre un rapport par rapport au plan d'action et la nouvelle cartographie.

Madame DARDE

La cartographie actuelle est en cours de validation par Monsieur le Préfet. Donc, je vous ai présenté en commission les propositions de cartographie des quartiers prioritaires au nombre de 12. Nous attendons la validation par Monsieur le Préfet. Pour le reste, l'élaboration du contrat se fera avec une date limite que je vous ai indiquée tout à l'heure qui est juin 2015. En attendant, nous devons, comme je l'ai indiqué en commission, préparer la mise en place des conseils citoyens, dont nous attendons là aussi la composition par un texte réglementaire qui n'est pas encore paru à ce jour. L'ensemble des informations, je crois, vous a été communiqué en commission.

Monsieur le Président

Monsieur BOUMAAZ, la carte des quartiers prioritaires, elle a fait l'objet d'un aller-retour avec les préfectures et les services de l'État. Elle a été proposée par les services de l'État à la ville, puisque la majorité se trouve sur le territoire de la ville et nous avons apporté quelques modifications. Notamment dans le quartier Figuerolles où le quartier était scindé en deux et où nous avons rallongé le périmètre pour qu'il y ait une unité spatiale. Notamment sur le quartier de L'Aiguelongue où il y avait un petit morceau qui était exclu du périmètre. Je suis d'ailleurs très heureux et très satisfait de cette carte qui est assez juste. Il y a certains quartiers qui n'étaient pas qualifiés politique de la ville sous l'ancien régime et qui le sont désormais. Je trouve que les fonctionnaires de l'État qui ont fait ce travail ont fait un bon travail. Mais il fallait qu'il y ait quelques modifications à la marge, que nous avons apportée. Et nous attendons la validation définitive du Préfet.

Je mets aux voix l'affaire 5.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°6 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXL - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1^{er} août 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agro-nomiques. Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique et l'arrêté N°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 relatif aux compétences obligatoires en matière de développement économique d'intérêt communautaire, le Conseil Communautaire de Montpellier Agglomération a délibéré favorablement :

- en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.
- en date du 29 octobre 2013 sur les modalités d'intervention financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et modèle type de convention de financement des projets.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR des 7 mai et 4 juillet 2014, trois projets de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise innovante ont été identifiés pour leur intérêt régional et leur potentiel de développement.

- Le projet de maturation « Aviitam » : vise à développer la 1ère plateforme innovante d'aide à la prise en charge holistique des maladies chroniques pour les médecins et les patients. Cette solution permet aux médecins de se former au cours de leurs consultations et de mettre en place une véritable médecine du mode de vie dans le cadre des maladies chroniques. Plus précisément, il s'agit par exemple d'améliorer la prise en charge des patients présentant un surpoids ou une obésité compliqués d'une ou plusieurs maladies chroniques associées (anomalie de la glycémie à jeun/diabète, HTA, dyslipidémies, troubles du sommeil, maladie cardio-vasculaire, etc.). Aviitam® sera en outre le premier GPS « Santé » : pour la première fois, un patient sera guidé en temps réel dans la prise en charge de sa maladie chronique.

Porté par l'Université Montpellier 1, ce projet est développé par l'U1046 Inserm, l'Université Montpellier 1, l'Université Montpellier 2 : Physiologie & médecine expérimentale du Cœur et des Muscles ; le CHRU Montpellier et la SATT AxLR.

Il est par ailleurs accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création de la start-up Aviitam.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 314 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (221 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (61 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (32 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « Capteurs Magnétiques Innovants » : vise à développer un capteur hybride associant un capteur magnétique de haute sensibilité et des nanomatériaux pour détecter la présence de gaz en quantité infini-

tésimale. Les gaz détectés peuvent être des gaz à effet de serre, inflammables, toxiques, de l'oxygène, de l'hydrogène, du benzène et ses dérivés, etc. L'utilisation de ce capteur permettra notamment, de prévenir les agents d'intervention technique de la présence d'un câble à haute tension souterrain et ainsi éviter l'électrocution ou de mesurer de manière ultra précise la qualité de l'air et de l'environnement.

Porté par l'Université Montpellier 2, ce projet est développé par l'Institut Charles Gerhardt Montpellier, l'UMR 5253-CNRS Université Montpellier 2, l'Université Montpellier 1, l'ENSCM et la SATT AxLR.

Il a par ailleurs vocation à terme à être accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création d'une start-up.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 426 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (256 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (150 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (20 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « Algodone » : vise à proposer une solution complète de gestion des droits numériques pour les circuits intégrés en micro-électronique et leurs contenus de Propriétés Intellectuelles, de la conception jusqu'à la fabrication ou la programmation.

Le projet vise à répondre à un besoin industriel des fournisseurs de circuits micro-électroniques qui n'ont actuellement aucune solution de suivi et de traçabilité de leur modèle une fois qu'ils les ont livré à leurs clients - avec comme conséquence immédiate des contrefaçons aisées.

Porté par l'Université Montpellier 2, ce projet est développé par le LIRMM (équipe Sysmic/ADAC) - UMR n° 5506 (Tutelle UM2, CNRS) et la SATT AxLR.

Il est par ailleurs accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création de la start-up Algodone.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 311 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (181 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (100 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (30 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable des Comités d'investissement des 7 mai et 4 juillet 2014 et approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur son financement, il est proposé au Conseil de Communauté d'Agglomération d'apporter une contribution à ces trois projets qui répondent à l'objectif encouragé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 82 000 €, le financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses de maturation (matériaux de recherche, temps salaire de chercheur,...), telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement de chaque projet et se répartit comme suit :

- Le projet de maturation « Avitam » : 32 000 € ;
- Le projet de maturation « Capteurs Magnétiques Innovants » : 20 000 € ;
- Le projet de maturation « Algodone » : 30 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de financement et l'attribution des subventions des projets de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame MARION

C'est une demande de cofinancement de projets de maturation. Je vous rappelle qu'à la demande de l'agence nationale de la recherche, la société d'accélération de transfert des technologies a été créée en Languedoc-Roussillon en 2012 avec des partenaires. 12 actionnaires qui sont importants au niveau des universités et tous les laboratoires de recherche.

Ce que je veux vous rappeler, ce sont les missions. Les missions, c'est tout d'abord de détecter des projets d'invention dans les laboratoires publics susceptibles de donner lieu à des applications industrielles. Le deuxième objectif, c'est de financer les travaux de recherche supplémentaires pour rendre applicables les découvertes scientifiques dans le monde économique, via le fonds national de valorisation. Et c'est d'accélérer et de développer le transfert de brevets et le savoir-faire des laboratoires. Depuis décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a ainsi cofinancé, avec la Région et ses partenaires, quatre projets de maturation.

Et aujourd'hui, nous vous proposons de cofinancer trois projets de maturation.

Tout d'abord, le projet de maturation AVITAM. Ce projet vise à développer une plate-forme, et ce sera la première plate-forme innovante d'aide à la prise en charge holistique globale des maladies chroniques pour les médecins et les patients. Ce sera en fait le premier GPS de santé. Pour la première fois, un patient sera guidé en temps réel dans la

prise en charge de sa maladie chronique. Donc, ceci est porté par l'université Montpellier 1, et développé au niveau du laboratoire de l'INSERM, également par le CHU et évidemment la SATT. Et par ailleurs, il sera évidemment accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre éventuel de la création d'une start-up. L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 314 000 euros avec une répartition de 221 000 euros pour la SATT, de 61 000 euros pour la Région et de 32 000 euros pour l'agglomération.

Le deuxième projet, c'est le projet de maturation capteurs magnétiques innovants, qui est quelque chose de très intéressant. C'est un capteur magnétique de haute sensibilité pour tous les gaz toxiques. Ça va détecter, au niveau des nano matériaux, des quantités infinitésimales. Ça peut être des gaz toxiques, inflammables, de l'oxygène, du benzène, etc. Ceci sera intéressant également pour les personnes qui travaillent au point de vue technique sur les câbles de haute tension qui sont souterrains afin de les détecter plus rapidement. Ceci est porté par l'université Montpellier 2 et c'est développé au niveau de l'Institut Charles Gerhardt, également au niveau de l'École nationale supérieure de chimie de Montpellier. Évidemment, toujours pareil, avec vocation par le BIC de créer éventuellement une start-up. Je vous rappelle que les dépenses sont de 426 000 euros. 256 000 euros sont portés par la SATT, 150 000 euros par la Région et 20 000 euros par l'Agglomération.

Le troisième projet de maturation est Algodone. Celui-ci est un peu plus complexe. Ce projet vise à répondre à un besoin industriel des fournisseurs de circuits microélectroniques qui, jusqu'à présent, étaient vampirisés. Ça va leur permettre de suivre la traçabilité de leurs modèles une fois qu'ils ont vendu leurs systèmes microélectroniques à des clients. C'est en fait une protection, un droit d'auteur qui va leur permettre de déterminer cela. Ce projet est porté par l'université Montpellier 1, par le laboratoire LIRMN évidemment qui est très spécialisé là-dedans et par l'UMR du CNRS. Il sera accompagné éventuellement par le BIC Agglomération en projet d'une start-up.

Donc, si vous le voulez bien, nous vous proposons pour le projet de maturation AVITAM une subvention de 32 000 euros, pour le projet de maturation capteurs magnétiques innovant une subvention de 20 000 euros et pour le projet de maturation Aglodone une subvention 30 000 euros.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Qui souhaite des renseignements complémentaires auprès de Chantal Marion qui a fait un exposé très précis ? En vous rappelant que les 4 piliers de la métropole sont la santé, le numérique et l'innovation, la mobilité, le tourisme et le développement économique et qu'avec Isabelle Touzard nous en avons rajouté en cinquième, à Murviel-lès-Montpellier qui concerne les sciences du vivant, à savoir la viticulture, l'agriculture, l'alimentation, la politique de l'eau, la lutte contre les pollutions, la protection de l'environnement. Tout ce pôle science du vivant qui représente le cinquième pôle et qui est partagé par de nombreux maires, y compris présidents d'agglomération. Donc, c'est une métropole à cinq pattes.

Je mets aux voix l'affaire 6.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

S'est abstenu : M. Jean-Marie LUSSERT.

AFFAIRE N°7 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MODIFICATION DE LA CONVENTION TYPE DE FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1^{er} août 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc-Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité s'engager sur la mobili-

sation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Les projets sont portés par des unités de recherche publiques. Les fonds versés aux projets de maturation accompagnés par la SATT AxLR permettent aux porteurs de projets sélectionnés de fabriquer un prototype, réaliser des tests de faisabilité, une étude marketing..., aboutissant à la mise sur le marché de produits ou services d'intérêt pour la compétitivité, la création et le développement des entreprises du territoire communautaire.

Chaque projet retenu en comité d'investissement, fait l'objet d'une convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'organisme ou établissement de recherche concerné, détaillant les modalités d'attribution de cette participation.

Par délibération n° 11910 en date du 29 octobre 2013 le Conseil Communautaire a voté les modalités d'intervention financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le modèle type de convention de financement des projets.

Depuis le 19 décembre 2013, quatre conventions de financement ont ainsi été signées entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les établissements et organismes de recherche actionnaires de la SATT.

Afin de contrôler au plus près les dépenses réalisées dans le cadre des projets de maturation et la juste affectation des fonds publics attribués, il est proposé d'ajouter une clause supplémentaire à la convention type de financement des projets de maturation demandant le contrôle et le visa de la SATT AxLR sur la nature, le montant et la légitimité des dépenses liées au programme subventionné., tel que présentée en annexe.

Il est donc proposé de modifier l'article 3 de la convention-type de financement relatif aux modalités de versement de la subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier tel que spécifié dans la pièce annexe:

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle type de convention de financement des projets modifié,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA MANIFESTATION TEDx - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2014, il est proposé d'affecter une subvention à la manifestation suivante :

3^{ème} édition de la conférence internationale TEDx Montpellier

La société Lets Comm To The Word, sous l'autorité de Madame Magali Dutilleux, organise le 10 octobre 2014, à l'opéra Comédie, salle Molière, une manifestation intitulée « 3^{ème} édition de la conférence internationale TEDx Montpellier – les jolies choses ».

La conférence TED (Technology, Entertainment and Design), rencontre annuelle très importante en Californie se décline dans le monde entier en conférences TEDx. Les meilleures prestations sont mises gratuitement à la disposition du public sur le site web et les réseaux sociaux sur un large éventail de sujets comme la science, les arts, la politique, les questions mondiales. La déclinaison TEDx montpelliéraine a pour fil conducteur l'innovation technologique au service de l'humain, fil conducteur en phase avec nos axes économiques et permet de valoriser le potentiel du territoire dans ces domaines. La présence d'une conférence TEDx sur le territoire s'inscrit dans le cadre de la démarche French Tech dans la mesure où elle contribue à la reconnaissance nationale et internationale du territoire montpelliérain comme lieu d'effervescence technologique et où elle est un temps de rencontre entre acteurs locaux.

L'édition 2014 a mis l'accent sur « les belles choses », ces choses très positives qui émergent de manière inattendue et parfois même naissent de situations très négatives. Elle accueille en local une assistance composée de décideurs de grands groupes nationaux et locaux, de journalistes, de chercheurs et dirigeants, de professeurs et d'étudiants.

Environ 120 personnes y participent et son retentissement est beaucoup plus large avec un live stream (diffusion en direct sur internet), une activité sur les réseaux sociaux et la mise en ligne de l'ensemble des prestations sur le site web de TEDx Montpellier et plus emblématiques sur le site TED. Lors de la 1^{ère} édition : le livestream a compté 18 990 connexions par minute et a été le numéro 1 des sujets de conversation les plus commentés sur Twitter en France.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'organisateur,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Madame MARION

Tout d'abord, quelques rappels sur la manifestation TEDX. C'est une manifestation Technology, Entertainment and Design, qui a été créée aux États-Unis. Deux conférences se sont tenues à Montpellier en 2012 et en 2013. Le fil conducteur de ces conférences, c'est l'innovation technologique et le service de l'humain. Ce qui est important à noter, c'est que le suivi en ligne est particulièrement important vu que lors de la première édition, nous avons eu 18 990 connexions par minute via le live stream. Ce sont donc des conférences sur Internet. Ce qu'il est également important de savoir, c'est que la prochaine édition montpelliéraine se tiendra le 10 octobre. Alors, par curiosité, si ça vous intéresse, le programme est sorti. Je tiens quand même à vous signaler des intervenants, ce sont des Montpelliérains. Il y aura Laurent Ballesta, son intervention s'appelle « De profundis ». C'est un biologiste naturaliste de Montpellier qui a été le premier à filmer le cœlacanthe dans le canal du Mozambique. C'est un poisson que l'on croyait fossilisé, mais qui est vivant.

Monsieur le Président

Laurent Ballesta d'Ifremer qui a photographié en face le cœlacanthe, un des rares poissons qui a une vision binoculaire, comme l'être humain. Le cœlacanthe, il vous regarde dans les yeux, un peu comme le poulpe.

Madame MARION

Ensuite, il y a également Marie Burlot, le titre c'est « Qu'avez-vous fait de vos 16 ans ? » qui est une étudiante de 21 ans qui a créé sa première entreprise à 16 ans. Et puis, il y a Barbara Glatz, « Le choix des possibles » avec Montpellier Reine de cœur. Voilà pour les quelques intervenants qui peuvent vous intéresser. Il faut que vous sachiez que ceci favorise une reconnaissance nationale et internationale du territoire montpelliérain comme un lieu d'ébullition. Qu'évidemment, ça va valoriser notre dossier French Tech. Et que l'objet de la convention, c'est évidemment les sponsors qui seront sur scène, présentation des sponsors, conférence de presse la veille de la manifestation, mise en avant par l'organisateur de son soutien à la démarche French Tech. D'autre part, je tiens à vous signaler que la salle Molière de l'opéra Comédie a gracieusement été mise à disposition des organisateurs.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ASSOCIATION DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE -(CUSMA)- RÉVISION DE LA COTISATION CONCERNANT L'ADHÉSION - APPROBATION

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier ayant acquis la gamme de progiciels SEDIT MARIANNE de gestion Financière, des Ressources Humaines, du Patrimoine et des Régies auprès de la société BERGER-LEVRAULT, elle adhère au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne) depuis 2013, pour un montant annuel de 200 €, net de taxe.

Ce club utilisateur a pour objectif de permettre l'évolution et l'amélioration des progiciels au moyen des requêtes exprimées par les clients lors des réunions annuelles.

L'assemblée délibérante a autorisé le renouvellement de cette adhésion pour les années 2014 et 2015.

Au vu de la multiplication des réunions et des frais afférents, afin d'équilibrer les dépenses et les recettes de l'association, l'Assemblée Générale du CUSMA en date du 03 octobre 2013 a délibéré l'augmentation des cotisations concernant l'adhésion du club à partir de l'année 2014, celle des communes ou établissement public de coopération intercommunale de plus de 200 000 habitants s'élevant désormais à 400 € net de taxe.

Afin de maintenir l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au CUSMA, il convient d'approuver le nouveau montant de la cotisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision de la cotisation concernant l'adhésion au Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne (CUSMA) ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années, dans le cadre de ses compétences, une politique forte de développement d'équipements culturels, sportifs, ludiques et de soutien à l'organisation d'expositions et de manifestations d'envergure nationale ou internationale qui font aujourd'hui de Montpellier une destination touristique de premier plan.

S'appuyant sur des équipements haut de gamme - avec le Palais des Congrès - le Corum, le Musée Fabre – Montpellier figure parmi les premières destinations françaises en matière de tourisme de congrès et d'affaires. La politique d'aménagement ambitieuse menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis de consolider une offre touristique riche en matière de tourisme culturel, ludique et sportif de haut niveau. Ainsi le complexe ludique Odysseum conforte une large palette d'équipements de loisirs avec notamment l'aquarium Mare Nostrum, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée, etc.

De plus, les nombreuses manifestations, soutenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, contribuent à l'attractivité de la destination et au rayonnement économique et culturel de l'Agglomération de Montpellier, en particulier les grandes manifestations internationales.

L'Office de tourisme de Montpellier, par sa politique d'accueil, d'information, d'animation du patrimoine et de promotion, contribue à la valorisation de ces équipements et événements culturels et de loisirs et œuvre ainsi en faveur du rayonnement et de l'attractivité du territoire de l'agglomération montpelliéraine.

Il favorise également par son action le développement des entreprises du secteur touristique et conforte par la même la politique d'animation, d'accompagnement et de promotion en faveur de la croissance économique menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de ses compétences.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office de tourisme de Montpellier souhaitent renforcer leur collaboration, dans la continuité des conventions qui ont couvert la période 2009 à 2013, en vue de soutenir la promotion du territoire d'agglomération et son attractivité.

Ce partenariat s'articule en 2014 essentiellement autour de deux grands axes stratégiques :

- 1) La promotion des équipements touristiques et de loisirs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que des événements portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, tant au niveau régional, national et international.
- 2) L'observation touristique du territoire: La précédente génération de convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office de tourisme de Montpellier a contribué à la mise en place d'un observatoire au sein de l'Office de tourisme. L'objectif est désormais de conforter cet observatoire et de partager, régulièrement, des indicateurs relatifs à l'activité touristique sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme de Montpellier,
- approuver l'attribution d'une subvention de 100 000 euros pour l'année 2014 à l'Office de Tourisme de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme de Montpellier et tous les actes relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

C'est l'attribution annuelle de subventions en attendant que le tourisme passe compétence métropolitaine si nous devenons métropole. Qui demande des explications ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION OFFICIELLE ET ÉCONOMIQUE EN CHINE DU 19 AU 26 OCTOBRE 2014 - PARTICIPATION AU CONGRÈS EUPIC (CHENGDU) - PARTICIPATION À LA FOIRE DE LA CHINE DE L'OUEST SUR LE PAVILLON FRANCE - RÉUNIONS DE TRAVAIL POUR LA MISE EN PLACE D'UN ACCORD DANS LE CADRE DE LA FRENCH TECH - AUTORISATION ET FINANCEMENT DE LA MISSION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement inter-

national et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Se développer sur le marché chinois nécessite un travail considérable de préparation, d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, innovante ou non, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par nos entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

Les relations entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et plus généralement la ville de Montpellier et la Chine sont une longue histoire riche et fructueuse : nous pourrions citer le début du XX^{ème} siècle (1908-1927) et la venue à l'université de Montpellier de dizaines des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » ; plus proche de nous le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981. Dans la continuité de ces relations préservées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, mais aussi un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et 9 Provinces centrales chinoises.

Ce dernier aspect a permis l'organisation par l'Agglomération de Montpellier du Congrès Mondial EUPIC au Forum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

Le partenaire principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu est l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovaquie, Espagne, Angleterre et France). La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guansi, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Depuis 2004, ce sont plus de 80 entreprises de Montpellier Agglomération et 20 entreprises chinoises qui ont bénéficié de nos accords et ont pu accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés. Douze d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique en Chine.

Par conséquent, dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose d'effectuer une mission d'affaires en Chine, à Chengdu du 19 au 26 octobre 2014. Cette mission doit permettre la croissance de nos entreprises à l'international mais aussi d'être un excellent vecteur de promotion de l'attractivité de notre territoire en Chine.

Cela fait 4 ans que l'Agglomération de Montpellier a signé des accords de développement économique poussés avec EUPIC et la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu. Depuis cette signature, annuellement, l'Agglomération conduit une délégation d'acteurs économiques (entreprises, CHU, Pôles de Compétitivité...) à Chengdu afin de participer au Congrès EUPIC.

Le contexte de cette mission est assez particulier, 2014 étant l'année des célébrations du 50^{ème} anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France, celle-ci est de ce fait invitée d'honneur de l'Etat chinois. Cela fera aussi 33 ans que la Ville de Montpellier est jumelée avec la Ville Chengdu.

Plusieurs événements vont marquer la mission :

- Participation au congrès EUPIC (15 pays représentés, 4 500 participants) :
 - o stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - o session de travail « comment appréhender le marché chinois »,
 - o rendez-vous B to B pendant une journée pour les entreprises et acteurs du développement économique de l'Agglomération de Montpellier,
 - o 2 interventions lors des conférences plénières.
- Participation à la Foire Internationale de la Chine de l'Ouest dans le cadre des journées labélisées par les états français et Chinois (55 pays, 28 provinces chinoises, 400 000 visiteurs) :
 - o stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le Pavillon France, avec présentations des entreprises sur le stand.
- Inauguration du FISE Chengdu,
- Soirée dédiée aux relations entre Montpellier Agglomération, la Ville de Montpellier et la Ville de Chengdu.
- A la demande de la partie chinoise, visite de la ville de Neijiang :
 - o présentation du tramway,
 - o rendez-vous B to B pour les entreprises et acteurs du développement économique,
 - o présentation des filières vin et technologie,
 - o à cette occasion une lettre d'intention concernant la possibilité de mise en place de futurs partenariats sera signée.

- Relance du projet d'implantation de l'entreprise Yulong Group au MIBI.
- Rencontres avec les officiels du Tianfu Software Park dans le cadre de la French Tech.
- Rencontres avec la Mairie de Chengdu et le Gouverneur de la Province du Sichuan.

Pour cette mission il est proposé de porter un focus particulier sur les domaines de la santé et du numérique.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, frais de visa, mise en place de rendez-vous B to B, inscriptions aux congrès, stand etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 50 000 € T.T.C. Ce coût se répartit comme suit : environ 3 400 € T.T.C. par participant soit 27 200 € T.T.C. pour l'ensemble des 8 entreprises et acteurs du développement économique, pris en charge financièrement. Une participation financière forfaitaire sera demandée, à hauteur de 1 000 € T.T.C. par entreprise.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 22 800 € est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stands, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions au congrès....., ainsi qu'aux frais de déplacement de trois élus et un technicien de l'Agglomération de Montpellier sur la base des frais réels.

Compte tenu de l'importance du Congrès et des événements liés à la célébration des 50 ans des relations diplomatiques entre la France et la Chine, 400 000 personnes sont attendues à Chengdu. Pour des raisons de logistique Eupic a bloqué des réservations de chambres d'hôtel pour ses congressistes à des tarifs préférentiels. Dans ce cadre, les frais d'hébergement de la mission seront facturés directement par EUPIC à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Une convention précisant les termes de cette facturation sera mise en place.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires pour 8 entreprises et acteurs du développement économique de l'Agglomération de Montpellier en Chine à Chengdu du 19 au 26 octobre 2014,
- approuver le tarif applicable aux entreprises,
- approuver la participation de trois élus et un technicien à la mission et éventuellement de la presse,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée au maximum à 50 000 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 929 et 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant à signer la lettre d'intention, ainsi que la convention avec EUPIC précisant les termes de la facturation et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Nous envoyons six élus, trois de la ville, trois de l'agglomération à Chengdu. Ceux de l'agglomération sont :

- Chantal Marion,
- Jean-Luc Meissonnier,
- Yvon Pellet.

Ceux de la ville sont :

- Isabelle Marsala,
- Fabien Abert,
- Robert Cotte,

Chacun dans son domaine. Fabien Abert et Jean-Luc Meissonnier pour l'expansion en Asie du FISE. Isabelle Marsala pour l'école de Chengdu qui a été faite sur le modèle des écoles de Montpellier et qui sera inaugurée en même temps. Yvon Pellet pour la viticulture. Robert Cotte pour les relations internationales. Et Chantal Marion pour tout le secteur économique. C'est une mission de 6 jours qui sera divisée ville et agglomération. Qui veut des explications ? Madame Jamet et puis Madame Brissaud.

Madame JAMET

Attendez, je vais vous dire ce que j'en pense. Je vois simplement que vous mettez les pas dans les pas de vos prédécesseurs après avoir pendant longtemps critiqué.

Monsieur le Président

Mais non, Madame Jamet. Regardez les jumelages à la ville de Montpellier, ceux de Sherbrooke, ceux de Rio de Janeiro, on va les diminuer pour ne retenir que le prochain jumelage qui sera fait, pendant le mandat, avec Palerme. Vous ne vouliez pas vous jumeler avec Palerme ? Vous n'aimez pas Palerme ? Vous n'aimez pas l'Italie, Madame Jamet ? La Sicile. Il y en a trois Siciliens ici.

Madame JAMET

Quand on est contre la fusion avec Midi-Pyrénées, ça ne veut pas dire qu'on n'aime pas Midi-Pyrénées ou Toulouse, ça veut dire qu'on est pour une identité, pour une indépendance et pour une territorialité.

Monsieur le Président

Non, mais quand on ne téléphone pas au Maire de Montpellier quand il y a des intempéries de cet ordre, c'est que l'on n'aime pas les Montpelliérains.

Madame JAMET

Je ne vous dis pas le contraire. Mais il le fait sans la fusion, il sait aussi faire ça. C'est comme EADS, ça s'est fait sans l'Europe. Ça prête à sourire aussi quand je vois que vous parlez des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne et qu'au regard des événements aujourd'hui avec Hong Kong, on a une vague idée de ce que peut représenter la Chine. EUPIC est donc une organisation non gouvernementale chinoise pour laquelle nous contribuons et finalement nous visons à financer. Ça, c'est un deuxième point que l'on ne saurait admettre. Pour le FISE, vous connaissez mon avis là-dessus, vous le vendez et je crois qu'il y a deux jeunes prodiges de l'économie qui en font des choux gras et c'est tant mieux pour eux. Je ne sais pas ce que c'est que l'entreprise Yulong Group au MIBI.

Ensuite, pour les aspects logistiques, les transports, restaurants, frais de vie, mise en place de rendez-vous, etc., je trouve que c'est trop exagéré, même s'il ne s'agit que de 50 000 euros. Ces 8 entreprises, j'aimerais savoir sur quels critères elles ont été choisies et de qui il s'agit. Deuxièmement, est-ce qu'elles n'avaient pas les moyens de se prendre en charge et de contribuer à ce voyage ? C'est une récurrence sur laquelle nous interviendrons chaque fois. Je pense que s'il y a des économies à faire, elles devraient déjà commencer par là.

Monsieur le Président

Le rayonnement international de l'Agglomération de Montpellier doit également être porté. Et il faut donner des débouchés à tous nos chefs d'entreprise. On ne bâtit pas une métropole, un territoire en le faisant reclus et tourné uniquement sur lui-même. Il faut l'ouvrir sur le monde. Vous savez, dans l'histoire de la fusion, j'ai l'occasion de le dire chaque fois que je vais dans une commune, sur le pôle métropolitain. On me dit, « pourquoi vous musclez le pôle métropolitain en mettant des agglomérations voisines de celles de Montpellier ? » Je leur dis « pour équilibrer la grande Région Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon, un grand pôle à Toulouse, un grand pôle à Montpellier. Mais franchement, Toulouse/Montpellier, c'est au rugby ou au foot, mais les gens du BIC, les start-ups, elles travaillent avec Melbourne, avec Johannesburg, avec Londres, avec Berlin, avec Toulouse.

Madame Marion.

Madame MARION

Tout d'abord, je voudrais rappeler deux choses importantes, Monsieur le Président, si vous le permettez. C'est que tout d'abord, en 2014, la France et la Chine célèbrent le 50e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques. Donc, il n'y aura pas que Montpellier présent à Chengdu. Cela fera aussi 33 ans que Montpellier est jumelé avec Chengdu. Donc, c'était deux dates importantes où d'ailleurs, Monsieur le Président, vous étiez convié. Et donc, puisque vous ne pouvez pas y aller les Chinois sont honorés que nous amenions autant d'élus. Et les Chinois, qui sont très respectueux des protocoles, sont très sensibles à l'arrivée de cette délégation.

En ce qui concerne les entreprises, je rappelle que l'un des points principaux que vous avez donnés, c'est la e-santé. Donc, les entreprises que nous amenons sont notamment Choosit, NOVAE, Eurobiomed, Intrasense – qui allient le numérique et la santé. Et nous allons les amener et les porter sur un stand. Et je précise que pour la première fois, la ville et l'agglomération partent main dans la main sur le même projet, nous aurons un stand commun. Et ça, c'est capital.

Monsieur le Président

Pour faire moins de frais, on partage les frais, on mutualise les voyages à Chengdu. Madame Brissaud, après Perla Danan, ensuite Clare Hart et Yvon Pellet.

Madame BRISSAUD

Je voulais juste que vous nous précisiez les entreprises choisies, ça a donc été fait. Je vous remercie, Madame la Vice-présidente, d'avoir répondu à ma question.

Madame MARION

De rien, Madame Brissaud. Je l'avais déjà signalé en commission, mais vous n'avez pas pu venir et les gens de la commission le savaient déjà.

Madame DANAN

Je voudrais juste un point de précision. Je voudrais savoir si l'école Montpellier à Chengdu va être inaugurée ? Le deuxième point, c'est un peu de couper la tête à ce serpent de mer à chaque fois que l'on parle des jumelages, que l'on parle des voyages, etc. Je signale quand même que c'est un architecte montpelliérain qui a eu le marché à Chengdu pour faire l'école Montpellier. Je signale que tous les viticulteurs qui exportent sont bien contents de le faire avec le chapeau des collectivités comme caution. Et donc, il faut arrêter, quand on connaît la mentalité des Chinois, le fait d'avoir la caution des collectivités partenaires est un point majeur pour le développement économique et culturel. Donc, franchement, les analyses au ras des pâquerettes, c'est bon.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec vous, Madame Danan. Madame Hart.

Madame HART

Une réponse à Madame Jamet. En tant que chef d'entreprise, aujourd'hui franchement, on est en situation critique ici, on n'a pas d'industrie, on est en train de survivre dans des situations difficiles. Si on n'avait pas un œil vers l'international, si on ne pensait pas qu'on avait cette possibilité d'aller se développer à l'étranger, franchement, ce serait très inquiétant. Donc, je dis à Madame Jamet, il faut se mettre à notre place, nous avons besoin des collectivités à nos côtés, on a besoin de ce coup de pouce, cette aide. Et ces voyages sont essentiels. Je fais aussi partie de la commission, j'ai été complètement rassurée par rapport au choix des entreprises. Donc, il faut continuer ces actions-là et je dirais même qu'il faut les élargir. Il y a aussi le Brésil, même si on arrête le jumelage, il faut continuer à développer les rapports avec le Brésil. Et surtout l'Afrique, je le dis parce que c'est très important, c'est le continent qui monte. Mais vraiment, pensez à nos entreprises, Madame Jamet.

Madame JAMET

La mentalité des Chinois, c'est quoi ? C'est le système de corruption qui règne ? Je n'ai pas compris la réflexion de Madame Danan.

Monsieur le Président

Monsieur Pellet.

Monsieur PELLET

Pour continuer, dans les rapports avec la Chine, je peux vous dire que les vignerons de l'agglomération sont tout à fait satisfaits du partenariat que nous avons noué avec Chengdu sous la caution de l'Agglomération de Montpellier et de la structure BIC. Parce que la structure apporte la garantie du paiement à nos vignerons. Sur les fonds investis, l'an dernier, par l'agglo, pour 1 euro investi par, on a eu 2,5 euros de chiffre d'affaires fait par nos vignerons en direct. Pour des jeunes vignerons, je citerais le Mas d'Arcaÿ à Saint-Drézéry, le Domaine Henri, les caves coopératives. Donc, toutes ces choses-là, c'est fait grâce à ce partenariat. C'est vrai qu'on ne va pas en Chine avec un bon de commande en leur disant « vous signez en bas à gauche et vous en prenez tant », il y a des discussions, des rencontres. Ce ne sont pas des voyages de tourisme, rassurez-vous. J'y suis allé quelquefois, ce sont des voyages où on est présents sur le terrain. Et sans la caution de l'Agglomération, sans la caution de la structure BIC, nos vignerons feraient beaucoup moins de marchés à l'international. Pas mal de nos jeunes ont découvert le marché international, ils sont payés dès que le produit s'en va, parce que la Chine fait peur souvent dans les négociations commerciales pour le règlement des commandes. Ils sont donc payés avant que le produit ne parte. Et je peux vous dire que quand je les réunis régulièrement, ils sont très satisfaits de nos partenariats et de notre politique en général de la vigne, du vin et de notre partenariat avec la Chine.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Pellet. Monsieur Meissonnier.

Monsieur MEISSONNIER

Je voudrais rajouter, sur la partie délégation 'sports', notamment de la ville avec Fabien Abert, nous allons en Chine, car en même temps que cette délégation va être présente là-bas à Chengdu, le FISE est organisé à Chengdu. Et pour nous, il est essentiel de rappeler là-bas que le FISE, c'est un pur produit de Montpellier et de l'Agglomération. Quand on connaît la capacité de nos amis chinois à se récupérer la paternité de tels événements, qu'ils auront tendance à développer peut-être plus rapidement que nous, il est très important de rappeler là-bas que le berceau des sports extrêmes est né à Montpellier, qu'il est de Montpellier, qu'il va se développer à Montpellier. Et nous travaillons d'ailleurs avec le Président et Fabien Abert sur une possibilité d'intégrer le naming comme quoi le FISE est bien de la métropole de Montpellier ou de l'Agglomération de Montpellier. Nous allons réfléchir à tout cela, mais c'est un pur produit de Montpellier. Pour être allés aux X-Games aux États-Unis, nous n'avons rien à leur envier. Nous avons la chance, sur ce territoire, d'avoir des tas de jeunes avec le FISE et peut-être un FISE qui va s'étendre au niveau de la métropole de Montpellier, qui permet à des jeunes de se mesurer aux champions mondiaux. Donc, je crois que là-dessus, il ne faut pas laisser passer cette opportunité d'aller en Chine pour bien représenter la ville et l'agglomération de Montpellier sur les sports extrêmes, en accompagnant bien sûr cette entreprise où bien sûr les philanthropes n'existent pas. Voilà ce que je tenais à dire, merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meissonnier. Monsieur Audrin.

Monsieur AUDRIN

Lors du premier voyage, nous avons été ravis parce que nous nous sommes mesurés à tous les vins mondiaux et les vins de Saint-Georges ont été dans les premières places. Ça n'a pas fait de mal à notre viticulture, bien au contraire. Et je voudrais vous remercier de repartir pour de nouveau décrocher des médailles et faire en sorte que notre viticulture se porte au mieux.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Audrin.

Je mets aux voix la mission en Chine.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°12 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION D'ENTREPRENEURS LEADER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique en faveur de l'entrepreneuriat. Bénéficiant d'atouts exceptionnels qui font d'elle une métropole très attractive, elle a pour ambition de renforcer son tissu en favorisant l'implantation et le développement d'entreprises à potentiel sur son territoire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier déploie une offre globale en matière de solutions immobilières (service Implantation et Développement des Entreprises), d'emploi (service Emploi et Entreprises), de mise en réseau dans le cadre de filières stratégiques (TIC, Santé,...), d'appui aux projets de croissance des entreprises (Pack Croissance PME).

Pour renforcer l'impact de son action auprès des dirigeants, elle souhaite s'appuyer sur des partenaires d'excellence pour développer des actions synergiques et innovantes. C'est ainsi qu'elle s'est rapprochée du réseau d'entrepreneurs LEADER pour structurer un partenariat.

Créé en 2009 sous l'impulsion de chefs d'entreprises et de la Région Languedoc-Roussillon, Leader est le réseau des champions de la croissance maîtrisée. Le réseau est financé en partie par des fonds publics (Conseil Régional, DIRECTE, FEDER, ...) et des fonds privés.

Leader regroupe à ce jour (juillet 2014), plus de 50 entreprises sur la région Languedoc-Roussillon, dont 75% sur le territoire du grand Montpellier. Les membres de Leader sont des PME/PMI en phase de devenir des Entreprises de Taille Intermédiaire. S'appuyant sur le partage d'expérience et l'échange de bonnes pratiques, le réseau est reconnu comme un outil pertinent offrant à ses adhérents les moyens de leurs ambitions en synergie étroite avec les partenaires institutionnels du territoire.

La présente convention a pour objet la création d'un partenariat opérationnel entre l'association d'entrepreneurs Leader et la Communauté d'Agglomération de Montpellier au bénéfice des entreprises implantées ou souhaitant s'implanter sur son territoire.

Il s'agit de :

- proposer un pack d'aide à l'implantation : une offre complète de services, incluant l'appui des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière immobilière, recrutement, appui à la croissance et l'appui de Leader, en matière d'intégration dans le réseau entrepreneurial local aux entreprises. Cette offre vise à inciter les entreprises à venir s'installer en facilitant leurs démarches ;
- développer des actions communes d'appui à la croissance des entreprises : une à deux manifestations par an sur la thématique spécifique de l'appui à la croissance des entreprises ;
- se faire le relai des opérations de son partenaire auprès de sa base de contacts (entrepreneurs et plus largement acteurs économiques selon la nature des actions).

Cette convention n'a pas d'incidences financières.

Les termes de la convention, qui prendront effet à sa signature, sont valides pour une durée de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'association Leader,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LANNELONGUE

Sur cette affaire, cette convention de partenariat avec l'association d'entrepreneurs leaders, bien évidemment, on ne peut qu'être pour. D'autant plus qu'il n'y a pas d'incidence financière. Toutefois, il serait intéressant d'avoir accès au compte rendu d'activité. Souvent, nous n'avons pas les comptes rendus d'activité. Ce serait intéressant, parce que ce type d'approches mérite que l'on voie pourquoi et comment on le fait.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec vous, nous vous donnerons satisfaction.

Madame MARION

Nous avons demandé justement, au niveau des conventions, que soit rajouté dans l'article 3 un retour de tout l'argent qui est donné. Là en plus, il n'y a pas d'aspect financier. Que soit contrôlé tout l'argent qui est attribué au niveau de ces conventions, que l'on ait un retour pour savoir s'il a bien été exploité dans ce sens-là.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Un petit mot simplement sur les voyages, les jumelages et les relations internationales. Même si je ne participe pas au voyage, je reçois quand même de façon officielle les ambassadeurs de tous les pays. Vous savez que c'est une obligation des maires et des présidents d'agglomération. J'ai donc reçu l'ambassadeur de Chine à Paris, il y a quelque temps, avec Robert Cotte. Je recevrai bientôt l'ambassadeur de Malte et l'ambassadeur de Palestine.

Je mets l'affaire aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°13 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – PLU DE MONTPELLIER - EFFETS SUR LES PROJETS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Par courrier en date du 26 août 2014, la Ville de Montpellier a notifié, à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le projet de modification de son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Conformément à l'article L.123-16 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à se prononcer sur les modifications la concernant, à savoir les Zones d'Aménagement Concerté relevant de sa compétence, la ZAC Garosud, la ZAC Parc 2000 et la ZAC Euréka .

S'agissant de la ZAC Garosud extension, le projet de modification vise à imposer un alignement obligatoire sur la rue François-Joseph et ce, afin d'harmoniser le traitement urbain de l'ensemble de cette voie.

S'agissant de la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension, le projet de modification ajuste le secteur de la zone 4AU1-3 avec le périmètre de la ZAC et modifie les dispositions relatives aux espaces libres permettant ainsi la mise en œuvre du projet d'aménagement et, en particulier, du plan paysager défini préalablement.

S'agissant de la ZAC Euréka, le projet de modification intègre un emplacement réservé en vue de la création d'une voie future de desserte pour améliorer le maillage des liaisons publiques dans le quartier.

En cela, les modifications projetées répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui accepte les modifications projetées sur ces secteurs particuliers.

Conformément à l'article L123-13-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a porté à la connaissance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'autres modifications dont celles portant sur les emplacements réservés instaurés à son bénéfice. Celles-ci permettent la réduction d'emplacement réservé pour la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway dans les quartiers Centre et Prés d'Arènes. En cela, les modifications projetées répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître son accord à la Commune de Montpellier afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- donner son accord, conformément aux dispositions de l'article L.123-16 du Code de l'Urbanisme, concernant les évolutions du Plan Local d'Urbanisme relatives aux ZAC Garosud, Parc 2000 et Euréka,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame JANNIN

Monsieur le Président, mes chers collègues. La ville de Montpellier a notifié à la Communauté d'Agglomération son projet de modification du PLU. Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération se prononce ce soir sur et uniquement sur les modifications qui la concerne. C'est-à-dire portant sur des projets dont elle a la compétence, principe appliqué à l'ensemble des communes de l'agglomération. De ce fait, la présente délibération porte sur les projets qui font l'objet d'une modification du PLU communal tout en étant de compétence agglo. À savoir la ZAC Garosud, la ZAC Parc 2000, ZAC Eureka, ainsi que les emplacements réservés qui sont instaurés par la ville au bénéfice de l'agglomération. S'agissant de la ZAC Garosud extension, ce projet de modification vis à imposer un alignement obligatoire sur une rue afin d'améliorer le traitement de cette voie. Sur la ZAC Parc 2000, il s'agit d'ajuster un secteur de zonage avec le périmètre de la ZAC. Et également de modifier des dispositions relatives aux espaces libres pour améliorer le caractère paysager de la zone. S'agissant de la ZAC Eureka, le projet de modification intègre un emplacement réservé pour créer une future voie de desserte qui va améliorer le maillage en général. Et enfin, concernant les emplacements réservés, il s'agit de réduire ceux qui avaient été initialement posés pour la ligne 3 du tramway qui, une fois les travaux réalisés, doivent maintenant être réajustés par rapport à la réalité des travaux.

Monsieur le Président

Merci, Madame JANNIN. Qui souhaite des explications auprès de Madame Jannin, vice-présidente chargée de l'urbanisme et de l'aménagement durable du territoire ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°14 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 55 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 55 logements sociaux répartis sur 4 opérations à Montpellier.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé sur la base de 2 000 € par logement permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des quatre opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	Opération rue de «Centrayrargues » à Montpellier (VEFA BOUYGUES)	Opération rue de «Centrayrargues » à Montpellier (VEFA NEXITY)	Opération « So free » rue Étienne Méhul à Montpellier	Opération « Zamenhof2 » rue Lejzer Zamenhof à Montpellier
Caractéristiques :				
Architecte	BOYER-PERCHERON-ASSUS	BOYER-PERCHERON-ASSUS	SERRADO	EUPALINOS
Collectif/Individuel	Collectif	Collectif	Collectif	Individuel-groupé
Surface habitable	1 285 m²	1 264 m²	480.10m²	730.70m²
Nombre de logement	19	20	8	8
Catégorie de financement	13 PLUS/6PLAI	14PLUS/6PLAI	6 PLUS/2PLAI	6 PLUS/2PLAI
Typologie	5 T2, 9 T3, 5 T4	6 T2, 14 T3	3 T2, 4T3, 1T5	7 T4, 1T5
Plan de financement :				
Coût total de l'opération	2 788 225 €	2 742 658 €	1 010 959 €	1 324 795 €
Subvention Etat déléguée	34 750 €	32 500 €	12 000 €	12 000€
Subvention 1%	118 750 €	116 500 €	40 000 €	40 000 €
Subvention Région	66 500 €	70 000 €	31 050 €	41 400 €
Prêt CDC	2 530 225 €	2 483 658 €	911 909 €	1 215 395 €
Sollicitation Montpellier Agglomération	38 000 €	40 000 €	16 000 €	16 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 38 000 € pour la réalisation de 19 logements locatifs sociaux, opération « Centrayrargues » à Montpellier ;
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 40 000 € pour la construction de 20 logements locatifs sociaux, opération « Centrayrargues » à Montpellier ;
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 16 000 € pour la construction de 8 logements locatifs sociaux, opération « So free » à Montpellier ;
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 16 000 € pour la construction de 8 logements locatifs sociaux, opération « Zamenhof 2 » à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant

notamment les modalités de leur versement ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et Messieurs Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE, Jean-Louis SAVY et Bertrand TRAVIER ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D'UNE RÉSIDENCE SOCIALE DE 24 LOGEMENTS D'INSERTION - MAISON RELAIS « CENTR'OVALE » - BOULEVARD VIEUSSENS À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin qu'elle apporte son concours à la création d'une maison relais de 24 logements sociaux d'insertion dénommée « Centr'Ovale », située 17 boulevard Vieussens à Montpellier. Cette structure, gérée par l'association « l'Avitarelle », aura pour objet d'accueillir, sans limitation de durée, des personnes fragilisées socialement et/ou psychologiquement ne pouvant accéder et se maintenir dans un logement autonome sans un accompagnement spécifique. La réalisation de l'opération est confiée à FDI Habitat dans le cadre d'un bail à construction.

Le programme, financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), comprend 24 logements de type T1' dont 1 logement double, un bureau d'accueil et des locaux communs dédiés à la vie en collectivité (salon détente, salon TV, espace cuisine et restauration).

Le projet a été conçu par André BERARDI et Nicolas LOURD, architectes à Alès.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicité à hauteur de 156 000 €, correspondant à 10 % du prix de revient H.T. de l'opération plafonné à 6 500 € par logement. Cette subvention constitue une participation à l'équilibre financier de l'opération, permettant à l'association « l'Avitarelle » de pratiquer une redevance inférieure d'environ 95 € au plafond de redevance mensuelle maximale fixé par l'Etat, soit une baisse de 21% du loyer, et ce afin de maintenir un taux d'effort raisonnable pour les futurs résidents.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 1 973 478 €
- Subvention Etat déléguée : 244 800 €
- Subvention Abbé Pierre : 90 000 €
- Prêts 1% patronal : 75 000 €
- Prêts CDC : 1 407 678 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 156 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 156 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la création de 24 logements sociaux d'insertion, Maison Relais « Centr'Ovale », 17 boulevard Vieussens à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature par la SA d'HLM FDI Habitat de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM Noël SEGURA et Yvon PELLET ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°16 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 90 LOGEMENTS SOCIAUX - FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS "LES COMPAGNONS DU DEVOIR" - LIEU-DIT « LES LIGNIÈRES » À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
 Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.
 La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création d'un Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) de 90 logements sociaux et d'une capacité de 120 lits, situé lieu-dit « Les Lignières » à Baillargues. Conçu par Christophe MORALES et Pierre SIMEON, architectes à Montpellier, ce projet a été mené conjointement avec l'association « Les Compagnons du Devoir », gestionnaire de la structure d'hébergement et maître d'ouvrage du pôle de formation et de restauration également créé sur le site.
 La résidence a fait l'objet d'un agrément en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et bénéficie d'une participation financière de l'Etat au titre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) « Investir dans la formation en alternance », dont les fonds sont issus du Grand Emprunt, et qui a pour objet la modernisation de l'appareil de formation en alternance et le développement d'une offre de logement pour les jeunes concernés.
 FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 2 879 687 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :
 - un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 2 398 039 € ;
 - un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 481 648 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 398 039 €	481 648 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum	
Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puissent être inférieurs à 0 %	
Modalité de révision	Double Révisabilité Limitée	
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle	
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)	
Durée	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLAII construction et de 50 ans pour le prêt PLAII foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 2 159 765,25 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 2 879 687 € sollicités par la SA d'HLM FDI Habitats auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 90 logements sociaux d'insertion, Foyer de Jeunes Travailleurs "Les Compagnons du Devoir", lieu-dit « Les Lignières » à Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM. Noël SEGURA et Yvon PELLET ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE VAL DE LA COMBE » - ALLÉE DU VAL DES GARRIGUES À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 20 logements sociaux, résidence « Le Val de la Combe », allée du Val des Garrigues à Saint-Jean-de-Védas. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur STS, comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Philippe Rubio Architectes.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 353 963 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 125 294 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 498 836 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 499 980 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 229 853 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 125 294 €	498 836 €	499 980 €	229 853 €
TEG	1.85%		1.05%	
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

Modalité de révision	Double Révisabilité Limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au termes de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Un Toit Pour Tous opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 765 472,25 € représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 353 963 €, sollicités par la SA d'HLM UnToit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 20 logements locatifs sociaux, résidence « Le Val de la Combe », allée du Val des Garrigues à Saint-Jean-de-Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE « THÉODORA », ZAC PARC MARIANNE LOT 16B1 À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe Arcade a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 9 logements en location-accession, résidence « Théodora », ZAC Parc Marianne, lot 16b1 à Montpellier.

Le projet a été conçu par le cabinet Architecture Studio.

La SFHE Groupe Arcade demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 656 509,29 € qu'il sollicite auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	1 656 509.29 €
Phase de mobilisation	
Durée :	24 mois
Périodicité	Annuelle
Taux	2.25% révisable indexé sur le Livret A
Commission d'engagement	0.20% du montant emprunté
Phase d'amortissement	
Durée :	30 ans maximum
Périodicité	Annuelle
Taux	2.25% révisable indexé sur le Livret A
Amortissement	Progressif
Remboursement anticipé	Possible à chaque date d'échéance, l'indemnité est gratuite en cas de levée d'option.

Au cas où la SFHE Groupe Arcade, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements. La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt. Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 656 509,29 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SFHE / Groupe Arcade auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour financer la réalisation de 9 logements en location-accession, résidence « Théodora », ZAC Parc Marianne lot 16b1 à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et la SFHE / Groupe Arcade, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. Noël SEGURA ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « VILLA JULIETTE », RUE BOUSSINESQ À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

- La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de l'usufruit locatif de 5 logements sociaux, résidence « Villa Juliette », rue Boussinesq à Montpellier. Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici DOMICIL pour une période de 15 ans.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur EIFFAGE, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture SCP BOYER-PERCHERON-ASSUS.

- La Société Anonyme d'HLM DOMICIL demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Locatif à Usage Social (PLS) construction d'un montant total de 337 761 € qu'il sollicite

auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction
Montant du prêt	337 761 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 111 pdb
Taux annuel de progressivité	0 % à 0,50 % maximum
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés puissent être inférieurs à 0 %
Modalité de révision	double révisabilité limitée
Périodicité des échéances	annuelle
Durée	14 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale du prêt, soit 14 ans, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 253 320,75 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 337 761 €, sollicité par la SA d'HLM DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Juliette », rue Boussinesq à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM DOMICIL, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - AVENUE DE LA JUSTICE DE CASTELNAU À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 16 logements sociaux, avenue de la Justice de Castelnau à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture EXO7 à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 765 025 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 624 920 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 476 965 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 455 798 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 207 342 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	624 920 €	476 965 €	455 798 €	207 342 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puisse être inférieurs à 0 %			
Modalité de révision	Simple Révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 323 768,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 765 025 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 16 logements collectifs locatifs sociaux, "avenue de la Justice de Castelnaud" à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « WEST PARK » - AVENUE ETIENNE MÉHUL À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 12 logements sociaux, résidence « West Park », avenue Etienne Méhul à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de Kaufman and Broad, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Christophe MARMEY, architecte à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 224 614 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 507 824 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 349 638 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 257 007 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 110 145 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	507 824 €	349 638 €	257 007 €	110 145 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puisse être inférieurs à 0 %			
Modalité de révision	Simple Révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAИ construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAИ foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois,

les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 918 460,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 224 614 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 12 logements collectifs locatifs sociaux, résidence « West Park », avenue Etienne Méhul à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES JARDINS DE LA GARONNIÈRE » - CHEMIN DE LA GARONNIÈRE À SAINT-DRÉZÉRY - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 9 logements individuels locatifs sociaux, résidence « Les Jardins de la Garonnière » à Saint-Drézéry. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Prémalis, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Jean-Luc MARTINEAU architecte à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 158 042 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 597 837 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 221 458 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 267 398 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 71 349 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	597 837 €	221 458 €	267 398 €	71 349 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puisse être inférieurs à			

	0 %			
Modalité de révision	Simple Révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 868 531,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 158 042 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 9 logements individuels locatifs sociaux, résidence « Les Jardins de la Garonnière », chemin de la Garonnière à Saint-Drézéry ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2009-2013 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements anciens par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements situés dans les Communes de Saint-Jean-de-Védas et Montpellier, dont un locatif et l'autre occupé par son propriétaire disposant de ressources modestes, pour un montant total de 5 863 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer règlementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans,

précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur du conventionnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE-VINGT-DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1er décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux. La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour la Communauté d'Agglomération, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100% pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre-vingt logements occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes et à deux propriétaires bailleurs, pour un montant total de 258 049 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer réglementé. Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur du conventionnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE SEPT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Noël SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation d logement,

- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre logements occupés par des propriétaires modestes, ainsi que de trois logements locatifs, pour un montant total de 25 818 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer réglementé.

Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau annexe ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur du conventionnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Vous votez contre les subventions, Madame Jamet ?

Madame JAMET

Il n'y a pratiquement aucun de ces dossiers dans lesquels sont joints les conventions ou les critères d'attribution. Et conformément à la charte Anticor.

Monsieur le Président

Vous votez contre les subventions pour les Montpelliérains.

Madame JAMET

Non, je m'abstiens sur le choix. Je ne sais pas, je n'ai pas accès aux dossiers, je ne vais pas me prononcer.

Monsieur le Président

Mais si, vous le connaissez celui-là de dossier.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°26 : CULTURE – CONVENTIONS DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET LES ASSOCIATIONS "LES AMIS DE L'ORGUE DE LA CATHÉDRALE SAINT-PIERRE", "LES AMIS DE L'ORGUE DES SAINTS-FRANÇOIS ET "UN ORGUE DANS LA VILLE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Fort de plus de 1400 élèves répartis dans 10 départements d'enseignements, le Conservatoire de Montpellier Agglomération développe une politique de partenariat basée sur des échanges pédagogiques et artistiques permettant d'une part de faire intervenir des artistes renommés et d'autre part de toucher un nouveau public.

Compte tenu de ces éléments, et fort du succès d'un premier partenariat noué avec l'association « Les amis de l'orgue des Saints François » (Eglise des Saints François) pour l'année scolaire 2013/2014, le C.R.R. souhaite renouveler cette collaboration, en élargissant le dispositif avec les associations « Les amis de la Cathédrale Saint Pierre » et « Un orgue dans la ville » (Eglise des Dominicains). Ces partenariats permettront de promouvoir la connaissance de l'orgue en initiant un dispositif d'actions pour que les élèves de la classe d'orgue puissent accéder à des instruments reconnus et dont l'esthétique permet une étude approfondie et poussée de certains répertoires.

Le C.R.R. ne disposant pas d'un orgue installé dans un auditorium, il s'agit d'offrir aux élèves la possibilité de jouer en public sur des instruments de qualité, accompagnés d'autres classes du C.R.R., dans un esprit d'ouverture, de transdisciplinarité et de pratique collective. Il s'agit en outre de vulgariser et d'assurer la promotion de l'instrument « orgue », objet du patrimoine et acteur essentiel de toute vie musicale, afin de toucher un public nombreux et par là inciter de jeunes élèves à pratiquer cet instrument au C.R.R.

Ces partenariats consisteront notamment en l'organisation de manifestations pédagogiques et artistiques (concerts dans le cadre de la saison culturelle 2014/2015 du CRR) et en l'accueil de cours collectifs et individuels de la classe d'orgue du C.R.R. d'ici à juin 2015. L'accès au Grand Orgue de la Cathédrale Saint Pierre permettra aux élèves de la classe d'orgue de préparer leurs examens de fin d'année. Enfin, l'association « Les amis de l'orgue de la Cathédrale Saint Pierre » autorise le stockage de l'harmonium appartenant au CRR, afin que cet instrument soit conservé dans les meilleures conditions possibles.

Pour tous ces motifs, il convient de conclure trois conventions de partenariat avec les associations susvisées, dont l'objet est de définir les modalités artistiques et pédagogiques de la collaboration entre les parties. Les conventions prévoient notamment que le C.R.R. prendra à sa charge les frais de mise à disposition des lieux et des orgues, évalués, pour l'ensemble des lieux et des instruments (orgues de la Cathédrale Saint Pierre, de l'Eglise des Sts François et de l'Eglise des Dominicains) à 5 400 € net de taxe pour l'année scolaire 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de partenariat pédagogique et artistique entre le CRR de Montpellier Agglomération et les associations "Les amis de l'orgue de la Cathédrale Saint-Pierre", "Les amis de l'orgue des Saints-François" et "Un orgue dans la ville";
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions susvisées ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Je rappelle tout d'abord que nous disposons, en la personne du directeur de notre conservatoire, d'un très grand organiste qui a donné un magnifique concert dans une cathédrale archi comble le jour des Journées du patrimoine. Ceci étant, le conservatoire ne dispose pas d'orgue symphonique pour le moment permettant de faire travailler les élèves comme on le souhaiterait. D'où la nécessité de recourir à des partenariats avec trois associations en particulier qui sont l'association des amis de l'orgue de Saint-Pierre, les amis de l'orgue de Saint-François et Un orgue dans la Ville, celle-ci concernant l'orgue qui est installé chez les Dominicains. Donc, nous souhaitons passer une convention avec ces trois associations afin que nos élèves puissent travailler et donner des concerts de manière régulière dans ces lieux. Le montant total de la subvention serait de 5 400 euros hors taxe pour l'ensemble des lieux et des instruments.

Monsieur le Président

Merci, Bernard TRAVIER. Je rappelle que les orgues sont des instruments qu'il faut conserver et honorer. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Je rencontrerai le Président de la République le 10 octobre à 12h, je viens d'en avoir confirmation.

AFFAIRE N°27 : CULTURE – PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET L'ASSOCIATION "JAZZ IN MARCIAC" - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, il a pour mission, entre autres, de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de poursuivre et de renforcer les partenariats avec des structures prestigieuses comme l'Association Jazz in Marciac.

Afin d'offrir aux élèves du département jazz et musiques improvisées du CRR la possibilité de bénéficier de master class jazz et musiques improvisées avec des artistes pédagogiques, il est proposé de pérenniser notre partenariat pédagogique et artistique avec l'Association Jazz in Marciac.

Ce partenariat doit être formalisé dans une convention qui précise les engagements réciproques des deux parties et les modalités d'organisation pédagogique des master-class (disciplines instrumentales, dates, thèmes, ...).

L'Association Jazz In Marciac s'engage ainsi à accueillir, au sein des douze master-class qu'elle organise, les élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération inscrits au département Jazz et Musiques improvisées. Les étudiants auront la possibilité d'assister gratuitement aux concerts officiels programmés par l'Association Jazz in Marciac. Les participants prendront en charge leurs frais de déplacement, de repas et d'hébergement, sur la base de tarifs négociés communiqués par l'association.

De son côté, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération s'engage à verser une contribution financière annuelle aux frais pédagogiques fixée à 85 € par étudiant au titre des master-class instrumentales. La Convention est conclue pour une période de onze mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat artistique et pédagogique entre l'association "Jazz In Marciac" et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je vais vous dire quelque chose. Je ne devais pas le dire, mais je vais le dire quand même. Parce que l'autre fois, je me suis rendu dans une manifestation, des architectes sont venus me voir, m'ont accosté délicatement, trois jeunes gens sortis de l'École d'architecture, qui m'ont dit « Monsieur le Président, si vous avez besoin d'architectes pour assurer la négociation sur le site que vous avez choisi pour y installer le conservatoire, nous sommes à votre disposition ». Et je me suis aperçu qu'ils connaissaient le site que nous tenons secret avec Bernard Travier depuis au moins trois mois. Mais ce n'est ni toi ni moi, il y a donc eu des fuites dans l'administration. En tout cas, trois mois dans cette ville, c'est trop pour garder un secret.

Donc, nous allons vous dire, avec Bernard Travier, où nous avons l'intention d'installer le conservatoire de Montpellier. Nous avons l'intention d'installer le conservatoire de Montpellier à rayonnement régional dans un merveilleux site de la ville de Montpellier. Ce site se trouve à proximité d'une ligne de tramway. Il est actuellement la propriété du CHU et mérite une grande réhabilitation en conservant ses façades qui représentent pour les Montpelliérains l'endroit de leur naissance. Nous avons rencontré Monsieur Domy, Directeur du CHU, et nous lui avons proposé de transférer le patrimoine de l'ancienne maternité Grasset à l'Agglomération de Montpellier au prix des domaines que nous ferons évaluer. Ça met un peu de temps à venir. Alors, je comprends qu'il y a des modifications au conseil d'administration du CHU, je comprends que l'intérim de la présidence de la Région n'a pas facilité les choses et le décès de l'ancien président non plus.

Cependant, le conseil d'administration du CHU dont j'assume la vice-présidence et où Madame Chantal Lévy-Rameau représente l'Agglomération de Montpellier se réunit bientôt pour désigner le Président du conseil d'administration du CHRU. D'aucuns s'accordent pour dire qu'il ne serait pas très normal que cette présidence échappe à un élu ou une élue de Montpellier.

Quoi qu'il en soit, dans les questions diverses du prochain conseil d'administration, je demanderai au Directeur d'inscrire le projet de transfert du patrimoine de la maternité Grasset dans le patrimoine de l'Agglomération au prix des domaines, afin que nous puissions y installer le conservatoire à rayonnement régional. Le projet avait été, à l'origine, de construire 30 millions d'euros sur l'EAI. Avec Madame Jannin, nous sommes en train de réorganiser l'EAI, c'est pour ça que nous avons demandé à Balthazar de quitter les lieux. Parce que Balthazar occupait deux hangars sans droit ni titre et s'il y en avait un qui était tombé de l'échafaudage, j'étais responsable. Et les clés leur avaient été données par l'ancien directeur de la SERM. Maintenant, je peux le dire puisqu'il a un emploi et qu'il est sous la responsabilité d'un ministre. D'ailleurs, je ne trouve pas très normal qu'un ministre de la République d'un gouvernement de gauche s'octroie les services d'un fonctionnaire qui travaille avec une agglomération et une municipalité de gauche

où il y a eu quelques frictions. Madame Pinel, il n'y en a pas d'autres en France ?

Donc, l'Agglomération de Montpellier récupérerait le patrimoine de l'ancienne maternité Grasset, ce serait un lieu idyllique pour faire un conservatoire, avec son parc intérieur qui pourrait être mis à disposition des gens du quartier et où les parents pourraient amener leurs enfants en tram et se garer aussi, puisqu'il y a la possibilité, par les rues adjacentes. Celle de Forcrand, celle du Colonel Marchand et derrière, avoir des places à côté de la rue Arnaud de Villeneuve où est née Marie-Hélène Santarelli. Maintenant, on l'a dit, Bernard.

Je mets aux voix l'affaire 27.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : CULTURE – MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LE REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE DU ZÉNITH SUD - ÉLECTION DES MEMBRES DU JURY - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES – APPROBATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La couverture textile du Zénith Sud de Montpellier a été remplacée en 2000. Cette couverture présente des caractéristiques techniques spécifiques, et notamment un classement au feu M2, certifié pour une durée de 10 ans par le fabricant, la société FERRARI, le 3 août 2000.

Le 30 mars 2010, les essais effectués par le laboratoire national de métrologie et d'essais LNE ont permis de prolonger la durée de validité du classement M2 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 30 mars 2015.

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires en vigueur, il convient à présent d'organiser l'opération de renouvellement de la couverture textile du Zénith, dont la fourniture et les travaux de mise en œuvre sont évalués à 1 950 000 € H.T.

Dans ce cadre, il est nécessaire de contractualiser avec un maître d'œuvre afin d'assurer la conduite globale de l'opération. Le marché à intervenir comprendra les éléments de mission suivants : Diagnostic, Avant-Projet, Projet / Dossiers de Consultation des Entreprises, Synthèse, Assistance aux Contrats de Travaux, Direction de l'Exécution, Assistance aux Opérations de Réception, Ordonnancement - Pilotage – Coordination, et Système de Sécurité Incendie.

Compte tenu de l'enveloppe prévisionnelle des travaux et du niveau de complexité de la mission, le marché est estimé à 300 000 € H.T. Sa durée prévisionnelle est évaluée à 6 mois d'études, et 3,5 mois de travaux. Ces délais seront à consolider au cours de l'avancement de la mission.

Considérant que le marché de maîtrise d'œuvre susvisé porte sur la réhabilitation d'ouvrage existant, et vu les montants en jeu, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres, en application de l'article 74.III.1°.b) du Code des Marchés Publics.

En outre, conformément à l'article susvisé, un jury doit être constitué afin d'émettre un avis motivé sur les candidatures et les offres.

En application des articles 22 et 24 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant le mercredi 1^{er} octobre 2014, à 12h00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury relatif à l'appel d'offres de maîtrise d'œuvre pour le remplacement de la couverture du Zénith Sud de Montpellier – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres du jury.

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le pré-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil de communautaire, mentionnées ci-dessus.

La liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Titulaires :

- Guy Barral,
- Robert Cotte,
- Marie-Pierre Padelou,
- Rosy Buono,
- Chantal Marion.

Suppléants :

- Gérard Castre,
- Joël Raymond,
- Catherine Dardé,

- Pascal Krzyzanski,
- Chantal Lévy-Rameau.

Monsieur le Président

Cela doit donner lieu à un vote à scrutin secret.

Vous avez les bulletins. Si vous voulez voter la liste, vous mettez « 1 » sur le bulletin. Je demande aux plus jeunes de l'assistance de bien vouloir occuper la place des scrutateurs. Mademoiselle Maud Bodkin qui est indiscutable à ce poste et Monsieur Abert qui est non moins discutable.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

AFFAIRE N°29 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA COMMUNE DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER POUR LE FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE DE FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES SUR LE SITE DU CASTELLAS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire et gestionnaire du site archéologique du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier. A ce titre, elle participe à hauteur de 45 000€ en 2014 au financement des campagnes de fouilles archéologiques menées sur le site conjointement avec l'Etat, et soutenues par la ville de Murviel-lès-Montpellier.

Il convient de formaliser avec la ville de Murviel-lès-Montpellier une convention de partenariat décrivant les modalités financières sur lesquelles s'engagent les deux parties. Ainsi, la ville de Murviel-lès-Montpellier contribue financièrement à hauteur de 6 000 €, sous forme de paiement de prestations de terrassement, au projet de fouille archéologique sur le site du Castellàs, Elle s'engage également à mettre à disposition gracieuse des fouilleurs :

- les installations sanitaires du terrain de sport de la ville ;
- le dépôt de stockage et ses annexes, route de Montpellier ;
- un véhicule de marque DOBLO pour une durée de 6 mois par année de campagne ;
- les services administratifs (assurances, communication...) et Techniques (débroussaillage du site et de ses accès, alimentation en eau des différents lieux de fouilles, installation de matériel...) de la commune, pour un bon fonctionnement des campagnes de fouilles ;
- le matériel informatique de la Médiathèque pendant ses heures d'ouvertures.

Enfin, la ville s'engage à prendre en charge tous les frais d'eau, d'électricité des bâtiments, communaux mis à dispositions des fouilleurs et d'approvisionner en eau les chantiers de fouille. Elle s'engage à fournir, dans les mêmes conditions, l'eau et l'électricité au bâtiment laboratoire et de stockage, situé en annexe des services techniques de la mairie.

La présente convention est conclue au titre de l'année civile 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Murviel-lès-Montpellier pour le financement de la campagne de fouille archéologique 2014 sur le site du Castellàs,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du Vice-Président, Bernard Travier ?

Tant que je suis au site Lattara, je voudrais informer le Conseil d'Agglomération des propositions que j'ai faites à Murviel-lès-Montpellier concernant le Castellàs, le magnifique oppidum de Murviel-lès-Montpellier. Nous sommes en cours de négociation pour acheter l'ancienne coopérative de Murviel. Et je remercie les propriétaires qui ont l'intention de nous aider à pouvoir l'acquérir à un prix modique afin d'y installer un projet mutualisé Lattes/Murviel-lès-Montpellier autour de l'archéologie. Les ressources du Castellàs sont immenses, il y a des ressources archéologiques formidables qui aujourd'hui ne sont pas valorisées. Deux sites archéologiques de ce niveau sur l'agglomération, dans le cadre du territoire d'art et d'histoire et du classement possible de certains sites à l'UNESCO ne seraient pas de trop. Donc, l'agglomération est en train de travailler ce dossier.

Je mets aux voix l'affaire 29.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - DÉPLACEMENT POUR LE VERNISSAGE DE L'EXPOSITION "LES IAPODES, PEUPLE MÉCONNU. COLLECTIONS DU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE ZABREG" AU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE CATALOGNE (ESPAGNE) À GÉRONE - AUTORISATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades, le Musée d'Archéologie de Catalogne (Espagne) et le musée archéologique de Zagreb (Croatie) ont souhaité s'associer afin d'organiser une exposition temporaire itinérante intitulée « *Les Iapodes, peuple méconnu. Collections du musée archéologique de Zagreb* ». Après avoir été présentée au public à Lattes du 15 mars au 8 septembre 2014, elle ouvrira ses portes à Gérone du 3 octobre 2014 au 1^{er} mars 2015.

Cette exposition s'inscrit dans le cadre du programme « Culture 2007-2013, 536542-CU-1-2013-FR-CULTURE-VOL121 » de l'Union européenne qui associe la Croatie, membre de l'Union Européenne depuis l'été 2013. Elle propose au public français de somptueux objets issus d'une civilisation méconnue de l'âge du Fer croate – les Iapodes –, présentée pour la première fois en France et en Espagne. Le projet d'exposition s'appuie sur le développement d'un simulateur virtuel d'archéologie qui permet à un large public de découvrir la démarche des archéologues. Cette collaboration a fait l'objet d'une convention tripartite. Dans ce cadre, le Musée d'Archéologie de Catalogne (Espagne) invite ses partenaires au vernissage de cette exposition pour son étape catalane le vendredi 3 octobre prochain à 18h00 afin d'associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'équipe du musée archéologique de Lattes au rayonnement culturel et scientifique de cet événement.

Aussi est-il proposé que Monsieur Bernard Travier, Vice-Président délégué à la Culture effectuent le déplacement à Gérone, accompagné de Monsieur Lionel Pernet, Directeur du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades et commissaire de l'exposition, Madame Isabelle Grasset, Directrice administrative et financière du Site archéologique et Florence Millet, Chargée des sites et des expositions au Site. Ce déplacement s'effectuera avec un véhicule de l'Agglomération et dans la journée du 3 octobre. Les frais de repas et d'hébergement seront pris en charge par le Musée d'Archéologie de Catalogne (Espagne), seuls les frais de péages seront à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un montant estimatif de 100 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur Bernard Travier Vice-Président délégué à la Culture, Monsieur Lionel Pernet, directeur du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades et commissaire de l'exposition, Mesdames Isabelle Grasset, Directrice administrative et financière et Florence Millet, chargée des sites et des expositions du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades à effectuer ce déplacement à Gérone le 3 octobre 2014,
- dire que les dépenses sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Bernard Travier ?

En remerciant Bernard Travier pour les négociations qu'il mène avec le MuCEM pour que le MuCEM récupère les collections qui ont été acquises par le musée de la France et de l'Algérie et qui désormais seront acquises par le musée marseillais. Je remercie les services de l'agglomération qui ont restitué à tous les donateurs l'ensemble des pièces qu'ils avaient proposé pour le musée de la France en Algérie. Et je remercie les donateurs eux-mêmes qui ont eu la grandeur d'âme de le signifier sur les ondes de France Bleu Hérault en remerciant l'Agglomération de Montpellier de leur avoir retourné les biens qu'ils avaient proposés en leur temps, en disant que c'était rare quand des politiques disaient et faisaient après.

Je mets aux voix l'affaire 30.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°31 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CRÉATION DE NOUVEAUX TARIFS DE LA BOUTIQUE - APPROBATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibérations successives n°7109 du 21 juillet 2006, n°7314 du 14 novembre 2006, n°7746 du 23 juillet 2007, n°7859 du 2 octobre 2007, n°7929 du 16 novembre 2007, n°8008 du 19 décembre 2007, n°8552 du 27 novembre 2008, n°8729 du 29 mars 2009 et n°11410 du 12 février 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la tarification relative à la vente de divers articles à la boutique du Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades de Lattes. A titre indicatif, en 2013, 1 781 articles ont été vendus, représentant un montant de 16 317 €. Actuellement la boutique dispose de 431 références à la vente.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée, il convient de modifier la liste des produits à la vente relative aux ouvrages, aux bijoux, aux reproductions et jeux ainsi qu'aux cartes postales et affiches (voir annexes). Les prix de vente s'échelonnant de 0,50 € à 215 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires,

- dire que les recettes seront inscrites au budget de la communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - AVENANT N°1 À LA CONVENTION RELATIVE AU DÉPÔT ET À LA DÉVOLUTION DE VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES MOBILIERS APPARTENANT À L'ÉTAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Constatant que le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Agglomération a, depuis sa création, accueilli un grand nombre de collections issues de l'archéologie préventive déposées par le Service Régional de l'Archéologie du Languedoc-Roussillon, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Direction Régionale des Affaires Culturelles ont souhaité dès 2011, mettre en commun leurs compétences et leurs moyens afin de préciser les modalités de dépôt et de dévolution de ce mobilier archéologique au sein du musée Henri Prades à Lattes.

Par délibération n°10251 du 23 juin 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention de dépôt. Cette convention a été conclue pour une durée de 5 ans à compter du 18 octobre 2011.

Ce dépôt acte la volonté de pérenniser l'implication du Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades au sein de l'activité archéologique menée sur le territoire de l'Agglomération, et permet de répondre au besoin toujours important d'espaces de stockage pour les vestiges mobiliers issus de l'archéologie préventive, en raison du contexte énoncé en 2011 et des grands travaux occasionnés par la croissance urbaine. Il permet aussi de valoriser les découvertes de l'archéologie préventives auprès du grand public, notamment dans le cadre d'expositions comme ce fut le cas en 2012 pour l'exposition « Montpellier Terre de faïence », qui présentait les découvertes réalisées à l'occasion des fouilles archéologiques préalables à la construction des lignes 1 et 2 du tramway.

Les différents travaux menés depuis lors ont mis à jour de nombreux objets qui sont venus compléter le dépôt initial ; il convient donc d'établir un avenant n°1 à cette convention pour mettre à jour les inventaires des dépôts. Cet avenant permet en outre de compléter la liste des sites concernés par ces dépôts et dévolutions. Les clauses pratiques et techniques demeurent inchangées et restent valables jusqu'au terme de la convention, soit jusqu'en octobre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat relative au dépôt et à la dévolution de vestiges archéologiques mobiliers, au titre de l'année 2014 jusqu'au terme de la convention initiale, soit en 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 à la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - DEMANDES DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2015 - AUTORISATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre le développement et la diversification des actions menées par le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades afin d'accroître son offre culturelle et scientifique.

Ainsi deux expositions temporaires d'archéologie, « **Jean Arnal et le Néolithique en Languedoc** » du 27 septembre 2014 au 10 août 2015 et « **L'écriture étrusque** » (titre provisoire) d'octobre 2015 à février 2016, ainsi qu'une exposition d'art contemporain (de mai à octobre) en dialogue avec le patrimoine archéologique seront organisées. En outre, de nombreuses activités initiées par le Service éducatif permettront de favoriser l'accès au patrimoine archéologique à un public toujours plus large. De plus, les animations culturelles (Nuit des musées, Fête de l'Antiquité, Soirée culturelle et gourmande, Journées Européennes du Patrimoine...) seront reconduites.

Par ailleurs, dans le but de protéger et valoriser le patrimoine, une campagne de conservation-restauration est initiée sur le mobilier issu des fouilles effectuées sur le site de Lattara afin de pérenniser et de restituer au public les objets avec une meilleure lisibilité.

En raison de la teneur et de l'importance de cette programmation (expositions - budget prévisionnel 170 000 € -, activités pédagogiques et culturelles - budget prévisionnel 32 350 € -, traitements de conservation-restauration d'objets - budget prévisionnel 30 000 €-), il convient de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne de manière à soutenir l'effort consenti et à étendre le rayonnement du musée à l'échelle régionale et au-delà.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et

de l'Union Européenne,

- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 903 et 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : CULTURE – ASSOCIATION ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE - ASSOCIATION CLUB DE LA PRESSE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12027 du 19 décembre 2013, le Conseil de Communauté a affecté les subventions de fonctionnement aux associations culturelles dans le cadre du budget primitif 2014.

L'association « Ensemble Vocal Claire Garrone » a depuis transmis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une demande de soutien financier au titre de l'année 2014, relatif à un échange culturel international organisé par l'association et l'orchestre baroque cubain Conjunto de Musica Antigua Ars Longa. Dans le cadre de cet échange, l'orchestre Ars Longa est accueilli dans différents lieux culturels de l'Agglomération de Montpellier et participe à des ateliers, des rencontres pédagogiques et des concerts, notamment un concert de prestige donné conjointement par Ars Longa et l'Ensemble Vocal Claire Garrone dans le cadre du festival des Voix à la cathédrale de Maguelone. Compte tenu de l'intérêt communautaire de cette manifestation, il est proposé d'affecter à l'association « Ensemble Vocal Claire Garrone » une subvention de fonctionnement de 4 000 €.

En outre, par la délibération susvisée, le Conseil de Communauté a affecté une subvention de 10 000 € à l'association « Club de la Presse ». Cette association, qui regroupe 1400 adhérents en Languedoc-Roussillon, est devenue particulièrement active dans le domaine du social et joue le rôle de Pôle Emploi dans le domaine du journalisme et de la communication. Une de ses cibles est constituée par les métiers précaires du journalisme et les pigistes.

Le club de la Presse a ainsi ouvert en 2013 un "Atelier des pigistes" à Port Marianne. Il s'agit d'un bureau de travail partagé destiné à des journalistes pigistes ne disposant pas de bureau, qui leur permet de rompre leur isolement et de favoriser le travail collectif. Ce local comporte 9 postes de travail, et son accès est gratuit pour les adhérents du club de la Presse, qui peuvent en bénéficier à raison de 3 jours par semaine maximum. Compte tenu de la portée de ce projet sur le territoire communautaire, il est proposé d'affecter une subvention complémentaire exceptionnelle de 5 000 € au Club de la Presse afin de participer aux frais de fonctionnement de ce lieu.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter une subvention de fonctionnement de 4 000 € à l'association "Ensemble Vocal Claire Garrone",
- affecter une subvention de fonctionnement complémentaire exceptionnelle de 5 000 € à l'association "Club de la Presse",
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions de partenariats correspondantes ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Nous avons reçu deux demandes de subventions. Une émanant de l'ensemble vocal Claire Garrone que tout le monde connaît, qui existe depuis longtemps et qui est d'une très grande qualité. Elle est dirigée par Claire Garrone qui a été longtemps professeure au conservatoire. Grâce à l'aide de l'agglo et des familles de Montpellier qui ont accepté de loger les musiciens cubains, nous avons eu la possibilité de faire venir l'ensemble Ars Longa, qui tourne dans l'Agglomération, qui a donné un superbe concert à Lavérune, qui a été le premier et qui donnera le dernier à la cathédrale de Maguelone dimanche. Et l'ensemble des musiciens souhaiterait, Monsieur le Président, que vous soyez là parce que c'est vraiment un spectacle qui en vaut la peine et qui démontre qu'encore une fois l'Agglomération est ouverte à l'international, parce que c'est la condition nécessaire pour que notre culture rayonne à l'extérieur et que nous bénéficions aussi du rayonnement de celle des autres. Et cette opération en est un exemple parfaitement parlant. Voilà le premier point.

Le second concerne une demande de subvention qui émane du club de la presse, qui existe depuis de nombreuses années, de façon à les aider à maintenir le fonctionnement d'un bureau de coworking qui permet à un certain nombre de journalistes pigistes qui ne sont pas rattachés à un journal de travailler dans des conditions parfaitement dignes, dans l'esprit qui doit présider à une véritable liberté de la presse en exercice dans notre pays.

Donc, en ce qui concerne le premier projet, c'est-à-dire l'ensemble vocal Claire Garrone, la subvention réclamée de 4 000 euros. Et en ce qui concerne le club de la presse, c'est une subvention complémentaire exceptionnelle de 5 000 euros qui nous est demandé de voter.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur TRAVIER.

Qui veut s'exprimer sur cette affaire ?
Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - FILM "JELO RÊVE DE SOLEIL" - CONVENTION DE CESSION DE DROITS AVEC LA VILLE DE VAULX-EN-VELIN - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Planétarium Galilée renouvelle sa programmation avec la sortie, en moyenne, de deux à trois nouveaux spectacles chaque année. Cela a été le cas en 2014, avec le spectacle tout public « Climats extrêmes du système solaire », sorti pour les vacances d'hiver. La deuxième sortie prévue est celle d'un spectacle pour le très jeune public, à partir de 4 ans, qui remplacera ou complètera à l'affiche celui dont il a été fait l'acquisition en 2012, « La taupe qui aimait les étoiles ». Le choix s'est porté sur un spectacle produit par la ville de Vaulx-en-Velin, « Jelo rêve de Soleil ». Cette création originale est un spectacle d'astronomie qui permet aux plus jeunes d'approcher le Soleil d'une façon ludique, avec un contenu scientifique rigoureux et intéressant. La sortie de ce film se ferait dès la réouverture du planétarium après travaux.

Les conditions d'acquisition et d'exploitation de ce spectacle audiovisuel font l'objet d'une convention de cession de droits avec la ville de Vaulx-en-Velin qui fixe les modalités financières, techniques et administratives. En particulier, les conditions financières sont fixées à six mille euros hors taxes pour une durée de 10 ans à compter du jour la première exploitation. Cette somme est majorée de cinq cents euros hors taxes pour les versions en langues anglaise et néerlandaise, qui seront disponibles par audioguides. Les autres conditions de la convention sont d'usage pour ce genre de spectacle audiovisuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de cession de droits du spectacle "Jelo rêve de Soleil",
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CRÉATION DES NOUVEAUX TARIFS DE LA BOUTIQUE - APPROBATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11717 du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la grille tarifaire des produits vendus à la boutique du Planétarium Galilée. Forte de plus de 700 références produits. La boutique est un équipement important de cet équipement culturel qui génère près de 8 000 ventes annuelles pour plus de 36 000 € de recettes.

Le maintien de l'attractivité de cette boutique nécessite de présenter régulièrement à la vente de nouveaux produits qui font l'objet de nouvelles références. Il convient donc de définir et valider la nouvelle grille tarifaire qui rassemble l'intégralité des références et prend en compte les nouveaux produits.

Le principe de réductions de 10% pour les articles de démonstration et de 10 à 30% à l'occasion des périodes de promotion sera maintenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle grille tarifaire des produits de la boutique du planétarium Galilée,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La Faculté des Sciences de Montpellier, composante de l'Université Montpellier 2, est une institution essentielle dans le domaine des sciences et de l'astronomie ; elle propose une offre complète de formations d'enseignement dans le domaine des sciences.

Le planétarium Galilée est un des établissements de vulgarisation de la culture scientifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour les domaines de l'astronomie et de l'astrophysique, dont l'action continue dans la sphère éducative en fait un acteur reconnu, tant au plan local que régional.

Compte tenu de l'activité de ces deux institutions, une collaboration s'est naturellement forgée depuis quelques années au travers de plusieurs projets ou actions : séries de conférences sur des thématiques actuelles, commencées avec « Galilée au planétarium » en 2009, année mondiale de l'Astronomie, production audiovisuelle avec le film « Lointaines galaxies », pour ne citer que ces deux exemples.

Afin de consolider cette collaboration fructueuse, il est proposé de lui conférer un cadre formel par la conclusion d'une convention de partenariat.

Ce partenariat se concrétiserait par des actions d'animations et de vulgarisation auprès du grand public et des étudiants, par une collaboration dans le cadre de la formation des étudiants et, dans l'objectif plus général de développer la culture scientifique, par une initiation à la démarche scientifique afin de redonner le goût des sciences aux jeunes et au grand public par l'expérimentation.

Les opérations de vulgarisation pour le grand public permettent en particulier aux chercheurs des laboratoires de recherche montpelliérains et d'ailleurs de vulgariser leurs recherches au travers de conférences au planétarium. Ce type d'action est à pérenniser et à développer : l'année 2015, déclarée « Année mondiale de la Lumière » par l'Unesco, serait une première occasion de développer un programme d'actions communes pour le grand public.

Sont aussi envisagées des actions pédagogiques à destination des étudiants de la Faculté pour les cursus de licence et des masters de physique et physique-chimie, des métiers de l'éducation et de la formation, d'histoire, philosophie et didactique des sciences et des écoles doctorales. L'outil « planétarium » serait ainsi utilisé comme support technique à des séances adaptées en fonction du niveau des étudiants, et pourrait se révéler d'une grande utilité pour certains apprentissages.

Pour préparer et piloter ces différentes actions, il est prévu de constituer une commission composée de personnels du Planétarium Galilée et de la Faculté des Sciences. Cette commission serait chargée de définir les thématiques annuelles, les programmes annuels des conférences, expositions et autres opérations, de définir les modalités d'organisation des cours au planétarium et de proposer un budget spécifique prévisionnel pour chaque opération, qui feront l'objet de conventions d'application.

Les parties envisagent de mettre en place une communication commune pour les actions menées de concert. Il est, enfin, prévu d'instituer un label « culture scientifique » visant à donner une garantie et une caution scientifique pour les domaines de l'astrophysique et l'astronomie, à des manifestations organisées par des sociétés d'amateurs, clubs scientifiques, centres de loisirs et de culture, établissements d'enseignement, pour valoriser leurs actions de vulgarisation.

Cette convention de partenariat prendrait effet du jour de sa signature jusqu'au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Université Montpellier 2,
- autoriser Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais ne pas développer sur ce rapport numéro 37, mais rappeler que 2015 sera l'année mondiale de la lumière, que le planétarium va y participer de manière importante et que je reviendrai vers vous très certainement pour en reparler. 2015 déclarée année mondiale de la lumière par l'UNESCO serait une première occasion de développer un programme d'actions communes pour le grand public avec l'université de Montpellier.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Il ne faut surtout pas rater ça. 2015, je partage ton opinion.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Concernant l'affaire 28, l'élection du Jury, quelqu'un demande-t-il encore à voter ?

Le scrutin est clos, vous pouvez dépouiller.

AFFAIRE N°38 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU-LE-LEZ - TRAVAUX DE DÉMOLITION - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE CASTELNAU-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bertrand TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le programme et le budget de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

D'une surface hors œuvre nette (SHON) de 1 100 m², la nouvelle médiathèque Aimé Césaire comportera trois secteurs accessibles au public : le secteur fiction, le secteur documentaire – image – son, et le secteur presse. Des salles d'action culturelle (salle d'initiation et salle de projections – animations – conférences) viendront compléter les secteurs d'activité de la médiathèque. L'accueil des usagers de la médiathèque sera positionné à l'ouest du bâtiment pour un accès direct depuis la place du marché. En rez-de-chaussée, le bâtiment ouvrira ses espaces d'activités sur l'espace extérieur coté sud.

Sur la base d'un montant de travaux de 2,7 M€ H.T., le budget global estimé de l'opération au stade du programme s'établit à 3,9 M€ H.T. (valeur juin 2013).

Compte tenu des contraintes spatiales du bâtiment existant, du coût de la dépose des équipements secondaires existants, de la nécessité de remplacer les menuiseries, de la nécessaire adaptation de l'équipement aux normes PMR, et de son positionnement en contrebas de la place, le choix d'une déconstruction / reconstruction s'est opéré.

Les travaux de déconstruction de la médiathèque Aimé Césaire sont évalués à 70 000 € T.T.C. Or, la Ville de Castelnau le Lez envisage d'engager la démolition des bâtiments de l'Espace Rencontres, sis rue de la Crouzette, à proximité de ceux de la Médiathèque Aimé Césaire sise Allée Rose de France.

La réalisation commune de ces prestations conduirait à une économie d'échelle générant un gain financier global pour les deux entités publiques. Or, dans la perspective de recherche de sources d'économie, le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Il est ainsi envisagé de constituer un groupement de commande, sur le fondement de l'article 8 du code des marchés publics, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, en vue de la passation de marchés relatifs aux travaux de démolition des bâtiments de l'Espace Rencontres, sis rue de la Crouzette, et de la Médiathèque Aimé Césaire, sise Allée Rose de France.

Un projet de convention a été élaboré à cet effet. La Ville de Castelnau le Lez est désignée coordonnateur du groupement, chargée de conduire la procédure d'appel public à la concurrence et mandatée pour signer et notifier les marchés. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'associera pour sa part au suivi et au pilotage des travaux qui la concernent. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Castelnau le Lez est ainsi compétente pour choisir les titulaires des marchés.

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation du marché sont supportés équitablement par chaque membre du groupement. Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention constitutive du groupement de commandes avec la Ville de Castelnau-le-Lez pour les travaux de démolitions des bâtiments de l'Espace Rencontres et de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur TRAVIER

La commune de Castelnau et la médiathèque doivent procéder à deux démolitions de bâtiments. Pour réaliser d'une part des économies sur ces deux opérations et faciliter la vie des riverains, il a été souhaité que ces deux opérations soient réalisées en même temps. C'est donc l'objet d'une convention de groupement de commandes entre l'Agglomération et la ville de Castelnau-le-Lez pour ce qui est de cette opération de démolition.

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires ?

Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. En tant que conseiller communautaire et conseiller municipal d'opposition de Castelnau, je voterai contre cette délibération relative au groupement de commandes pour la démolition de la médiathèque qui est de la responsabilité de l'Agglomération et de l'espace rencontre qui est sous responsabilité de la ville. En effet, la reconstruction de la médiathèque a notre approbation, elle devrait notamment permettre l'accessibilité aux handicapés qui n'avait pas été assurée dans le bâtiment précédent. En revanche, nous sommes en désaccord avec la démolition de l'espace rencontre en vue de la réalisation du projet Kiasma. Ce projet de deux salles de 800 places assises et de 1 000 places debout est un projet somptuaire pour 8 millions d'euros dans une commune déjà très endettée. Nous souhaitons un projet plus modeste d'une salle de 300 places environ en entrée de ville à Charles de Gaulle pour prendre à la fois en compte les besoins des Castelnaudviens et une politique culturelle qui soit vraiment en lien avec celle de la ville-centre et de l'agglomération. Cette position est très largement partagée à Castelnau, d'où mon vote.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault. Mais je tiens à préciser que dans cette enceinte et Président d'une assemblée composite, je ne prends absolument pas partie dans les affaires internes des communes. Je le dis tout le temps, j'entends

bien ce que vous dites, c'est normal que vous vous exprimiez, mais ne comptez pas sur moi pour prendre partie d'un côté ou de l'autre.

Lorsque Monsieur Audrin, à Saint Georges d'Orques, son opposition, m'a demandé d'intervenir pour que je m'élève contre la destruction d'une fresque mosaïque qui était construite dans le village, je n'ai pas pris partie. Moi, je ne règle pas les affaires de Saint Georges d'Orques, c'est au conseil municipal de les régler, ce n'est pas dans cette enceinte.

Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, M. Henri ROUILLEAULT.

AFFAIRE N°39 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - CONVENTION D'APPLICATION N°5 À LA CONVENTION-CADRE DE PÔLE ASSOCIÉ RÉGIONAL LANGUEDOC-ROUSSILLON N°2012-290/423 AVEC LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis 2007, un pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon a été constitué entre l'Etat (Bibliothèque Nationale de France, Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon), la Région Languedoc-Roussillon, LR2L (Languedoc Roussillon Livre et Lecture) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11061 en date du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la convention-cadre de Pôle associé régional Languedoc-Roussillon n°2012-290/423, établie entre la Bibliothèque Nationale de France et les partenaires du Pôle associé régional Languedoc-Roussillon pour les années 2012-2014.

Cette convention-cadre formalise notamment des objectifs de recensement des fonds patrimoniaux anciens, locaux et spécialisés conservés en région, de finalisation de la bibliographie régionale du Languedoc-Roussillon en langue française, de valorisation numérique des collections patrimoniales régionales et, à titre exceptionnel, de valorisation des collections patrimoniales sous forme d'expositions.

Elle peut donner lieu à une ou plusieurs conventions d'application destinées à fixer la nature et les modalités d'exécution des opérations que le Pôle associé régional s'engage à réaliser. Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre en 2014 la réalisation d'une bibliographie régionale en langue française engagée en 2012 et 2013, conformément aux conventions d'application n°1 et n°4, en formalisant une convention d'application n°5 à la convention-cadre n°2012-290/423.

Cette convention d'application n°5 définit les engagements de chacune des parties, et précise notamment que la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à traiter de façon rétrospective la bibliographie régionale et à l'enrichir de liens vers les documents numériques en s'appuyant sur le périmètre scientifique actuellement en vigueur à la Médiathèque centrale Emile Zola. La BNF apporte quant à elle son soutien financier à hauteur de 17 960 € T.T.C., pour la prise en charge de vacations, montant qui devra correspondre à 50% maximum des dépenses effectivement réalisées par la Médiathèque centrale Emile Zola pour cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'application n°5 de la convention-cadre 2012-2014 n°2012-290/423 relative à l'élaboration d'une bibliographie régionale en langue française,
- dire que les crédits seront inscrits en recette au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Lorsque la ville de Montpellier aura acquis l'ensemble des archives départementales de l'Hérault, Avenue de Castelnau, elle pourra y loger toutes ses archives, les archives contemporaines, celles qui ont été noyées dans la mairie B de l'ancienne mairie, plus les archives historiques qui sont au 5e étage de la médiathèque Émile Zola. Nous y rajouterons également le service d'archives de l'Agglomération de Montpellier qui est devenu obligatoire par la loi Albanel, ancienne Ministre de la Culture. Et nous ferons, dans cet ensemble, d'autres propositions, dans les jours à venir, pour occuper l'espace de façon intelligente et en relation avec l'histoire des lieux, la chapelle des Récollets. Ça libérera le 5e étage d'Émile Zola, Monsieur Gudin De Vallerin de telle sorte que vous pourriez l'utiliser après pour agrandir la bibliothèque qui en a besoin parce qu'elle est extrêmement fréquentée. Après, vous nous ferez des propositions dans ce cadre-là. Et peut-être ramener la médiathèque Federico Fellini, vous nous en parlerez. Mais le 5e étage ainsi libéré vous donnera plus de latitude sur l'organisation de la médiathèque Émile Zola.

Concernant la chapelle des Récollets qui est sur le site de l'Avenue de Castelnau, nous sommes en négociation pour l'acquérir auprès du Conseil général de l'Hérault pour en faire une salle d'exposition pour la ville de Montpellier et l'Agglomération. C'est une très belle chapelle avec des plafonds peints, elle est classée, il y a beaucoup de travail à l'intérieur. Elle peut représenter, à l'instar du carré Sainte-Anne, un deuxième lieu d'exposition de haut niveau

d'usage métropolitain.
Je mets aux voix l'affaire 39.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : CULTURE – MUSÉE FABRE - DEMANDES DE SUBVENTIONS - AUTORISATION

M. Bernard TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC LR) et à la Région Languedoc-Roussillon de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre. A cet effet, il est proposé au Conseil de solliciter une subvention 2014 la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisitions pour les Musées (FRAM) pour le soutien à l'acquisition des œuvres suivantes :

François-André Vincent – « Renaud et Armide » : 184 941 € ;

Andrea Vaccaro – « Le martyr de Sainte Agathe » : 325 000 €.

En outre, dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuivra en 2015 son ambitieux programme d'expositions temporaires ainsi que ses actions en faveur des publics pour une dépense globale prévisionnelle de 2 000 000 €.

La programmation 2015 comprend notamment les expositions « L'Age d'or de la peinture napolitaine » du 20 juin au 11 octobre 2015, « Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'Ouest » du 28 novembre 2015 au 6 mars 2016, « Laurent Reynes » à l'automne 2015.

L'Age d'Or de la peinture napolitaine

Du 20 juin au 11 octobre 2015

L'exposition Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen qui s'est tenue en 2012 au musée Fabre puis aux Etats-Unis avait suscité à la fois un large succès auprès du grand public et un intérêt scientifique reconnu de la part des spécialistes. Dans son sillage, le musée Fabre continue son exploration de l'art italien, à travers l'école napolitaine, l'une des plus fertiles et originales du XVIIe siècle. Depuis le séjour de Caravage vers 1606-10 jusqu'au triomphe de Solimena peu avant 1700, la peinture napolitaine évolue entre un naturalisme expressionniste et tragique et un goût baroque et sensuel pour la couleur et le mouvement. Sujets religieux, mythologiques, batailles, natures mortes, paysages témoignent de la fertilité et de l'imagination des peintres napolitains dont les plus importants seront exposés à Montpellier (Ribera, Stanzione, Giordano, Recco, Cavallino, Solimena...).

Cette exposition est le fruit d'une collaboration inédite entre l'Institut National d'Histoire de l'Art, l'Institut National du Patrimoine et le Musée Fabre. Elle a déjà reçu le soutien du musée du Louvre, ainsi que des plus importantes collections napolitaines dont le prestigieux musée de Capodimonte.

Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'ouest.

Du 28 novembre 2015 au 6 mars 2016

Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'ouest est un projet mené par le Cleveland Museum of Art. Au sein de l'organisme de coopération franco-américain FRAME, le musée Fabre accueillera cette exposition, en partenariat avec le Cleveland Museum of Art et le Saint Louis Museum. Consacrée à l'art Senufo., il s'agira de la - première exposition d'art africain au musée.

De belles et caractéristiques formes de sculptures, plus tard identifiées comme Senufo, surent attirer l'attention de marchands, de collectionneurs et d'artistes en Europe et en Amérique du nord au début du XXe siècle, moment où on commença de part et d'autre de l'Atlantique à juger les objets africains comme des objets d'art plutôt que des artefacts ethnographiques. L'exposition retrace l'émergence et la définition d'un style Senufo, et montre comment la créativité des artistes et le rôle des mécènes, ont donné naissance à une production riche, dynamique et diversifiée, autour du centre artistique de Korhogo et dans les communautés Senufo voisines, mais aussi dans les villes et les cités périphériques. Nourrie des recherches menées ces deux dernières décennies par les chercheurs d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du nord, l'exposition propose une large perspective explorant les multiples possibilités de se référer aux arts dits « Senufo », au-delà de la traditionnelle vision d'un style singulier et apparemment immuable.

Laurent Reynes automne 2015.

Depuis 2009, le musée Fabre montre son engagement pour la création vivante en exposant des artistes contemporains ayant nourri des liens étroits avec la région. Il met à l'automne 2015 à l'honneur le montpellierain Laurent Reynes, peintre, sculpteur, architecte. Sa peinture abstraite, dans la lignée de Joan Mitchell, interroge les possibilités de la couleur et de l'abstraction ainsi que de la gestuelle. Certaines installations permettent au spectateur d'entrer pleinement et physiquement au sein de la couleur.

A cet effet, il convient de présenter un dossier de demande de subventions les plus larges possibles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon concernant la mise en œuvre des expositions temporaires organisées en 2015, l'édition des catalogues afférents et le programme d'action culturelle et éducative qui sera élaboré pour les différents publics et notamment les publics empêchés.

Le Label d'Intérêt National (LIN) sera sollicité auprès du ministère de la Culture pour l'exposition « L'Age d'or de la peinture napolitaine ».

Il convient également de déposer un dossier de demande de subventions les plus larges possibles auprès de la DRAC Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon en soutien aux dispositifs éducatifs créés spécifiquement pour le parcours des collections permanentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) pour l'achat des oeuvres mentionnées ci-dessus,
- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'État et de la Région Languedoc-Roussillon pour la programmation 2015,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 903 et 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

À midi, nous avons déjeuné avec la fondation du Musée Fabre, avec Bernard Travier, moi-même, Christian Fina, François Delacroix, Marc Daniel et également Michel Hilaire. Nous avons travaillé ensemble pour préparer l'avènement du centre d'art contemporain de Montpellier. Nous avons mis tout le monde en ligne pour pouvoir organiser une inauguration qui pourrait avoir lieu en 2017.

Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°41 : SPORTS ET TRADITIONS – PISCINE COMMUNAUTAIRE HÉRACLÈS À SAINT-BRÈS - CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LE RACCORDEMENT DE LA PISCINE AUX RÉSEAUX DE LA ZAC DE CANTAUSSEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

- Par délibération n°7901 en date du 2 octobre 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait l'acquisition de parcelles de terrain situées à l'intérieur du périmètre de la ZAC de Cantausssel à Saint-Brès, en vue de la réalisation d'une piscine communautaire.

- Par délibération n°10862 en date du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès. Par cette délibération, il a également approuvé le budget prévisionnel de l'opération arrêté au stade de la programmation, ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre.

À l'issue du concours de maîtrise d'œuvre et par délibération du Conseil de Communauté n°11574 en date du 23 mai 2013, l'équipe représentée par Coste Architectures a été désignée lauréate de ce concours et attributaire du marché de maîtrise d'œuvre.

Par délibération n°12430 en date du 31 juillet 2014, le Conseil de Communauté a adopté l'Avant Projet Définitif (APD) de l'opération et la nouvelle estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, prenant en compte la mise en place d'une chaufferie bois à plaquettes forestières.

Le terrain étant située dans le périmètre de la ZAC, il est nécessaire de raccorder la piscine Héraclès aux équipements suivants :

- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales
- réseaux Gaz,
- réseaux d'adduction eau potable,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

Conformément à l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme il est proposé d'autoriser la signature d'une convention de participation aux équipements de la ZAC Cantausssel entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Saint-Brès et la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine pour un montant total de 204 074€ H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de participation,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 904,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président. Il s'agit de raccorder la piscine Héraclès à la zone de Cantausssel. C'est pour la raccorder avec tous les réseaux électricité, eau, gaz, etc., pour pouvoir avoir dans le timing une inauguration début 2017.

Ne prennent pas part au vote : Max Lévit, Sauveur Tortorici, Pascal Krzyzanski, Patricia Miralles, Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Jean-Marc Lussert.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : SPORTS ET TRADITIONS – FONDS SPÉCIAL SPORTS - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION

M. Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Un fonds spécial d'un montant de 20 000 € a été créé au budget primitif 2014 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

En complémentarité des animations d'été, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a le projet de proposer des séances d'apprentissage et de perfectionnement à la natation ainsi que des préparations à la qualification au BNSSA (Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique) à un public en difficulté d'insertion professionnelle.

Pour la mise en œuvre de ce projet à vocation sociale, elle s'appuiera sur des associations ou clubs aquatiques qui seront subventionnés.

De plus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite soutenir l'organisation du 15^{ème} tournoi de football Cédric CALAS qui se déroule chaque année à Baillargues.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 1 911 € pour le « Club de Palmes de Montpellier »,
- 1 940 € pour le club « Montpellier Sauvetage »,
- 1 300 € pour le club « Aqualove »,
- 1 500 € pour l'association sportive « Baillargues, Saint-Brès, Valergues ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur MEISSONNIER

Comme chaque année, une demande a été faite concernant des aides ponctuelles n'excédant pas 2 000-2 500 euros pour le club Palmes de Montpellier, le club Montpellier Sauvetage et Aqua Love. Tout cela est lié au Championnat du monde qui a eu lieu notamment sur le sauvetage en mer sportif. Ça s'est aussi déroulé sur la piscine olympique Antigone. Et il y a la subvention qui depuis 3-4 ans est attribuée à l'association sportive Baillargues/Saint-Brès/Valergues concernant un tournoi qui regroupe plus de 1 500 gamins et qui a lieu chaque année.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEISSONNIER. Merci, Monsieur ABERT pour votre présence permanente pour ce championnat du monde qui s'est déroulé sur deux sites, Montpellier et la Grande-Motte, Communauté d'Agglomération du pays de l'Or.

Monsieur MEISSONNIER

Je vous confirme, Monsieur le Président, que Monsieur ABERT est plus fort que moi pour nager.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : SPORTS ET TRADITIONS – ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE - MISE À DISPOSITION DE LOCAUX ET RÉPARTITION DES COÛTS - RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

- Par délibération n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, la Communauté d'Agglomération a défini l'intérêt communautaire et précisé les équipements relevant de cette définition, à transférer.

Parmi ceux-ci, trois présentent des fonctions polyvalentes :

- Base de Canoë-kayak de La Valette,
- Stade de la Mosson « Mondial 98 »,

- Centre Nautique Neptune,

De plus, par délibération n°5206 en date du 27 juin 2003, la Communauté d'Agglomération a procédé à l'acquisition de la piscine Alfred Nakache, sise à l'intérieur du complexe sportif Léon Cazal acheté simultanément par la Ville de Montpellier.

Enfin, par délibération n°9087 en date du 24 septembre 2009, le Conseil Communautaire a approuvé le transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier du gymnase Peyrou situé au sein du complexe Pitot-Peyrou à compter du 1^{er} janvier 2010.

L'inventaire des modalités de gestion et d'utilisation de ces installations a mis en évidence l'imbrication avec des équipements communaux ou mis à la disposition de la Ville de Montpellier.

La configuration de ces cinq installations sportives a nécessité de conventionner avec la Ville de Montpellier afin de régler les modalités de gestion et d'utilisation de celles-ci. C'est l'objet, d'une part, de la délibération n°9286 du 22 décembre 2009 par laquelle la Communauté d'Agglomération a autorisé la conclusion d'une convention relative à la répartition des coûts de chauffage entre la salle Pierre de Nogaret et le complexe Pitot-Peyrou et, d'autre part, de la délibération n°10469 du 27 octobre 2011 qui a autorisé la signature des conventions concernant la base de Canoë-kayak de La Valette, le stade de la Mosson « Mondial 98 », le Centre Nautique Neptune et la piscine Nakache qui arriveront à échéance le 31 décembre 2014.

Il convient donc d'établir, à compter du 1^{er} janvier 2015, une nouvelle convention pour chaque établissement, conformément à l'article L. 5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui aura pour objet de régler les modalités de répartition des coûts qui résultent de cet usage, mais également de ceux résultant de l'absence de réseaux de fluides séparés.

Les parties géreront de manière autonome les espaces dont elles ont la responsabilité et dont les usages n'interfèrent pas sur le fonctionnement de l'autre équipement.

La Ville de Montpellier remboursera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'ensemble des charges relevant de la gestion des autres équipements.

Le calcul de ces charges est déterminé en fonction des critères suivants : la superficie, le volume, le nombre d'usagers, la durée d'utilisation, le coût d'installations similaires. Le montant de ces charges sera arrêté annuellement au moment de la facturation établie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est donc proposé au Conseil de reconduire les conventions entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier concernant les cinq établissements concernés pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2015, selon les mêmes modalités que précédemment.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion des conventions relatives à la mise à disposition et à la répartition des coûts d'une partie des équipements mentionnés ci-dessus ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur MEISSONNIER

Il s'agit, une nouvelle fois, de renouveler les conventions, notamment sur des équipements collectifs qui sont propriété de l'Agglomération de Montpellier, mais qui sont utilisés par la ville de Montpellier. Il y a donc des participations qui sont mutualisées, notamment au niveau des fluides, tout ce qui est électricité, eau, etc. Comme chaque année, nous renouvelons ces conventions.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du Vice-Président, Jean-Luc Meissonnier ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je vous donne les résultats du vote concernant l'affaire 28 '**Culture – Marché de maîtrise d'œuvre pour le remplacement de la couverture du Zénith sud - Election des membres du jury - Lancement d'un appel d'offres – Approbation**

Présents (émargements) :	85 + 7 pouvoirs
Votants :	92 (dont 7 pouvoirs)
Bulletins nuls :	4
(bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	4
Suffrages exprimés :	84

Titulaires :

Sièges à pourvoir :	5
---------------------	----------

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,8

- Liste 1 :

Voix obtenues :	84
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

Suppléants :

Sièges à pourvoir :

5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,8

- Liste 1 :

Voix obtenues :	84
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

La liste 1 est élue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du jury sont :

Titulaires :

- Guy Barral,
- Robert Cotte,
- Marie-Pierre Padelou,
- Rosy Buono,
- Chantal Marion.

Suppléants :

- Gérard Castre,
- Joël Raymond,
- Catherine Dardé,
- Pascal Krzyzanski,
- Chantal Lévy-Rameau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour le remplacement de la couverture du Zénith Sud,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du jury,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du présent marché, y compris, le cas échéant leur résiliation.

AFFAIRE N°44 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – RÈGLEMENT INTÉRIEUR - ADOPTION

Mme Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment de l'article L. 2121-8, le conseil municipal, dans les communes de 3 500 habitants et plus, doit établir un règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

L'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales rend ces dispositions applicables aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

À la suite du renouvellement du Conseil de Communauté en date du 15 avril 2014, il convient donc d'établir un règlement intérieur fixant les modalités de fonctionnement de l'assemblée communautaire.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil de Communauté dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ce document précise, dans le cadre législatif et réglementaire, l'organisation des débats et des votes au sein du Conseil Communautaire, les modalités de publicité des actes pris par l'organe délibérant et l'exécutif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il définit aussi le fonctionnement des principales institutions de notre établissement public de coopération intercommunale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau règlement intérieur du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier annexé à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Madame GUIRAUD

Monsieur le Président, mes chers collègues. Très rapidement, il s'agit d'adopter notre règlement intérieur dans les six mois de la formation de notre hémicycle. Un règlement intérieur dont je ne doute pas qu'il va déclencher l'enthousiasme général. Composé à 95 % des articles du Code général des collectivités territoriales qui nous concernent. Pour le reste, c'est un petit peu l'organisation de notre bien vivre ensemble. Et puis enfin, qui régit le droit d'expression de chacun de nous.

Monsieur le Président

Merci pour cette présentation honnête et synthétique. Qui demande la parole ? Madame Jamet et puis Monsieur Alex LARUE

Madame JAMET

Nous nous sommes penchés sur ce règlement intérieur que vous soumettez au vote et je crois que dans un premier temps, nous aurions presque été tentés d'applaudir et de voter des deux mains. Il y avait une espèce de vision très libérale, pluraliste presque ou un esprit démocrate qui aurait pu flotter et dont vous vous êtes revendiqués pendant toute la campagne, puisque j'ai encore sous les yeux « votez Philippe Saurel, gouvernez autrement avec une liste citoyenne ». La charte Anticor, je ne sais pas si ça vous dit quelque chose.

Monsieur le Président

Sur la Charte Anticor, le premier item de la Charte, nous l'avons adopté. C'est Monsieur LANNELONGUE qui préside la commission finances de la ville. Ensuite, il est demandé et prescrit de composer une commission éthique. Nous le ferons, mais je n'ai pas besoin qu'on m'explique ce que c'est l'éthique sur le principe, vous voyez ce que je veux dire. Mais on le fera. Et la troisième chose, c'était quoi ? Oui, qu'on demande à des professionnels extérieurs commissaires aux comptes de vérifier les comptes de la ville. Nous l'avons déjà demandé à la Cour des comptes et le Président de la Cour des comptes m'a autorisé à le dire en séance publique. Donc, la Présidente d'Anticor national, elle est gentille, mais ce n'est pas un flic, ça n'est pas un juge, elle n'est pas élue au suffrage universel.

Madame JAMET

Je n'ai pas abordé le sujet, vous êtes déjà sur la réserve.

Monsieur le Président

Comme elle m'a attaqué sur les ondes de France 3 de façon très perfide, aujourd'hui j'apporte la réponse. Ça fait deux mois qu'elle m'a attaqué, mais je n'oublie pas. Mais elle est sympa quand même, elle a de jolis yeux bleus.

Madame JAMET

Au demeurant, je vois que vous respectez les termes du règlement, notamment on a un calendrier des commissions bien à l'avance et on ne peut que s'en réjouir. Je vois aussi qu'aucun quorum n'est nécessaire pour les commissions et grand bien vous fasse parce qu'à la Région, on n'arrive pas à atteindre les quorums pour que les commissions se déroulent correctement.

Monsieur le Président

Je dois dire qu'à la Région, il y a une sorte de climat pluvieux.

Madame JAMET

Pour autant, entre l'esprit et la lettre, il y a quand même une grande différence. Je relève aussi, c'est le premier point que je voulais soulever, le formalisme assez lourd concernant les conventions, les contrats, tous les éléments et documents dont je vous ai parlé tout à l'heure. Puisque c'est une simple note explicative de synthèse qui nous est remise et qu'en cas de projet de contrat ou de marché accompagné d'ensemble de pièces, etc., il faut le demander deux jours à l'avance, par lettre, pour pouvoir avoir accès à ces documents. Comme l'administration respecte scrupuleusement les 5 jours de convocation, il est assez difficile d'avoir, dans les moins de 48h avant cette assemblée, les documents. Surtout que quand on voit que sur 67 dossiers, il y a près de 40 dossiers qui appellent des annexes, il me semble au demeurant que d'un point de vue environnemental ou écologique – c'est notamment ce que j'avais évoqué

pendant la commission des transports – on pourrait déjà caresser l'éventualité d'avoir ces dossiers sous forme numérique, peut-être même par mail. Parce qu'on a argué du fait que le papier était trop lourd et que l'on ne voulait pas nous faire crouler sous les dossiers.

Monsieur le Président

Madame JAMET, sur ce que vous venez de dire, c'est bien, mais ça ne me satisfait pas totalement. Je vais vous expliquer pourquoi. Parce qu'il y a des communes, dans l'Agglomération, qui n'ont pas de couverture numérique.

Madame JAMET

Eh bien on devrait déjà s'occuper de ça sur l'Agglomération avant de se préoccuper du pôle métropolitain.

Monsieur le Président

Donc, la facture numérique existe. Madame Touzard a fait réaliser un spectre pour caractériser la couverture numérique de toutes les communes de l'Agglomération. Donc, dématérialiser ok, mais quand on a l'information, quand on peut recevoir. Quand on ne peut pas recevoir, ça ne sert à rien, il vaut mieux un courrier.

Madame JAMET

Certains pourront en rester au papier, mais il me semble quand même qu'avoir en main, quand vous nous demandez de nous prononcer, tous les éléments, les synthèses, les avenants, les contrats et les conventions. La dernière fois, vous avez acté un principe pour la débaptisation du complexe du Manoir pour le transformer en complexe Altrad.

Monsieur le Président

Madame JAMET, sur les mots, on ne débaptise pas puisque l'on ne baptise pas non plus. Il n'y a que dans les églises que l'on baptise.

Madame JAMET

Si, c'était débaptisé. Je surveille bien mes mots, il s'appelait du Manoir, on va l'appeler Altrad. Bref, vous nous avez demandé de nous prononcer en nous parlant d'une convention jointe qui n'était pas jointe, à laquelle nous n'avons jamais eu accès et dont aucun ici n'a eu la teneur de cette convention. Donc, déjà, vous voyez, ça permettrait d'éviter ces erreurs qui pourraient prêter à confusion. Deuxième point, puisque Madame le Maire de Saint Jean de Védas rappelait qu'il s'agissait de l'expression des élus. Eh bien parlons-en parce que justement, à l'article 40, il s'agit justement du bulletin d'information général où vous faites état d'un espace d'une demi-page pour l'expression des conseillers communautaires n'appartenant pas à la majorité d'intérêt communal. Alors, ici, nous avons deux groupes, à la mairie on en a trois. Et sur un journal à la mairie qui fait 40 pages et à l'agglomération 47 ou 49 pages, alors que vous vous exprimez sur 39 et 46 pages, l'opposition a droit à une demi-page.

Moi, cet après-midi, j'ai reçu une note de votre administration qui m'indiquait que les 467 caractères et espaces qui nous étaient dévolus pour nous exprimer, une fois par mois, étaient tronqués de 40 % pour être amenés à 244 caractères et espaces, au motif que la nouvelle pagination et la nouvelle formule de « Montpellier, notre ville » ne permettait pas de mettre autant de caractères et donc, il fallait épurer. Je voudrais donc savoir, dans ce cas-là, si au-delà de la demi-page qui nous est dévolue, nous avons éventuellement des assurances que les caractères arial 12. Parce que si demain vous imaginez faire tout ça en Times roman 24, on aura juste le temps de dire bonjour et de signer.

Je voudrais savoir qu'en est-il réellement du droit d'expression des élus de l'opposition ? Étant entendu que si vous appliquez par certains côtés une loi que vous nous demandez d'entériner aujourd'hui dans le cadre de cet article, il me semble quand même assez léger d'être voués à l'arbitraire d'une pagination, de caractères purement esthétiques qui ramènent l'expression de l'opposition à rien. Premièrement.

Et deuxièmement, je souhaiterais, comme ça a déjà d'ailleurs jugé, et il y a une jurisprudence qui est connue là-dessus, c'est d'avoir accès au site Internet et de pouvoir nous exprimer de la même façon, à concurrence peut-être de notre représentation. Mais que nous puissions en tout cas faire passer, sur tous les supports médiatiques que vous vous autorisez, l'expression des élus de l'opposition.

Monsieur le Président

Madame JAMET, j'ai bien entendu et je répondrai tout à l'heure, après Monsieur LARUE parce qu'il y a peut-être des similitudes dans l'intervention.

Monsieur LARUE

Je serai beaucoup plus synthétique et beaucoup plus pragmatique. J'ai une question sur l'article 29, sur les questions orales. « Il est prévu que le texte des questions est adressé au président 48h au moins avant la séance ». Je trouve que cela nuit à l'expression démocratique, à la fluidité des débats parce qu'on peut avoir des questions qui viennent en séance. Je ne vais donc pas faire des tartines comme Madame JAMET, mais je vous demande officiellement de bien vouloir supprimer ce délai de 48h pour permettre à tout le monde, si des questions viennent en séance, de les poser. Je vous demande donc de faire un geste vers l'opposition par rapport à ça.

Monsieur le Président

Moi je suis d'accord pour que l'on pose des questions en séance. D'ailleurs, j'y réponds tout le temps. En plus, ça anime les débats, c'est plus sympa. Parce que si on doit lire toutes les affaires de façon administrative, c'est un peu monocorde. Alors que s'il y a quelques questions qui sont posées de temps en temps, ça anime.

Monsieur LARUE

Je suis très content de l'entendre. Je propose donc que l'on modifie l'article 29 pour supprimer ce délai de 48h si tout le monde est d'accord.

Monsieur le Président

Modifier non, mais vous avez mon autorisation orale.

Monsieur LARUE

Qui vaudra combien de temps ?

Monsieur le Président

Tant que je serai à ce poste. C'est normal, je ne peux répondre que de mes actes.

Monsieur LARUE

À chaque fois, nous vous le rappellerons donc.

Monsieur le Président

Pas de problème. Madame GUIRAUD, donnez-nous la conclusion de ces débats oratoires.

Madame GUIRAUD

Je ne sais pas si je donnerai une conclusion, mais juste une précision pour Monsieur Larue. Quand on parle des questions orales, bien entendu, il ne s'agit pas de restreindre les questions que tout un chacun peut poser sur les dossiers qui sont soumis à nos délibérations. Mais c'est la faculté pour chaque conseiller communautaire de pouvoir poser une question, sur des sujets qui ne sont pas à l'ordre du jour et pour lesquels, l'administration ou le Président peut avoir besoin d'un délai pour préparer sa réponse. C'est tout simple. Après, je n'ai pas de conclusion particulière à donner. Je suis assez contente du résultat, c'est un règlement intérieur qui est très bien fait et qui permet à chacun, nonobstant ce qu'a dit Madame Jamet, de pouvoir s'exprimer sur tout bulletin, quelle que soit sa forme.

Monsieur le Président

Allez-y, Monsieur LARUE.

Monsieur LARUE

Je rebondis sur ce que vient de dire Madame GUIRAUD et de manière générale, si un effort pouvait être fait sur les délais d'envoi des documents. Ça fait plusieurs fois qu'on le dit et c'est non polémique. Cette fois-ci, les premiers d'entre nous qui ont reçu les courriers, c'était samedi. Personnellement, j'ai reçu l'enveloppe lundi. Donc, effectivement, quand vous conjuguez les deux délais, 48h, c'est difficilement praticable.

Monsieur le Président

Vous avez raison, il y a des délais légaux qu'il faut respecter, nous les respectons. D'ailleurs, on envoie quand il faut.

Monsieur LARUE

Cette fois-ci, on l'a reçu samedi, nous ne sommes donc pas dans les 5 jours.

Monsieur le Président

D'ailleurs, tout à l'heure, je vous ai proposé de faire le Conseil d'Agglomération qui pourrait acter la métropole le 24 octobre pour qu'il n'y ait pas de problème et que chacun puisse recevoir les documents en temps réel.

Monsieur LARUE

C'est parfait d'avoir la date à l'avance, après, il y a les documents qui sont nécessaires aussi pour l'analyse des délibérations.

Monsieur le Président

En tout cas, Madame GUIRAUD, je vous remercie d'avoir franchi avec beaucoup de grâce et de subtilité cette rédaction qui est complexe, mais qui a reçu l'aval des 31 maires en Conférence des maires.

Madame GUIRAUD

Oui, parce que je tenais quand même à rappeler que c'est le fruit d'un travail collectif. Rien ne nous a été imposé, je voulais vous en remercier, Monsieur le Président et souligner ce point. C'est un travail collectif qui a été fait, nous

n'avons pas reçu d'ordre.

Madame JAMET

Quelles sont les assurances, Monsieur le Président, sur l'expression des droits des opposants ?

Monsieur LARUE

On a la parole de Monsieur SAUREL, donc on verra bien ce que ça vaut.

Monsieur le Président

C'est facile, l'opposition a droit à un certain nombre de caractères en fonction de sa présence sur l'assemblée.

Madame JAMET

Qui viennent d'être divisés par deux aujourd'hui de façon totalement arbitraire et sur des principes esthétiques.

Monsieur le Président

Mais c'est divisé en deux pour tout le monde.

Madame JAMET

Et alors ?

Monsieur le Président

Il y a une sorte d'équité. On a changé le format du journal de la ville, mais nous en parlerons demain, au conseil municipal.

Madame JAMET

Moi, je vous parle d'assurance que les élus de l'opposition pourront avoir sur leur expression libre et entière.

Monsieur le Président

Je vous ai toujours laissé parler. La preuve, c'est que j'ai rabaissé le niveau du groupe pour que vous puissiez vous exprimer.

Madame JAMET

Et vous ne m'avez pas répondu non plus sur la possibilité de pouvoir intervenir sur le site Internet comme vous.

Monsieur le Président

Il faut respecter la loi, Madame Jamet, moi je respecte la loi.

Madame JAMET

Eh bien il y a un arrêt de Versailles qui vous oblige à le faire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix le règlement intérieur.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre et une abstention).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, M. Alex LARUE.

S'est abstenue : Mme Anne BRISSAUD.

AFFAIRE N°45 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER RELATIVE À L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS CLIMATIQUES D'UNE PARTIE DES BÂTIMENTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le 1^{er} janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°9904 du 10 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention permettant la réalisation de cette prestation par le service énergie de la ville de Montpellier, pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2014.

Afin de permettre que la maintenance des installations de chauffage soit assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2014-2015, la durée de la convention doit être prorogée de six mois, l'échéance étant ainsi décalée au 30 juin 2015. C'est l'objet du projet d'avenant n°1.

Ce projet sera soumis pour avis au Comité Technique Paritaire, lors de sa séance du 26 septembre 2014.

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que tous documents afférents,
- dire que les crédits seront inscrits au Budget 2015, chapitres 920, 922 et 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame GUIRAUD

Il s'agit tout simplement de prolonger de six mois la convention entre la ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération relative à l'entretien et la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Communauté d'Agglomération. C'est une convention qui fait que des travaux sont répartis entre la ville de Montpellier et l'Agglomération. C'est quelque chose qui est un peu complexe. Nous allons prolonger cette convention de six mois et avec le passage en métropole, nous aurons un peu plus de visibilité sur cette répartition des compétences et nous serons plus à l'aise pour reprendre une nouvelle convention.

Monsieur le Président

Merci, Madame GUIRAUD.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : RESSOURCES HUMAINES – PROCÉDURE DE FIN D’AFFILIATION VOLONTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ D’AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AUPRÈS DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L’HÉRAULT - APPROBATION

M. Pierre BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

- Par délibération du 21 décembre 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est inscrite dans une affiliation volontaire avec effet au 1^{er} janvier 2005, auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault. Dans le cadre de cette affiliation volontaire, cet établissement, en contrepartie d'une cotisation fixée à 0,4 % de la masse salariale, assure deux types de missions :

Les missions obligatoires pour le compte des employeurs publics telles que définies dans la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 :

- La publicité des créations, vacances d'emplois de catégorie A, B et C ;
- La publicité des listes d'aptitude ;
- La prise en charge des fonctionnaires des catégories A, B et C momentanément privés d'emplois ;
- Le reclassement des fonctionnaires de catégories A, B et C devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
- Le fonctionnement des conseils de discipline de recours.

Les missions au titre de l'adhésion volontaire : le conseil statutaire, la gestion de la bourse de l'emploi, l'organisation des concours et examens professionnels, des formations notamment dans le domaine de la prévention.

Dans sa séance du 29 novembre 2013, le conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault a décidé unilatéralement l'augmentation pour la seule Communauté d'Agglomération de Montpellier du taux de cotisation qui progresse de 0,4 % à 0,7 %. Dans le même temps, depuis 2005, l'évolution des compétences sur les missions fondamentales des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier permet d'assurer les prestations proposées par le centre de gestion en interne. Ainsi, cette évolution à laquelle s'ajoute l'augmentation du taux de cotisation, pour notre seule EPCI, amènent à reconsidérer notre affiliation volontaire.

Par ailleurs, l'évolution législative récente a mis fin à la facturation, pour les collectivités non affiliées auprès des centres de gestion, des coûts des lauréats aux différents concours et examens professionnels des catégories A et B. Ne subsiste désormais que la facturation des coûts pour les agents de catégorie C nommés sur liste d'aptitude inscrits auprès des centres de gestion.

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus, des précisions apportées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique de l'Hérault le 12 août 2014, des dispositions du décret n°85-643 du 26 juin 1985 et de la volonté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier exprimée par la délibération n°12407 du 31 juillet 2014, il est proposé d'approuver le lancement de la procédure de fin d'affiliation volontaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès du centre de Gestion de la Fonction Publique de l'Hérault à compter du 1^{er} janvier 2015, en application de l'article 7 du décret susmentionné.

Conformément à l'article 30 du décret du 26 juin 1985, le Centre de Gestion de la Fonction Publique de l'Hérault

sera amené à procéder à la consultation de l'ensemble des collectivités et établissements publics affiliés. Ces dispositions ont été approuvées à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire réunis le 26 septembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de la procédure de fin d'affiliation volontaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès du Centre de Gestion de la fonction Publique Territoriale de l'Hérault à compter du 1er janvier 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur BONNAL

L'Agglomération, depuis 2005, a évolué et les missions, au titre de l'adhésion volontaire qui était souscrite auparavant – le conseil statutaire, la gestion de l'emploi, l'organisation des concours et examens professionnels, les formations notamment dans le domaine de la prévention – l'Agglomération le fait déjà pour tout le personnel. L'augmentation, quasiment le doublement de la participation de l'agglomération au budget du centre de gestion nous fait quand même réagir. Je vous propose donc de le quitter pour cette partie-là. Après, je crois que certains élus font aussi partie du conseil d'administration comme moi, en tant que maire. Je pense que nous aurons quelques difficultés à assumer ça sur place, mais bon, nous en verrons d'autres.

Nous sommes autonomes sur ces points, je crois que c'est le plus important. Il a fallu bagarrer un certain temps pour ça et en particulier pour la commission administrative paritaire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur BONNAL.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : RESSOURCES HUMAINES – RÉGIME INDEMNITAIRE - MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION

M. Pierre BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié son régime indemnitaire par délibération lors du Conseil qui s'est tenu le 8 octobre 2012. A cette occasion, il a été décidé l'instauration du versement d'une part liée aux résultats et à la valeur professionnelle appréciée notamment, lors de l'entretien professionnel annuel.

Cette part complémentaire du régime indemnitaire dépend de la valeur professionnelle ; elle est déterminée, notamment sur les conclusions et sur l'appréciation de la manière de servir d'après la procédure d'évaluation annuelle pour les agents concernés.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- Les compétences professionnelles et techniques,
- Les qualités relationnelles,
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Le versement de cette part en année N concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires et non titulaires mensualisés justifiant d'au moins un an d'ancienneté, au 30 novembre de l'année N-1.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents depuis plus d'un an de façon consécutive, à la date du 30 novembre de l'année N-1 pour une attribution en année N. En outre, cette part sera réduite de moitié en cas d'absence entre six mois et un an, sur la période de référence. Les motifs d'absence sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie et longue durée), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité.

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant mensuel moyen de 25 euros bruts relatif à l'effectif encadré et présent. Les attributions individuelles s'effectueront selon six niveaux de montants mensuels : 0 €, 5 €, 15 €, 25 €, 35 € et 45 €.

Le versement de la part liée aux résultats aura lieu à l'issue de la procédure d'entretien professionnel au cours du premier trimestre 2015.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Cette affaire a été approuvée à la majorité des membres du Comité Technique Paritaire réunis le 26 septembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire indemnitaire,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur BONNAL

Il s'agit d'une reconduction qui vous est proposée pour l'année prochaine, une procédure qui existe déjà, qui permet de donner l'équivalent de primes à l'efficacité, aux compétences, aux qualités relationnelles, à la capacité d'encadrement et autre et qui sont totalement à la main des directeurs de pôles.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. Pierre BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis favorable à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire du 26 septembre 2014.

III-Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis favorable à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire du 26 septembre 2014.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, suppressions et confirmation de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur BONNAL

Ce sont les modifications et évolutions habituelles. J'attire simplement votre attention sur la poursuite de la montée en charge de la future régie de l'eau avec l'embauche d'un attaché qui sera responsable des ressources humaines et d'un directeur administratif et financier de la régie. De même, nous commençons à voir apparaître un attaché territorial sur le projet santé.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-président. Souhaitez-vous des explications supplémentaires ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - TRAVAUX D'EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION DE COURNONTERRAL / COURNONSEC - MARCHÉ N°2858EA12 - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son schéma directeur d'assainissement, la Communauté d'Agglomération a raccordé en juillet 2005 les effluents de la Commune de Cournonsec sur la station d'épuration de Cournonterral et s'est engagée à renforcer à terme cette installation pour les besoins futurs de ces deux communes.

L'avant-projet de l'extension de la station d'épuration intercommunale a été approuvé par délibération n°10435 du Conseil de Communauté lors de sa séance du 29 septembre 2011 et a arrêté le montant prévisionnel des travaux à 3,45 M € H.T. La capacité nominale de la station est portée à 15 000 équivalents-habitants compte tenu notamment des extensions des zones urbanisées prévues par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Les nouveaux ouvrages sont construits sur les parcelles voisines BC007 et BC008 acquises par la Communauté d'Agglomération de Montpellier Ce site est longé par le Coulazou, affluent de la Mosson, qui continuera à constituer le lieu de rejet des effluents traités.

Le niveau d'épuration visé intègre le traitement des paramètres azote et phosphore. Il correspond au niveau de traitement le plus exigeant imposé par les directives européennes en zone sensible ; il sera amélioré par rapport à la situation actuelle.

Par délibération n°11657 du 26 juin 2013, le marché de travaux n°2858EA12 a été attribué à l'entreprise AQUALTER (anciennement TERNOIS) domiciliée à la Seyne sur Mer (83), pour un montant de 2 948 181,54 € H.T. (valeur septembre 2012), soit 3 526 025,12 € T.T.C. (TVA 19,6 %).

Début 2014, les travaux d'extension de la station d'épuration ont débuté.

Au cours de l'exécution du marché, des aléas de chantier, des optimisations et modifications du projet nécessitent des travaux supplémentaires.

Ainsi, à l'ouverture des fouilles au démarrage du chantier, des venues d'eau non identifiées préalablement dans l'étude de sol, sont apparues. L'analyse alors demandée au géotechnicien a révélé que ces venues d'eaux étaient pérennes et permanentes et situées en affleurement d'une couche imperméable.

Il s'avère donc nécessaire de les évacuer en continu afin d'assurer la stabilité des ouvrages dans le temps. Pour cela, un drainage définitif doit être réalisé autour du bassin d'aération accompagné d'un puisard en point bas.

Ces travaux supplémentaires sont évalués à 30 593,81 € H.T.

D'autre part, un ancien ouvrage, reliquat des fondations d'un précédent bâtiment, non identifié sur les plans existants, a été rencontré. Sa démolition génère un surcoût de 2 245,51 € H.T.

Enfin, des ajouts de commandes déportées et sondes sont rendus nécessaires afin d'optimiser l'exploitation future, soit un surcoût de 3 703,99 € H.T.

Ces sujétions imprévues imposent une modification de la nature des prestations à réaliser telles que décrites au CCTP du marché initial, la création de prix supplémentaires et une modification de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Un avenant n°1 au marché de travaux n°2858EA12 est proposé pour cela.

Cet avenant génère une plus-value de 36 543,31 € HT. (valeur septembre 2012), soit 43 851,97 € T.T.C (TVA 20%).

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 2 984 724,85 € H.T., soit une augmentation de 1,24% par rapport au montant initial..

Le délai initial d'exécution du marché (hors période de préparation) est de 13 mois comprenant 10 mois de travaux, 1 mois de mise au point en eau claire, 1 mois de mise en régime, puis 1 mois de période d'observation. Dans le cadre de cet avenant n° 1, il est proposé de prolonger de 11 semaines ce délai afin de tenir compte des délais de réalisation des travaux supplémentaires mais aussi d'un incident technique sur l'exploitation des bassins existants et conservés, survenu en avril, provoquant l'inondation des fouilles du chantier. Cet incident relève de la responsabilité du titulaire du contrat de délégation de service public. Toutefois, sa résolution a engendré des retards dans l'exécution des travaux pour lesquels l'entreprise ne doit pas se trouver pénalisée.

Les différents événements évoqués ci-dessus justifient la prolongation de ce délai de 11 semaines. Le délai global d'exécution du marché passe ainsi de 13 mois à 15,75 mois.

Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°2858EA12 des travaux d'extension de la station d'épuration de Cournonterral / Cournonsec augmentant son montant de 36 543,31 € H.T. et prolongeant la durée d'exécution de 11 semaines,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur REVOL

Vous avez ici différentes délibérations. Si vous le permettez, je les présente ensemble, ce qui fera gagner du temps à tout le monde. L'affaire 49 concerne l'extension de la station d'épuration de Cournonterral à laquelle est rattachée Cournonsec. Cela faisait partie du schéma directeur d'assainissement que nous sommes en train de terminer et qui a été engagé il y a une dizaine d'années. Et donc, il faut réaliser cette extension qui était prévue.

L'affaire suivante et celles qui suivent concernent l'intercepteur est sur lequel nous étions longuement intervenus lors de séances précédentes et qui vise à relier l'ensemble du nord de Montpellier et de l'Agglomération de Montpellier au réseau de MAERA sans traverser par le réseau unitaire qui passe dans la partie historique de Montpellier. On a vu, ce lundi, les conséquences que ça a d'avoir un réseau unitaire. Il faut donc diminuer au maximum ce réseau unitaire pour que l'on ait un réseau séparatif uniquement pour les eaux usées qui permet ainsi d'améliorer le fonctionnement de tout notre système. Et donc, vous avez une enquête parcellaire.

On en profite aussi, à l'occasion de ces travaux dans les différentes rues de Montpellier, pour raccorder au réseau d'eau potable les habitations qui ne l'étaient pas, en profitant ainsi de ces travaux pour faire ce raccordement.

Tout ça va contribuer à améliorer la qualité de l'eau du Lez. Et puisque nous avons la présence de notre nouveau sénateur, dans cette assemblée, que je salue et que je félicite, je me souviens qu'il disait à ce sujet que dans sa jeunesse, il pouvait se baigner dans le Lez. Donc, j'espère qu'avant la fin de mon mandat, tous les deux on mettra le maillot de bain et on ira essayer la qualité du Lez.

Monsieur le Président

C'est dur d'être sénateur, on est sollicité tout le temps. Monsieur MEUNIER.

Monsieur MEUNIER

Non pas que je rêve de voir René et Jean-Pierre en maillot de bain dans le Lez, mais je voudrais encore rendre hommage à ce que nous avons fait les dix dernières années. Parce que depuis que l'on a modernisé MAERA et que l'ancienne station ne se verse plus dans le Lez, l'eau est juridiquement baignable en aval de la Céreirède et il nous est arrivé, à plusieurs reprises à Lattes, de faire des événements sportifs ou ludiques où les gens se baignent allègrement dans Port Ariane et dans le Lez. Donc, le Lez est baignable, donc messieurs, à vos maillots de bain, sénateur ou non.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND.

Monsieur GRAND

Je confirme tout à fait que depuis plus de 20 ans nous faisons une chasse très précise à tous les rejets qu'il y avait sur le fleuve, du pont de la SNCF jusque bien plus haut après Montferrier. Et effectivement aujourd'hui, je tiens à le dire, le Lez est parfaitement propre et on pourrait s'y baigner. Sauf que naturellement, il y a des règles de sécurité et il y aurait un impact et des complications. Donc, naturellement, les maires riverains ne souhaitent pas que l'on s'y baigne pour des raisons faciles à comprendre. En tous les cas, aujourd'hui, ceux qui connaissent un peu la faune et la flore savent que les poissons qui sont dans le Lez, au moins pour certains d'entre eux, ne pourraient pas y vivre si l'eau n'était pas d'une certaine qualité. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur GRAND.

AFFAIRE N°50 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST AMONT - APPROBATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE - DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Les études d'avant-projet de l'intercepteur Est, collecteur primaire de transport des eaux usées dans la vallée du Lez, depuis le lieu-dit Pidoule sur la Commune de Montferrier-sur-Lez jusqu'à la station d'épuration MAERA sur la Commune de Lattes, ont été approuvées par délibération n°6825 du Conseil de Communauté lors de sa séance du 16 décembre 2005.

- Par arrêté n°2007-I-2132 en date du 09 octobre 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique (DUP) les travaux correspondants et les acquisitions foncières nécessaires à leur réalisation puis, par arrêté n°2013I303 en date du 11 février 2013, a prorogé cette DUP jusqu'au 07 octobre 2017.

- Par délibération n°10907 du 24 mai 2012, le Conseil Communautaire a approuvé un dossier d'enquête parcellaire complémentaire et de constitution de servitudes pour la partie de l'Intercepteur Est Amont sur les secteurs de Navitau (Castelnau le Lez) et du futur Poste de Refoulement (PR) des Closades sur la Commune de Clapiers.

Il s'avère aujourd'hui qu'un nouveau dossier d'enquête parcellaire est nécessaire sur ce secteur en vue de l'acquisition de parcelles privées pour implanter la future canalisation. Il s'agit du tronçon en amont du poste de refoulement des Closades, le long de la route départementale n° 65, devant initialement être réalisé dans les emprises des travaux de doublement de la voirie sous maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault.

Or, les travaux de doublement de la route départementale sont différés alors que la mise en service de l'Intercepteur est nécessaire à court terme pour les besoins d'urbanisation nouvelle de la Commune de Clapiers.

Il est ainsi proposé que les acquisitions initialement prévues par le Département de l'Hérault soient réalisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le foncier ainsi acquis sera cédé dans un second temps au Département de l'Hérault lorsqu'il réalisera ses travaux.

Il convient par conséquent de procéder à une enquête parcellaire complémentaire pour l'acquisition foncière par voie amiable, ou au besoin par voie d'expropriation, des parcelles concernées, sur la base du périmètre de la déclaration d'utilité publique et des acquisitions foncières précisées dans le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire, il est proposé de solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire, puis de requérir le prononcé de l'arrêté correspondant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête parcellaire complémentaire portant sur la réalisation de l'Intercepteur Est sur le secteur amont,

- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête parcellaire,
- requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – COMMUNE DE MONTPELLIER - RUE DE FERRAN - RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE POUR LA DÉFENSE INCENDIE - CONVENTION FINANCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement, un tronçon de l'Intercepteur Est, nouveau collecteur primaire d'eaux usées dans la vallée du Lez, est posé rues de la Draye et de Ferran sur la Commune de Montpellier. En cours de chantier, il est apparu qu'une partie de la rue de Ferran n'est pas desservie en eau potable sur le secteur compris entre les rues de Combe Caude et Aiguelongue.

En accord avec la Ville de Montpellier, il est proposé de réaliser une extension du réseau d'eau potable pour desservir les habitations riveraines existantes et de renforcer le dimensionnement de cette nouvelle conduite pour les besoins en matière de défense incendie. Ce renforcement du réseau d'alimentation en eau est compatible avec le maintien de garantie d'une eau distribuée de qualité, ses qualités sanitaires n'étant pas altérées.

Le projet consiste en la pose de 710 mètres de canalisation diamètre 100 mm. Celles-ci seront revêtues d'un matériau isolant et enrobées de béton pour assurer leur stabilité lors des travaux de la future ligne RTE (Réseau de Transport Electricité - 225 000 V) qui devrait être réalisée prochainement.

La sécurité incendie relève des pouvoirs de police du maire alors que l'alimentation en eau potable est une compétence transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Aussi, il convient de définir les modalités administratives, techniques et financières de réalisation du renforcement du réseau d'eau potable envisagé.

Un projet de convention a été établi à cet effet. Il stipule que les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, mais remboursés en partie par la Commune de Montpellier.

Ce reversement aura lieu douze mois après la réception des travaux et son montant sera ajusté au coût réel des dépenses effectuées.

Le coût de la réalisation du réseau de desserte en eau potable a été évalué à 80 000 € H.T alors que coût de réalisation de ce réseau dimensionné pour les besoins de la défense incendie a été estimé à 124 000 € H.T. Lecoût mis à la charge de la Ville de Montpellier est donc évalué à 44 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention financière entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le renforcement du réseau d'eau potable pour la défense incendie rue de Ferran à Montpellier
- dire que les crédits sont inscrits au budget eau potable chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉHABILITATION DES CANALISATIONS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DANS LE CADRE DU PAE SAINT LAZARE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Ville de Montpellier engage dans le cadre du PAE Saint-Lazare des travaux de réalisation d'un réseau d'eaux pluviales sur le secteur compris entre l'avenue de Castelnau, l'avenue Saint-Lazare, l'avenue de la Reine d'Italie, et le rond-point du Souvenir Français. A la lumière de l'état des réseaux d'eau potable et d'assainissement de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de les réhabiliter à cette occasion. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publiques en raison du caractère connexe des ouvrages et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. La Ville de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la

concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement. Le montant d'opération engagé par la Ville s'élève à 696 000 € T.T.C. Concernant la part relative à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'estimation s'élève à 627 500 € H.T., soit 753 000 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Ville de Montpellier dispose de son équipe de maîtrise d'œuvre interne, dite générale, de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

Les missions de maîtrise d'œuvre pour le projet de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement seront assurées par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les opérations préalables à la réception des ouvrages seront réalisées conjointement.

Le montant global de cette opération, entièrement financée par les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement est de 753 000 € T.T.C. répartis en :

- 325 800 € TTC sur le budget annexe de l'eau potable,
- 427 200 € TTC sur le budget annexe de l'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées dans le cadre du PAE Saint Lazare,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉHABILITATION DES CANALISATIONS D'EAUX USÉES ET D'EAU POTABLE DANS LE CADRE DU RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DU PROFESSEUR FORGUE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Ville de Montpellier engage des travaux de réaménagement de la rue du Professeur Forgue. Dans le cadre de ces travaux et à la lumière de l'état des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de les réhabiliter. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publiques en raison du caractère connexe des ouvrages et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. La Ville de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement. Le montant d'opération engagé par la Commune s'élève à 600 000 € T.T.C. Concernant la part relative à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'estimation s'élève à 330 000 € H.T., soit 396 000 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Ville de Montpellier dispose de son équipe de maîtrise d'œuvre interne, dite générale, de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

Les missions de maîtrise d'œuvre pour le projet de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées ont été confiées à un bureau d'études extérieur. Les opérations préalables à la réception des ouvrages seront réalisées conjointement.

Le montant global de cette opération, financée par les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, est de 396 000 € T.T.C. répartis en :

- 151 200 € TTC sur le budget annexe de l'eau potable,
- 244 800 € TTC sur le budget annexe de l'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté

d'Agglomération de Montpellier pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et des eaux usées de la rue du Professeur Forgue,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DU COMITÉ DE SUIVI DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT DE L'ETANG DE L'OR - DÉSIGNATION

M. René REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) et les acteurs du territoire ont souhaité engager une démarche de contrat à l'échelle du bassin versant de la lagune de l'Étang de l'Or.

Le pilotage de l'élaboration et du suivi de ce contrat est confié à un comité de suivi appelé « Comité de bassin de l'Or » qui est constitué par arrêté préfectoral.

Il est présidé par un élu, membre de ce Comité. Son secrétariat et son animation sont assurés par le SYMBO, désigné comme structure porteuse du contrat.

Le rôle du Comité est de :

- piloter l'élaboration du contrat ;
- organiser la concertation entre les acteurs du territoire durant sa phase d'élaboration et de permettre l'expression de débats entre ces acteurs, en particulier au sujet de la définition des objectifs du programme de travaux du contrat et de ses modalités d'évaluation ;
- assurer le suivi de l'exécution du contrat pour faire un point annuel des actions engagées et préparer le programme de l'année suivante ;
- organiser la communication et l'information auprès des personnes qui sont représentées à travers le Comité.

Ce comité est composé de 45 délégués répartis en trois collèges, représentant :

- les collectivités territoriales et les établissements publics locaux (23 représentants soit 51%) ;
- les usagers (16 représentants soit 36%) ;
- l'Etat et ses établissements publics (6 représentants soit 13%).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier fait partie du premier collège. A ce titre, il convient de procéder à la désignation par voie de délibération de deux représentants de l'Agglomération qui siégeront en qualité de membres titulaires au titre du collège des établissements publics et groupements associés au Comité. Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Monsieur René REVOL,
- Monsieur Jean-Pierre RICO.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Messieurs René Revol et Jean-Pierre Rico en qualité de membres titulaires au sein du comité de suivi du contrat de bassin de l'Étang de l'Or et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à siéger au sein de ce comité et accepter toute fonction dans ce cadre, y compris celle de Président
- ;- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°55 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3767GD14 POUR L'ACHAT ET LA MAINTENANCE DE BACS ROULANTS ET DE DISPOSITIFS DE PRÉ-COLLECTE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. Cyril MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'un parc de conteneurs de pré-collecte (bacs roulants) des déchets ménagers et assimilés mis à disposition des usagers du service collecte. Ce parc représente environ 265 000 bacs pour un volume de 46 000 m3. Afin d'assurer les nouvelles dotations et la maintenance des

conteneurs, un marché a été conclu avec la société Temaco pour une durée de 3 ans à compter du 25 avril 2012, Un nouvel appel d'offres doit donc être lancé en application des articles 33 alinéa 3, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics afin d'assurer la continuité des prestations d'achat et maintenance des bacs roulants et dispositifs de pré-collecte des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le marché à lancer, sans variante ni prestation supplémentaire, comprend un lot unique et sera conclu pour une nouvelle période de 3 ans, hors période de préparation (4 semaines maximum) à compter du 25 avril 2015..

Les principales prestations objet du marché sont les suivantes :

- achat, mise en place et maintenance de bacs de collecte en porte à porte pour les déchets ménagers résiduels (bac à couvercle gris), pour les déchets recyclables secs (bacs à couvercle jaune), les biodéchets (bacs à couvercles orange), les papiers de bureau (bacs à couvercle bleu) ;
- achat, mise en place et maintenance de dispositifs spécifiques de pré collecte : postes fixe-bacs, abris à bacs,... ;
- enquêtes et informations du public au moment de la mise en place des bacs roulants.

Le marché à intervenir est à prix unitaires tant sur les fournitures que sur les prestations de maintenance (facturées au m3 de conteneurs par an) ou d'enquêtes et informations des usagers préalables à la dotation.

Le budget annuel actuel est de 1 500 000 euro H.T. Les montants totaux minimum et maximum sur la durée du marché sont fixés respectivement à 3 500 000 euro H.T. et 8 000 000 euro H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de lancer un appel d'offres pour la passation d'un marché portant sur l'achat et la maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte des déchets ménagers et assimilés,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Communauté d'Agglomération, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser la signature du marché tel que défini ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Monsieur MEUNIER ?

Monsieur MEUNIER, les bacs, il y a au moins des bouchons étanches dessous ?

Monsieur MEUNIER

Et ils seront livrés vides.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 55.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3775GD14 POUR L'ACQUISITION DE BENNES AMOVIBLES ET ARMOIRES DE STOCKAGE DES DÉCHETS DIFFUS SPÉCIFIQUES POUR LES DÉCHÈTERIES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. Cyril MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exploite vingt déchèteries (Points Propreté) dans le cadre de sa compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés ». Ces installations permettent aux usagers de déposer tous les déchets ne pouvant être collectés en porte à porte (inertes, ferrailles, encombrants, végétaux, bois, déchets toxiques, ...). Elles accueillent en moyenne 82 000 tonnes de déchets par an, recyclés ou valorisés à plus de 70 %. Le dépôt et l'évacuation des déchets vers les exutoires adaptés à chaque catégorie de déchets se fait au moyen essentiellement d'un parc de 210 bennes métalliques amovibles également propriété de la Communauté d'Agglomération.

Afin d'assurer le bon fonctionnement des déchèteries, l'Agglomération se doit de posséder des bennes en quantité adaptée. La durée de vie de ce type de matériel est d'environ 10 ans. De ce fait, le nombre estimatif de bennes à acheter annuellement en renouvellement de parc est d'environ une vingtaine d'unités. Les bennes doivent être renforcées afin de pouvoir supporter une compaction par rouleaux tasseurs et être équipées de filets anti envol. Les volumes des bennes seront de 10, 30 et 40 mètres cube.

Par ailleurs, la collecte des déchets diffus spécifiques (DDS) par le nouvel éco organisme Eco DDS agréé par les pouvoirs publics pour la reprise, le traitement et la valorisation des DDS des ménages dans le cadre d'une nouvelle filière dite à « responsabilité élargie du producteur », nécessite, pour leur entreposage en déchèteries, l'acquisition d'armoires métalliques renforcées aménagées en réponse aux spécifications techniques de l'éco organisme. Il convient donc d'en équiper les déchèteries.

Le marché n°2871GD12 « Acquisition de Bennes renforcées amovibles ouvertes avec filets de protection pour les Points Propreté de l'Agglomération de Montpellier », conclu à ces effets avec la Société TAM pour une année renouvelable deux fois, n'a pu être reconduit pour sa troisième année d'exécution. En effet l'entreprise se trouve être en situation de redressement judiciaire et toujours en période d'observation, donc dans l'incapacité d'apporter les garanties administratives et financières nécessaires sur une période complète d'un an. Un nouvel appel d'offres doit être lancé en application des articles 33 3^{al}, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics afin d'être en mesure d'assurer le bon état général du parc de bennes. Il permettra en outre, s'agissant de fournitures de qualités et de factures identiques aux bennes de déchèteries, de faire l'acquisition d'armoires métalliques pour l'entreposage des DDS.

Le marché sera passé pour une 1^{ère} période courant de sa notification au 31 décembre 2015, durée renouvelable de façon expresse 3 fois par périodes d'un an. Il s'agit d'un marché à bons de commande pour un montant annuel minimum de 150 000 € H.T. et pour un montant annuel maximum de 550 000 € H.T. Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider le lancement de l'appel d'offres pour la passation d'un marché portant sur l'acquisition de bennes amovibles ouvertes avec filets de protection et d'armoires de stockage des déchets diffus spécifiques,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Communauté d'Agglomération, chapitres 908 et 928,
- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président à signer le marché tel que défini ci-dessus ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°57 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CONTRAT DE REPRISE DES MATÉRIAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Cyril MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, gère vingt déchèteries appelées «Points Propreté (PP)».

En 2013, ces Points Propreté ont accueilli 81 079 tonnes de déchets dont près de 70% ont été recyclés.

Parmi ceux-ci, les filières de responsabilités élargies des producteurs (REP) assurent la reprise et la valorisation de certaines catégories de déchets tels que les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), les déchets diffus spéciaux des ménages (DDS) et les déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

Pour les matériaux non pris en charge par les REP, la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise des procédures de mise en concurrence afin d'en assurer les meilleures conditions technico économiques de reprise et négoce.

Dans ce cadre, une consultation ayant pour objet la reprise et le négoce des ferrailles issues des points propreté (déchetteries), du tri des encombrants collectés en porte à porte, ainsi que de la mise au rebut du mobilier des panneaux de jalonnement a été initiée le 17 juillet 2014. Les prix de reprise des matériaux seront indexés sur le cours des mercuriales proposées par le titulaire, avec fixation d'un prix « plancher » minimal.

A la date limite de remise des offres fixée au 18 août 2014 à douze heures, 3 plis ont été enregistrés émanant des sociétés GDE, sise chemin de l'Engarran, 34880 Lavérune, SITA sud, sise BP 7216, Rue Antoine Bequerel, 11782 Narbonne cedex et Saint Pierre exploitation SAS, sise 150 rue du mas de Bringaud, 34070 Montpellier.

Après analyse des candidatures, le dossier de la société St PIERRE, incomplet, a été déclaré irrégulier. Les dossiers de candidature des sociétés SITA SUD et Guy Dauphin Environnement (GDE) ont été déclarés conformes.

A l'issue de l'analyse des offres menée selon les critères de choix définis par le règlement de la consultation, la proposition de la société GDE a été déclarée la plus avantageuse. Les prestations débiteront dès la notification du contrat pour une durée d'un (1) an renouvelable deux (2) fois pour une durée identique, soit trois (3) ans maximum.

Les montants planchers de reprise sont fixés à 85 euros par tonne pour la ferraille et 390 euros par tonne pour l'aluminium issu de la signalétique.

Ces prix planchers seront susceptibles d'évoluer à la hausse en fonction de l'évolution des prix de reprises en vigueur (mercuriales).

A titre d'information, 1199 tonnes de ferrailles et d'aluminium ont été valorisées du mois de janvier 2013 au mois de mars 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de contrat à conclure avec la société GDE pour la reprise des matériaux issus des filières de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits en recette au budget de la Communauté d'Agglomération de

Montpellier, au chapitre 928 ;

- autoriser Monsieur le Président à signer ce contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Monsieur MEUNIER

C'était juste pour dire que c'était la récupération des métaux, donc c'était intéressant parce que ça permet d'avoir une gestion qui soit un peu plus facile à faire en particulier en propreté et en dangerosité pour ne pas susciter des vocations de récupérateurs de métaux et qu'en plus, on arrive à avoir une économie dessus. C'est la société GDE qui a remporté cette mise en concurrence.

Monsieur le Président

Pour une explication de vote, Madame JAMET.

Madame JAMET

Parce que, comme je le répète, il n'y a pas de convention, nous n'avons absolument rien. Il me semble que le sujet est assez brûlant et assez complexe pour que nous ayons quand même quelques détails sur cette affaire et nous n'en avons absolument aucun.

Monsieur MEUNIER

Excusez-moi, Madame JAMET, je reprends la parole, mais le dossier a été très explicitement détaillé, en particulier les raisons du choix de la société GDE, en commission d'environnement. Moi, je vous écoute depuis tout à l'heure, mais si vous voulez, sur la totalité d'un Conseil d'agglomération, toutes les conventions, tous les cahiers des charges, dans ce cas vous venez les chercher. À mon niveau, dans le service dont j'ai la responsabilité en tant que Vice-Président, si vous voulez des éléments, venez les chercher, avec grand plaisir les services de l'Agglomération qui s'occupent de la gestion des déchets vous transmettront les informations que vous demanderiez. Nous vous donnerons tous les documents, vous allez y passer 24h/24h. Il faut être raisonnable, surtout si vous siégez à la Région et à la ville de Montpellier en même temps, je ne sais pas comment vous faites.

Madame JAMET

Vous avez des élus qui veulent travailler les dossiers et être au fait et savoir pour quoi ils votent ou pas.

Monsieur MEUNIER

Mais il n'y a aucun problème, tous les services qui travaillent sous ma responsabilité sont à votre disposition pour vous donner des explications si vous ne pouvez pas venir à la commission à laquelle on donne toutes les explications. Je crois que les gens qui viennent à la commission des déchets ont eu toutes les explications. J'en appelle au témoignage des gens qui sont dans cette salle.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEUNIER. Au fait, Madame JAMET, vous qui êtes la première à nous faire remarquer qu'Anticor, c'est la panacée. Les deux sénateurs front national qui ont été élus, ils n'ont pas démissionné de leur poste.

Madame JAMET

Je tiens à rendre hommage à ces deux élus, d'autant que nous avons aujourd'hui la plus jeune députée de France de la République et nous avons aujourd'hui le plus jeune sénateur de France de la République. C'est dire si les espoirs de nos compatriotes sont incarnés par une jeunesse dont nous n'avons pas à rougir.

Monsieur le Président

Mais nous avons la plus jeune conseillère municipale de France. Mademoiselle BODKIN est la plus jeune conseillère municipale de France et elle n'est pas front national.

Madame JAMET

Deuxièmement, la charte Anticor a été faite spécialement pour lutter contre le front national, donc je l'observe avec beaucoup d'attention. C'était dans les statuts, c'était au lendemain du 21 avril, plus jamais ça.

AFFAIRE N°58 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – ÉTUDE DU PLAN LOCAL DE DÉPLACEMENTS DE LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération du 19 juillet 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé son Plan de Déplacement Urbain (PDU) 2010-2020. Véritable outil stratégique intégré au Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) approuvé le 17 février 2006 et actuellement en cours de révision, le PDU définit une stratégie générale visant à planifier les principes organisationnels des transports des personnes et des marchandises, de la circulation et du stationnement dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ; les objectifs majeurs poursuivis consistant à maîtriser le trafic automobile et encourager les « écomobilités ».

Faisant suite à cette approbation, les Plans Locaux de Déplacements (PLD) ont vocation à préciser de manière opérationnelle, les orientations du PDU à l'échelle communale, en programmant des actions adaptées aux spécificités du territoire, et compatibles avec les objectifs du PDU. Ces démarches permettent une analyse conjointe des enjeux liés à chaque mode de déplacement et à leurs interactions : transports collectifs, voiture individuelle, vélo, marche à pied... De plus, les PLD définissent des orientations affinées sur les questions de réglementation du stationnement, de la circulation, des livraisons, etc., en lien direct avec le pouvoir de police du Maire. Les PLD établissent un programme d'actions à court, moyen et long terme, destiné à faciliter l'émergence de projets et accélérer leur mise en œuvre. Il s'agit d'orienter et de coordonner les différentes interventions des communes en matière de déplacements et de gestion des besoins de mobilités, via la programmation d'actions adaptées aux enjeux et spécificités locales. L'objectif est d'aboutir à la rédaction d'un document de planification local permettant d'articuler finement et de mettre en cohérence, les enjeux d'urbanisme et de mobilité, notamment au travers des PLU et des projets d'aménagements urbains.

Au travers de ce dispositif, l'objectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est ainsi d'encourager l'évolution des comportements et des pratiques de mobilité, notamment via le déploiement d'offres de déplacements alternatives à l'automobile et la mise en œuvre d'actions favorables aux écomobilités, en jouant des multiples possibilités offertes par les modes alternatifs (qu'il s'agisse des modes actifs, marche à pied et vélo, ou des transports publics).

Afin de faciliter la prise en compte de ces objectifs essentiels et la mise en œuvre coordonnée des grands projets portés par les documents de planification, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite accompagner la démarche d'élaboration du Plan Local des Déplacements de la commune de Saint Jean de Védas.

Depuis plus de trente ans, la Commune de Saint Jean de Védas connaît une augmentation importante de sa population qui se traduit par un étalement des zones urbanisées résidentielles ainsi que des zones d'activités économiques, en bordure des axes routiers. Lancée au premier semestre 2013, la ZAC Roque Fraisse (1 750 logements), intégrée à un site stratégique identifié au SCOT, est un des exemples d'une urbanisation maîtrisée. Toutefois, sa réalisation impactera à terme les conditions de circulation déjà difficiles localement du fait du poids des flux de transit venant s'ajouter aux besoins locaux de circulation. Dans ce contexte de « ville traversée », plusieurs projets d'infrastructures liés à la réalisation du système de déplacements multimodal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont programmés, et vont venir s'inscrire dans le territoire de Saint Jean de Védas au cours des prochaines années. L'engagement de la commune de Saint Jean de Védas dans la démarche PLD doit ainsi être accompagné par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette démarche d'étude spécifique justifie l'attribution d'un fond de concours à hauteur de 25 % du coût global des marchés d'études engagés, dans la limite d'un plafond de 12 500 €. Cette participation s'inscrit dans la mise en œuvre de projets d'aménagements urbains ayant fait l'objet d'études partenariales et engageant la réalisation d'équipements.

Il y a lieu de formaliser le versement de ce fonds de concours par la signature d'une convention avec la commune bénéficiaire. Celle-ci précise notamment les objectifs des politiques urbaines poursuivies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et prévoit les modalités de versement du fonds de concours en fonction de l'atteinte de ces objectifs dans la mise au point du projet de PLD.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à la Commune de Saint Jean de Védas d'un fonds de concours à hauteur de 25% du coût global du marchés d'études engagés, dans la limite d'un plafond de 12 500 € ;
- dire que le versement de ce fonds de concours est conditionné à la signature d'une convention avec la Commune bénéficiaire ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de fonds de concours ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Madame GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues. À la suite de la ville de Montpellier, la commune de Saint Jean de Védas souhaite se lancer dans la réalisation de son plan local de déplacement. L'objectif de cette étude est la mise en place d'un nouveau plan de circulation qui fait la part belle aux automobiles bien sûr, mais également aux vélos et aux piétons. L'étude permettra également une hiérarchisation des voies de circulation. Saint Jean, comme commune pilote, va bénéficier de l'aide de l'Agglomération. Aide technique tout d'abord, montage du cahier des charges pour la consultation des entreprises, suivi d'étude et suivi opérationnel. Et puis, une aide financière également de 25 % sur le

montant total hors taxe de l'étude, plafonné à 12 500 euros. La commune de Pérols suivra prochainement la démarche.

Monsieur le Président

Je voudrais féliciter le maire de Pérols d'avoir choisi une extraordinaire Adjointe à l'urbanisme, Madame GIANIEL. Monsieur MARTIN.

Monsieur MARTIN

Un léger détail. Je profite de cette affaire parce qu'on oublie souvent un mode de déplacement qui est pourtant très courant. Même s'il y a des petits points à la fin de la liste des modes de déplacement, voiture, marche à pied, vélo, etc., ce sont les deux roues motorisés. Je pense que bien souvent, on ne prend pas en compte, dans notre organisation des déplacements, les deux roues motorisées. Si j'en parle c'est parce que c'est un mode de déplacement qui est très utilisé, de plus en plus utilisé et finalement, face aux difficultés de déplacement, je crois qu'il est important de regarder comment les gens eux-mêmes s'organisent. Et donc après, politiquement, d'en tenir compte dans nos projets et nos actions. Je pourrais développer plein d'exemples sur lesquels on a refait des rues qui sont trop étroites pour que même les voitures complaisantes empêchent les deux roues motorisées de remonter les files, ce qui est toléré. Pas simplement pour rendre service aux deux roues en question, qui évidemment gagnent du temps, mais aussi parce que quand ils remontent les files, ça permet de raccourcir les embouteillages. Juste pour illustrer, on sait très bien que quand il pleut à Montpellier, comme dans les autres villes d'ailleurs, il y a beaucoup plus d'embouteillages. Ce n'est pas simplement parce que la visibilité est moins bonne, parce que les rues sont plus glissantes, etc., c'est parce que tous les gens qui sont en deux roues motorisés, sont bien souvent aussi des gens qui roulent en voiture et quand il pleut, ils prennent leur voiture et donc, ça rallonge les embouteillages. On voit donc bien l'impact du deux roues motorisées et très souvent, on ne le prend pas en compte à la fois dans nos études et dans nos actions. C'est donc pour vous inviter à en tenir plus compte parce que les gens, eux, se sont organisés avec ce mode de déplacement.

Monsieur le Président

Vous avez raison, Monsieur MARTIN. Madame GIANIEL, il faudra rajouter à la réflexion les scooters.

Madame GIANIEL

Absolument, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE DE LA QUATRIÈME LIGNE - COMMISSION D'INDEMNISATION À L'AMIABLE - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION - APPROBATION

Mme Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre des travaux du bouclage de la ligne 4 du tramway, le Conseil de Communauté a, par délibération n°11815 du 24 septembre 2013, décidé la création d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA).

Cette commission permet d'instruire les demandes et d'indemniser, dans un cadre légal, à l'amiable et dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure contentieuse, les professionnels riverains concernés par des préjudices vérifiés qui pourraient leur être causés à l'occasion des travaux.

Par délibération n°12448 du 31 juillet 2014, le Conseil de Communauté a désigné les représentants, à la CIA de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi qu'une personnalité compétente titulaire et suppléante.

Il convient de remplacer Monsieur Gérard BORRAS, Président honoraire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, précédemment désigné tant que personnalité compétente suppléante.

A ce titre, il convient de procéder à la désignation d'un représentant de l'Agglomération appelé à siéger en qualité de personnalité compétente suppléante.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation du représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation suivante :

-Monsieur Bernard MICHEL

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Monsieur Bernard MICHEL personnalité compétente suppléante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable de la Ligne 4 et l'autoriser à exercer toute fonc-

tion dans ce cadre ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°60 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER III - APPROBATION

Mme Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La démocratisation de l'usage de l'automobile a certes permis de faciliter les déplacements, mais elle a également contribué à l'accélération de l'étalement urbain le long des faubourgs, puis des banlieues périphériques. Les conséquences qui découlent sur l'usage de la voiture particulière, le plus souvent utilisée de manière individuelle, sont perceptibles par tous : augmentation des distances quotidiennes parcourues, allongement des temps de parcours, saturation des grands axes à l'heure de pointe, consommation d'espace accrue, dégradation de la qualité de l'air, insécurité routière ...

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé en 2006, actuellement en cours de révision, témoigne de la prise de conscience de la nécessité de limiter cette consommation d'espace, tout en fixant des limites claires et durables aux extensions urbaines qualifiées de « stratégiques ». S'inscrivant dans la continuité des ambitions du SCoT, le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé en 2012 ambitionne d'articuler « transport » et « urbanisme », en rééquilibrant la part de la voiture avec celle des transports publics et des modes actifs (piétons, cyclistes). Pour cela, le PDU définit une stratégie d'organisation du transport des personnes et des marchandises à l'horizon de 2020 qui repose sur trois axes : construire la ville des courtes distances, accélérer la transition vers de nouvelles mobilités en limitant le réflexe automobile, déployer une offre de transport intermodale à l'échelle de la métropole.

Il s'agit donc pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, d'agir sur l'aménagement de la ville et des espaces publics, tout en renforçant l'attractivité des transports publics, afin de donner des signaux destinés à réguler les comportements de mobilité. Cette stratégie a gagné en visibilité ces dernières années : réalisation d'un réseau de quatre lignes de tramways, piétonisation, offre de location de vélos, encouragement de l'intermodalité, mixité des fonctions urbaines dans les nouveaux quartiers ...

C'est dans ce contexte que s'inscrit, le partenariat établi depuis 2012 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et, le Master « Mobilité spatiale et Aménagement » de l'Université Montpellier III Paul Valéry. Il s'agit, pour les services de l'Agglomération, de suivre et encadrer un projet tuteuré des étudiants consacré cette année à l'étude de la mobilité scolaire sous l'angle des usages et des temporalités.

Premiers usagers des réseaux de tramways et de bus proposés par l'Agglomération, les populations scolaires (collégiens et lycéens), par nature composées d'utilisateurs largement captifs des transports publics, exercent aujourd'hui une forte influence sur la structuration, l'organisation, et la gestion de l'offre de transports publics. L'étude des flux et des temps de déplacement entre domiciles et établissements scolaires en utilisant les transports en commun est un élément clé pour mieux appréhender les comportements de mobilité des jeunes au quotidien, et ce d'autant plus qu'ils conditionnent aussi les futures pratiques de mobilité. Les liens entre rythmes et flux scolaires d'une part et desserte par les transports publics d'autre part sont aussi stratégiques pour améliorer la gestion de notre offre de transport.

Cette collaboration renouvelée est une opportunité de renforcer les liens et les connaissances mutuelles entre l'Université et Montpellier Agglomération, donnant aux étudiants de ce Master la possibilité d'analyser « in situ », le fruit de leurs apprentissages. La Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficiera d'une expertise en termes d'aménagement de très bon niveau. Ce partenariat et l'étude qui sera réalisé contribueront ainsi à une meilleure connaissance de la mobilité scolaire, utile à l'élaboration du schéma directeur transports.

Ce projet tuteuré se matérialise sous la forme d'une convention de partenariat entre l'Université de Montpellier III et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Dans le cadre de ce partenariat et de l'étude à mener, l'Agglomération de Montpellier alloue à l'Université de Montpellier III une dotation de fonctionnement à hauteur de 1 000 € net de taxes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de partenariat avec l'université de Montpellier III,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 928 du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Madame GIANIEL

L'agglomération de Montpellier continue son partenariat avec l'UM3, notamment dans le cadre du Master mobilité spatiale et aménagement. L'université propose à deux étudiants de rejoindre les services de l'Agglomération de Montpellier pour mener une étude extrêmement importante sur la mobilité des collégiens et des lycéens qui représentent une part importante des usagers des transports en commun sur l'agglomération et pouvoir dessiner des perspectives

qui nous seront fort utiles dans le cadre du schéma directeur des mobilités que nous sommes en train de réaliser.

Monsieur le Président

Merci. Lors de la réunion préparatoire à laquelle j'ai assisté, j'ai demandé à ce que les services, vous-mêmes et les élus prennent en compte le temps dans la ville. Nous avons beaucoup d'universités, d'administrations, d'entreprises, il est important que nous puissions organiser les sorties et les entrées de façon cohérente. Ça avait déjà été fait il y a une dizaine d'années, mais de façon très superficielle, il faut maintenant le reprendre, notamment pour le campus, afin que les universités et leurs horaires d'entrée soient étalés dans le temps pour permettre aux transports collectifs de fonctionner de façon continue et éviter les désagréments des encombrements dans la ville. Nous avons parlé de cela et nous l'avons intégré dans le schéma général du plan de déplacement urbain de l'Agglomération de Montpellier. À l'origine, c'était Anne Hidalgo qui avait lancé les bureaux du temps à Paris, elle s'était inspirée de la ville de Rennes. J'ai d'ailleurs vu qu'aujourd'hui, elle s'inspire très largement de notre communication sur la démocratie locale et la proximité, c'est presque du mot à mot dans les tweets. Merci, Anne, de faire la promotion de Montpellier. Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA RÉALISATION DU FRANCHISSEMENT DE L'AUTOROUTE DÉPLACÉE ET ÉTUDE DU FRANCHISSEMENT DE L'AUTOROUTE EXISTANTE AVEC AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Le sud de l'Agglomération de Montpellier fait aujourd'hui l'objet de plusieurs grands projets d'infrastructure dont le déplacement de l'autoroute A9 par Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire pour le compte de l'Etat. Le rétablissement des circulations de part et d'autre de l'autoroute déplacée, au droit du pôle multimodal Montpellier Sud de France, doit être prévu pour ne pas enclaver ce secteur et permettre un lien avec la Ville et ses évolutions futures. Il en est de même pour le franchissement de l'A9 actuelle.

D'autre part, une réalisation de l'ouvrage déplacée après la mise en service de cette dernière, induirait des surcoûts considérables liés aux contraintes d'intervention sur une autoroute en exploitation.

ASF, exploitant de l'autoroute A9 et concessionnaire de l'autoroute A9 déplacée, est l'opérateur le plus pertinent pour étudier concomitamment les deux ouvrages de franchissement dans le respect des contraintes liées à l'exploitation d'une autoroute en service et celles d'une autoroute en construction. Il est donc proposé de confier à ASF les études de ces ouvrages ainsi que la réalisation de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée dans le cadre des travaux en cours afin d'en minimiser le coût.

La convention proposée a pour objet de définir les conditions financières dans lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier participera à la conception de ces ouvrages et à la réalisation de l'ouvrage sur l'A9 déplacée.

ASF assurera l'ensemble des prérogatives et responsabilités inhérentes à la maîtrise d'ouvrage, à l'exception du financement du projet (études et travaux), dont la charge incombe intégralement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à assurer le financement de ces études et travaux pour un montant indicatif prévisionnel de 6 millions d'euros H.T., soit 7,2 millions d'euros T.T.C., hors acquisitions foncières.

L'Agglomération de Montpellier sollicitera toutes les subventions possibles pour ces travaux notamment dans le cadre du futur Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2014/2020 et du 3^{ème} appel à projets TCSP.

Les travaux seront engagés après accord formel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce coût sera ensuite précisé après attribution des marchés de travaux sur la base d'un rapport à remettre par ASF à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le coût définitif sera établi à l'achèvement des opérations.

Les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet seront effectuées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'ouvrage réalisé restera propriété de l'Etat qui en assurera l'entière gestion et les équipements de surface seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, gestionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de financement avec ASF,
- demander à l'Etat et à la Région Languedoc Roussillon d'intégrer cette question dans les financements du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) pour la période 2014-2020 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame GIANIEL

Actuellement ont débuté les travaux de déplacement de l'autoroute A9. Le contournement Nîmes-Montpellier viendra encore encercler ces deux infrastructures majeures de l'Agglomération et de la Région par la partie Sud-est. Et donc, la gare de Montpellier la Mogère vient se positionner sur la pastille verte telle que vous la visualisez sur la diapositive. La situation de la gare TGV ravit absolument les communes de Lattes et Pérols et de tout le Sud-est de l'Agglomération. Mais aujourd'hui, il s'agit de manière impérative de travailler les transparences avec le Nord de l'Agglomération et la ville-centre. Concernant cette affaire, il s'agit donc de profiter, entre guillemets, des études et travaux actuellement menés par le concessionnaire de l'autoroute, à savoir ASF, et travailler de manière concomitante de manière à gagner du temps et au niveau budgétaire et donc étudier les travaux qui vont permettre de générer cette transparence routière, piétonne, vélo, scooter. Tout d'abord, au niveau du lycée professionnel Mendès France puisqu'aujourd'hui la circulation qui est proposée est une voie unique qui nécessite une circulation alternée. Ensuite, une deuxième circulation à proposer au niveau du franchement de l'A9 déplacée ou A9B. Cette opération étude et travaux représente un coût global de 6 millions d'euros pour laquelle il s'agit de nous engager rapidement pour profiter de la concomitance avec les travaux en cours.

Monsieur le Président

Merci, Madame GIANIEL. Monsieur MEISSONNIER.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues. Il y a un petit bémol par rapport à tous les travaux d'infrastructures qui étaient prévus, notamment sur l'Agglomération et sur la ville-centre Montpellier, sur le contrat de plan État/Région. En effet, les travaux n'ont pas été retenus, juste les études ont été retenues sur le contournement Ouest de Montpellier, le COM, et sur la déviation de la 113 sur la partie Est. Il y a donc tout lieu de s'inquiéter sur un désengagement de l'État. Et considérant que certains travaux au droit de Nîmes sont inscrits au contrat de plan État/Région et vu la position de notre nouveau Président au Conseil régional, il y a tout lieu de prendre à corps les projets d'infrastructures qui sont directement liés à la ville-centre et au contournement Ouest de Montpellier et sur la déviation de la 113 pour en faire un élément majeur à porter lors de votre prochaine visite au Président de la République, sur l'intérêt qu'il peut y avoir à l'aménagement du territoire, notamment sur l'Agglomération de Montpellier et sur la future métropole. Donc, nous comptons sur vous, Monsieur le Président, pour faire monter en haut lieu l'intérêt que nous pouvons avoir.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Nous avons, avec Monsieur le Préfet, mis en place les discussions nécessaires avec la Région pour intégrer les deux chantiers dont vous parlez : le contournement Ouest et la déviation de la 113. Nous allons essayer de les intégrer dans le plan État/Région. Je ne cesse de le remercier la Préfet parce qu'il fait un travail remarquable, d'une grande efficacité et d'une grande honnêteté. Nous avons des petits déjeuners au rythme d'un chaque trois semaines pour pouvoir, en temps réel, suivre l'ensemble des dossiers. Moi je suis pour plus d'État, je trouve qu'il n'y a pas assez d'État dans ce pays. Alors, naturellement, les gens de gauche sont plus pour la décentralisation, moi je suis pour plus d'État. Je suis d'une gauche bonapartiste. C'est pour ça que les Préfets s'entendent très bien avec moi. Je mets aux voix l'affaire 61.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'OBJECTIFS « SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR - DISPOSITIF DE SURVEILLANCE ET D'INFORMATION MONTPELLIER AGGLOMÉRATION » AVEC AIR LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier et l'enveloppe financière prévisionnelle.

La mise en service de cette 3^{ème} ligne de tramway et de la 4^{ème} ligne partielle, est intervenue en avril 2012.

La Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (dite LOTI) de 1982, prévoit que, 3 ans après la mise en service d'une ligne de tramway, les impacts de cette opération soient mesurés.

Par ailleurs, la convention signée avec l'Etat (via l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France - AFITF) pour le financement de la 3^{ème} ligne de tramway, pour un montant de 82,6 millions d'Euros, prévoit qu'un pré-bilan soit adressé à l'Etat pour solliciter le paiement du solde de la subvention.

Parmi les items à traiter dans le cadre de ce bilan figurent les incidences de l'opération sur la qualité de l'air.

Par délibération n°10568 du 20 décembre 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention de partenariat avec Air Languedoc-Roussillon afin de contribuer au suivi et à l'évaluation des incidences du Plan de Déplacements Urbains ainsi que, de manière plus ciblée, d'opérations de tramway ou de nouveaux plans de circulation, sur la qualité de l'air.

Cette convention prévoit que « Montpellier Agglomération pourra confier à Air LR des actions spécifiques d'intérêt général complémentaires aux missions [générales de surveillance de la qualité de l'air] ; selon leur ampleur, ces actions donneront lieu ou non à la signature d'avenants aux modalités financières propres ».

Le projet d'avenant n°1 a pour objet de confier à Air Languedoc-Roussillon une mission particulière de mesure des incidences de la mise en service de la 3^{ème} ligne de tramway et de la 4^{ème} ligne partielle sur la qualité de l'air ; mesures qui contribueront à l'élaboration du bilan au titre de la Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (dite LOTI) de 1982.

Elle consiste dans l'ajout de points de mesure sur le tracé des lignes de tramway et, si besoin, en la réalisation de modélisations.

Cette mission s'intègre dans l'importante campagne de mesure, sur l'agglomération montpelliéraine, dans le cadre du programme régional de surveillance de la qualité de l'air.

La participation financière de la Communauté d'Agglomération à cette étude est fixée à 4 100 € pour la livraison des résultats des mesures et 4 100 € pour la modélisation (prix fermes et hors du champ d'application de la TVA).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de partenariat et d'objectifs « Surveillance de la qualité de l'air - Dispositif de surveillance et d'information Montpellier Agglomération » avec Air Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits au budget communautaire, au chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : PROXIMITÉ ET RELATIONS USAGERS – GESTION DES TEMPS - RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION À L'ASSOCIATION TEMPO TERRITORIAL

M. Laurent JAOUL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Proximité et relations usagers, rapporte :

L'association Tempo Territorial a été créée en 2002 pour promouvoir les politiques temporelles en France.

Les objectifs de cette association nationale sont :

- de construire un lieu d'échange et de capitalisation d'expériences ;
- d'intégrer la dimension temporelle à des échelles pertinentes dans les domaines du développement économique, des transports, de l'action culturelle et sportive, de l'aménagement du territoire, etc. ;
- de favoriser le débat public sur la gestion des temps en France et en Europe, entre pouvoirs publics, entreprises, habitants, salariés, usagers.

Sur la période 2013-2014, les actions conduites par l'association sont les suivantes :

- organisation de plusieurs colloques thématiques, dont entre autre : « services publics quelle accessibilité », « temps, travail des acteurs de la santé », « Articulation des temps de vie, nouvelles organisations du travail : une utopie en marche ? »... ;
- publications : lettre d'information, actes des colloques, livret de capitalisation ;
- interventions dans des colloques, contribution au rapport d'information du sénat sur les politiques temporelles ;
- organisation de groupes de travail thématiques : échanges méthodologiques, idées, capitalisation sur « urbain-rural » « formation » ;
- organisation de 2 rencontres avec le réseau européen, Tempo Territorial animant maintenant le réseau ;
- organisation de formations.

Ce réseau permet d'alimenter le travail local mené par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de faire remonter certaines préoccupations locales au niveau national et de promouvoir les actions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier menées dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler son adhésion à cette association. Le montant annuel de l'adhésion s'élève à 3 000 € T.T.C. Celle-ci sera ensuite reconduite expressément.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association TEMPO Territorial pour l'année 2014 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier 2014, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°64 : PROXIMITÉ ET RELATIONS USAGERS – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR L'ACQUISITION D'ENVIRON 250 TRANSMETTEURS TÉLÉ-ALARME - APPROBATION

M. Laurent JAOUL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Proximité et relations usagers, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier offre aux personnes âgées ou aux personnes en état de dépendance la possibilité de bénéficier de transmetteurs de téléalarme à leur domicile. Cette prestation contribue à leur maintien à domicile.

Une dotation de 45 000 € est inscrite au budget primitif 2014 pour l'acquisition de transmetteurs. Cette dotation devrait permettre l'acquisition d'environ 250 appareils supplémentaires.

Le règlement d'aide du Département de l'Hérault prévoit l'attribution de subventions pour l'acquisition de ce type de matériel.

Il est proposé au Conseil de Communauté de solliciter une subvention auprès du Département de l'Hérault pour l'acquisition de deux cent cinquante transmetteurs supplémentaires de téléalarme dans le cadre des prévisions budgétaires de l'exercice 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter une subvention du Département de l'Hérault pour l'acquisition de deux cent cinquante transmetteurs de télé-alarme ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 901 114 article 1313 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur JAOUL

Monsieur le Président, mes chers collègues. Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier offre aux personnes âgées ou aux personnes en état de dépendance la possibilité de bénéficier de transmetteurs de téléalarme à leur domicile. Cette prestation contribue à leur maintien à domicile. Une dotation de 45 000 euros est inscrite au budget primitif 2014 pour l'acquisition de transmetteurs. Cette dotation devrait permettre l'acquisition d'environ 250 appareils supplémentaires. Le règlement d'aide du Conseil général de l'Hérault prévoit l'attribution de subventions pour l'acquisition de ce type de matériel. Il est donc proposé de solliciter une subvention auprès du département de l'Hérault pour l'acquisition de ces appareils supplémentaires. Donc, mes chers collègues, je vous demande d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur JAOUL. Plus de 7 000 seniors bénéficient de la téléalarme dans l'agglomération. C'est en réponse à ceux qui quelquefois interrogent l'Agglomération sur son rôle dans la solidarité.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : ESPACE PUBLIC – JALONNEMENT - MARCHÉ N°3777 TV 14 - ÉTUDES DE JALONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - LANCEMENT DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Rabii YOUSSEF, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence voirie, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure sur l'ensemble de son territoire la mise en place et la gestion des équipements de jalonnement directionnel en cohérence avec les schémas de jalonnement existants.

Pour assurer ses missions la Communauté d'Agglomération de Montpellier fait appel aux services d'un bureau d'étude spécialisé pour procéder à des études d'assistance technique dans le domaine du jalonnement et des déplacements.

Le marché correspondant arrive à terme le 5 juin 2015 (où plus tôt si le montant maximum prévu au contrat est atteint avant).

Il convient donc de lancer une nouvelle procédure sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application du Code des Marchés Publics, pour les années 2015 à 2018. Ce marché prendra effet à compter de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des prestations, dès achèvement du contrat actuel, ce qui garantira la continuité du service. Ce nouveau marché sera conclu pour une 1^{ère} période courant jusqu'au 31 décembre 2015, durée renouvelable de façon expresse 3 fois par périodes d'une année.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande sans maximum ni minimum, à prix unitaires, en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert du marché n°3777 TV 14 relatif à l'étude du jalon-

nement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- dire que les crédits correspondant seront inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 908 et 928,

- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché ainsi que tout autre document relatif à cette affaire et prendre toute décision relative à son exécution.

Monsieur YOUSSEUS

Monsieur le Président, chers collègues. C'est le renouvellement d'un appel d'offres pour que l'Agglomération puisse assurer ses missions pour procéder à des études d'assistance technique dans le domaine du jalonnement et des déplacements.

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°66 : HORS COMMISSION – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA MANIFESTATION MEDIALAB SESSION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Adaptée des concepts des hackathons, startup weekend ou game jam, la Medialab Session est un concours permettant à des équipes composées de plusieurs profils (journaliste, designer, développeur) de construire en 2 jours un concept de nouveau media qui est présenté en fin de session sous forme de pitch (présentation rapide). Les réflexions portent sur le contenu rédactionnel et la production des contenus et articles, sur les vecteurs de diffusion et sur les business models.

Après Paris, Bruxelles et Nantes, la 4ème Medialab Session se déroulera du 10 au 12 octobre 2014 à Montpellier, organisée par des journalistes et consultants locaux et par une association Lahoda Prod basée à Nantes. Cette manifestation sera hébergée dans les locaux de la pépinière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Cap Omega.

Dans le secteur des media, fortement impacté par la transition numérique et qui fait face à des enjeux énormes - crise des medias traditionnels, modèles d'affaires instables pour les nouveaux medias -, un concours comme la Medialab Session favorise les collaborations et les démarches innovantes et peut apporter de nouveaux éclairages à ce secteur. Cette manifestation rentre donc dans le champ des actions locales liées à la French Tech.

Une subvention de 1 000 euros est proposée pour soutenir l'organisation de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 1000 euros, à l'association Lahoda Prod pour l'organisation de la Medialab Session de Montpellier, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 929,
- autoriser M. le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Madame DARDE

Il vous est proposé, mesdames et messieurs, Monsieur le Président, d'approuver la subvention de 1 000 euros à l'association Lahoda Prod pour l'organisation de la Medialab session de Montpellier, sous réserve de la signature de la convention correspondante.

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Madame DARDE ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°67 : HORS COMMISSION – PARTICIPATION AU WORKSHOP VILLE INTELLIGENTE ORGANISÉE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE - FINANCEMENT DU DÉPLACEMENT À BRUXELLES - APPROBATION

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le projet Cité intelligente initié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été reconnu par la Commission européenne comme faisant partie des territoires européens engagés dans des projets smart cities.

La Commission Européenne entend développer un cluster réunissant ces territoires afin de favoriser les échanges et de créer des conditions favorables au montage de projets. L'objectif pour la Commission est de gagner en efficacité

dans la mise en œuvre des projets, de faciliter les partenariats et de susciter de nouvelles opportunités au plan économique.

Dans ce cadre, la Commission européenne prévoit un Workshop "European Innovation Partnership on Smart cities" le 8 octobre à Bruxelles qui réunira les territoires innovants en matière de ville intelligente.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite participer à ce workshop.

Le cout maximal de ce déplacement pour un technicien est estimé à 1 000 euros T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation d'un agent au Workshop Ville intelligente organisée par la Commission européenne,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame MARION

Dans le cadre de la cité intelligente dont nous faisons partie, une instance européenne s'est créée et a inclus la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Elle a considéré qu'elle faisait partie des territoires européens engagés dans des projets Smart cities. Cette instance entend développer un cluster réunissant des territoires en pointe dans ce domaine afin de favoriser les échanges et de créer des conditions favorables au montage de projets. Sachant qu'en ce moment, à l'Agglomération, on rajoute un silo au niveau de la cité intelligente concernant la santé. Donc, effectivement, on demande le déplacement d'un technicien, qui a été estimé à 1 000 euros, pour aller à Bruxelles.

Monsieur le Président

Merci, Madame MARION. Je mets aux voix votre proposition.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Je vous rappelle que le prochain Conseil d'Agglomération aura lieu le 30 octobre à 18h. Mais avant cela, le 24 octobre à 16h, nous ferons le Conseil d'Agglomération extraordinaire, lorsque toutes les communes de l'agglomération auront voté concernant le passage en métropole. Afin qu'il y ait une délibération de principe, mais que ce soit aussi un acte politique partagé avec tous les maires de l'agglomération de Montpellier.

Je vous remercie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2014-309 - 21/07/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une déclaration préalable pour la construction du poste de refoulement du stade à Sussargues

Objet : Le raccordement des effluents de la commune de Sussargues à la future station d'épuration intercommunale Saint Geniès des Mourgues-Sussargues oblige à la construction d'un poste de refoulement, objet d'une déclaration préalable.

N°D2014-337 - 12/08/14 - Direction des Sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à titre gratuit

Objet : Dans le cadre de ses compétences, la CAM gère les installations sportives suivantes : le stade Yves du Manoir à Montpellier, le stade Jules Rimet à Sussargues. Dans le cadre de cette gestion, elle met gratuitement ces installations à disposition des différents clubs qui contribuent, au travers du développement de leurs activités sportives, au rayonnement de la Communauté d'Agglomération dans leurs domaines respectifs.

N°D2014-354 - 12/08/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas

Objet : Il s'agit de compléter l'acte de création de la régie, en y incluant : "la participation d'organismes sociaux" pour les encaissements, et "le virement sur le compte du régisseur" pour les modes de recouvrements.

N°D2014-358 - 21/07/14 - Direction des Sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit

Objet : Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du Sport, la CAM gère le réseau des piscines. Il convient de répondre avec la plus grande réactivité en vue de la saison sportive 2014-2015, aux demandes d'attribution de créneaux horaires effectuées par les associations.

N°D2014-362 - 21/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue avec la SERM concernant un local sur Prades le Lez destiné à accueillir la Maison d'Agglomération

Objet : Une convention d'occupation précaire est conclue entre la CAM et la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM). La convention concerne un local sur Prades le Lez afin d'y maintenir la Maison d'Agglomération. La convention porte sur un local de 35,78 m², situé au 75 Route de Mende à Prades le Lez (34430). Elle est consentie pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement pour une durée n'excédant pas 1 an sous réserve d'obtenir l'accord de la SERM sur cette prolongation. La redevance annuelle est de 3649.56 € T.T.C à laquelle s'ajoute une provision annuelle de charges de 1502,76 € T.T.C.

N°D2014-365 - 28/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la Ligne 2 de tramway - emprise de 237 m² sur la parcelle CD702 à Montpellier

Objet : La CAM acquiert une emprise de 237m² situé 5 rue de Substantion à Montpellier sur la parcelle cadastrée section CD n°702 appartenant au Syndicat des copropriétaires de la résidence « Cassiopée » pour un montant de 36 108 €. Cette acquisition est nécessaire à la régularisation foncière de travaux réalisés dans le cadre de la deuxième ligne de tramway.

N°D2014-370 - 08/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à la donation d'un fonds BARRAL par Mesdames Jacquie Barral et Hélène Martha-Barral

Objet : Compte tenu de la proposition de donation de Mesdames Jacquie Barral et Hélène Martha-Barral concernant un fonds comprenant divers manuscrits, notes, dessins, peintures, livres d'artistes, évoquant Montpellier et sa région, il convient de prendre une décision pour autoriser la signature de la convention concernant ce don. La donation est consentie à titre gracieux. La Communauté d'Agglomération prendra à sa charge les frais liés au déménagement des documents par tranches successives

N°D2014-372 - 07/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°8.144, dont le CETE Méditerranée est titulaire, pour la réalisation d'une mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) en matière d'insertion urbaine pour le bouclage de 4ème ligne de tramway, suite à la création du CEREMA, nouvel établissement public

Objet : La CAM prend acte de la création de l'établissement public le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) qui résulte de la fusion des 8 Centres d'études. Le marché n°8.144 de réalisation d'une mission OQA en matière d'insertion urbaine pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway a été attribué au CETE Méditerranée. Il convient de prendre acte du transfert des droits et obligations du CETE Méditerranée, ancien titulaire du marché, au CEREMA, qui devient donc le nouveau titulaire du marché. Cet avenant est sans incidence financière.

N°D2014-376 - 28/07/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3509EA13 - Mission CSPS pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra

Objet : Un marché n°3509EA13 est passé avec l'entreprise JAUR COORDINATION,- Carcassonne. Ce marché consiste à confier la mission CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la santé pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois à compter de l'ordre de service en phase Conception et de 7 mois à compter de l'ordre de service en phase Réalisation. Le montant du marché s'élève à 2 187,00 € H.T. soit 2 624,40 € T.T.C

N°D2014-384 - 08/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire au profit de la Compagnie Grognon Frères

Objet : La CAM met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie Grognon Frères du 1er au 31 août 2014 pour y organiser des répétitions.

N°D2014-388 - 11/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Le Bal Marionnetique Moderne - Festival des Arts de Vignes

Objet : La Communauté d'Agglomération participe pour un montant de 2 000 € à l'achat du spectacle Le Bal Marionnetique Moderne diffusé le 4 juillet 2014 au Festival Les Arts des Vignes de Sussargues.

N°D2014-390 - 08/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention concernant le déplacement, l'enfouissement et la dissimulation des réseaux aériens d'ErDF, rendus nécessaires par la réalisation de l'aménagement de voirie des rues de Cholet et de la Castelle (commune de Montpellier).

Objet : La CAM réhabilite et sécurise une partie des rues de Cholet et Castelle à Montpellier dans le cadre de son programme de voirie 2014. Le réseau de distribution électrique aujourd'hui présent en aérien nécessite d'être déplacé au regard de l'aménagement (poteaux à déplacer). Le concessionnaire profite de cette intervention de remise en état de la voie pour enfouir les réseaux ; à cet effet il convient de passer une convention entre la Communauté d'Agglomération et Erdf.

N°D2014-402 - 08/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de l'aménagement de l'avenue Georges FRECHE

Objet : L'aménagement de l'avenue Georges FRECHE, anciennement Mas de Rochet, nécessite un échange de parcelles entre la CAM propriétaire de la parcelle cadastrée AV 78, sur la commune de Castelnaud le Lez, et Monsieur

MAJUREL et Madame DO NASCIMENTO Epouse MAJUREL propriétaires de la parcelle cadastrée AV 49 sur la commune de Castelnau-le-Lez. Il sera procédé à cet échange parcellaire sans soulte, au vu de l'évaluation de France Domaines.

N°D2014-403 - 08/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en juste " Référé expertise Intercepteur Est tranche 5"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" afin d'introduire une requête en référé expertise, au titre de l'article R.532.1 al.1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal Administratif de Montpellier. Cette mesure s'impose au regard de l'importance et de l'ampleur des travaux de la tranche 5 du programme de réalisation de l'Intercepteur Est, qui consistent en la construction en DN 1200 mm d'une canalisation de transports. Ceux-ci doivent être mise en œuvre par la méthode de microtunnelage.

N°D2014-412 - 06/08/14 - Direction des Sports

Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre payant

Objet : Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du Sport, la CAM gère le réseau des piscines. Il convient de répondre avec la plus grande réactivité en vue de la saison sportive 2014/2015, aux demandes de location de créneaux horaires effectuées par les associations.

N°D2014-413 - 08/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un bail précaire d'un an conclu avec Madame Catherine Roussel, concernant un logement situé au 1577 avenue de Maurin à Montpellier

Objet : Un bail précaire d'un an est conclu avec Madame Catherine Roussel, concernant un logement situé au 1577 avenue de Maurin à Montpellier. Le loyer mensuel sera de 769, 49 € T.T.C, charges comprises, hors abonnements individuels que le locataire doit souscrire.

N°D2014-415 - 15/07/14 - Direction de la Culture

Avenant n°1 au marché n°3334DC13 relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés multi techniques pour les établissements culturels

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3334DC13 relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de maintenance multi technique des établissements culturels est conclu avec la société Mott Mac Donald, pour un montant de 6 500 €H.T. Cet avenant concerne l'intégration du musée Fabre au périmètre d'intervention du prestataire, et porte le montant du marché à 45 300 € H.T., soit +16,75% par rapport au montant initial.

N°D2014-419 - 08/07/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au règlement de l'indemnité d'éviction commerciale de l'entreprise SALTEL - parcelle BD n° 301 Commune de Vendargues

Objet : La parcelle cadastrée section BD n° 301, située à Vendargues a été acquise auprès de la SNCF par la Commune de Vendargues, par voie de préemption lors de la mise en œuvre de son droit de priorité. La CAM intervient en qualité de tiers payeur pour le compte de la Commune de Vendargues. A ce titre la CAM doit verser à l'entreprise SARL Transports SALTEL, une indemnité d'éviction commerciale de 130 018 € conformément à l'évaluation de France Domaine.

N°D2014-425 - 11/07/14 - Direction des Sports

Décision relative à l'achat de matériel de motoculture et d'entretien des aires de pelouse - Marché n°3662DS14

Objet : Un marché n°3662DS14 de fournitures et prestations de services est passé avec la société GALLOY 34 Motoculture Vert sise à Montpellier afin d'assurer l'entretien des surfaces sportives (pelouses). Ce marché concerne l'acquisition de 2 tondeuses héliocoïdales autotractées (lot 1) pour un montant de 18 360 ,00 € H.T, d'un aérateur conducteur marchant (lot 2) de 24 200,00 € H.T et d'une tondeuse autoportée (lot 3) de 16 900,00 € H.T. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le montant global du marché s'élève à 59 460,00 € H.T.

N°D2014-427 - 11/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative aux avenants n°AR50N100106916500 et n°AR50N100107134100 au contrat n°AR50N100106025200 de licence et de service Horoquartz

Objet : Deux avenants au contrat de licence et de service Horoquartz pour le système de gestion dynamique du temps de travail (composé de lecteurs de présence et du logiciel « eTemptation ») sont conclus avec la société HOROQUARTZ sise à PARIS. Ces avenants concernent le système de gestion dynamique du temps de travail installé à la Direction des Ressources Humaines, notamment : Interface et Self Service. Ces avenants prennent effet à leur date de notification et courent jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel des présents avenants cumulés s'élève à 1 847,95 € T.T.C. Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à 18 434,88 € T.T.C.

N°D2014-432 - 31/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Accueil d'œuvres dans les ateliers de restauration du Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) pour une étude préalable sur deux tableaux

Objet : Une convention d'accueil d'œuvres dans les ateliers de restauration est passée avec le Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) afin de réaliser l'étude préalable de deux tableaux du musée Fabre de Montpellier à compter de sa date de notification jusqu'au 31/07/2014.

N°D2014-433 - 11/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n° 1 au marché n° 2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un avenant n° 1 au marché n° 2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est conclu avec la société ARCHIMED sise à LILLE. Cet avenant concerne l'acquisition des modules suivants relatifs à la solution logicielle du réseau des médiathèques :

- module Gestion Electronique de Documents (GED), module Ermès Web service, module Ermès Quota.

Cet avenant prend effet à la date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014, le contrat initial arrivant à terme à cette même date. Le montant annuel du présent avenant s'élève à 2 921,25 € H.T. et ne s'applique qu'à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire. Le nouveau montant annuel du marché est donc compris entre un minimum de 37 673,70 € H.T. et un maximum de 65 000,00 € H.T.

N°D2014-435 - 21/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'occupation du domaine public - Conservatoire à Rayonnement Régional - Association Nouveau Sainte Anne

Objet : La CAM autorise par convention l'occupation à titre gratuit, par l'Association du Nouveau Saint-Anne, de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, dans le cadre des relations de partenariat entre ces deux structures culturelles et afin de permettre l'organisation de la manifestation "Les Nuits de Sainte-Anne" à laquelle participent les orchestres du CRR. Les lieux objets de la présente convention sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération - 14 rue Lisbonne - 34000 Montpellier,

N°D2014-436 - 05/08/14 - Direction des sports

Décision relative au marché n° 3556DS14 de "Rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir à Montpellier"

Objet : Un marché n° 3556DS14 est passé avec la société LAQUET SAS sise à Lapeyrouse Mornay (26). Il concerne la rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir à Montpellier. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois à compter de la date fixée par ordre de service. Son montant global est de 475 962, 64 € H.T. soit 571 155, 16 € T.T.C.

N°D2014-441 - 15/07/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMPUFIRST au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMPUFIRST pour une période de 3 mois à compter de sa notification. Cette prorogation supplémentaire permettra à l'entreprise de finaliser son aménagement dans ses futurs locaux sur le parc du Millénaire. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMPUFIRST pour la surface de 178,43 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 581,88 euros conformément au tarif applicable à ce jour approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-442 - 24/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3452DC13 concernant les prestations annexes à la construction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez.

Objet : Un marché n°3452DC13 de prestations intellectuelles est passé avec :

- Lot 1 : AMO HQE : PLUS DE VERT 520 avenue Saint Sauveur 34980 Saint Clément de rivièrè

- Lot 2 : ECONOMISTE : MARC CUSY 34 place du marché 34750 Villeneuve-lès-Maguelone

- Lot 3 : BUREAU DE CONTROLE : DEKRA INDUSTRIAL SAS LIMOGES cedex 1

- Lot 4 : SONDAGE GEOTECHNIQUE : GEOMECA SUD - - 34400 PEROLS.

Le montant est estimé à 54 538 € H.T, soit 65 445 €T.T.C.

N°D2014-443 - 21/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TAGEOS portant sur des locaux situés au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier

Objet : Un contrat de location d'une durée de 2 ans est signé par la CAM avec la Société TAGEOS. La location porte sur des locaux qui appartiennent à l'Agglomération, et qui sont situés au 515, rue Alfred Nobel à Montpellier. Le loyer annuel est de 38 235, 52 H.T (T.V.A au taux de 20% en vigueur en sus) soit un total de 45 882, 62 € T.T.C et hors charges.

N°D2014-444 - 15/07/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier

Objet : La Société Décathlon organise un événement, animé par des associations locales, destiné à faire découvrir au grand public les activités sportives, du 16 au 23 septembre 2014, générant un fort besoin en terme de stationnement. La CAM consent à la société Décathlon, un prêt de terrain à usage de parking à l'occasion de cette manifestation en mettant à disposition à titre gratuit la parcelle cadastrée section RA n° 1, commune de Montpellier.

N°D2014-445 - 08/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "École Supérieure des Métiers Artistiques requête n°1402951 TA"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402952-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juin 2014 par l'École Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) contre le titre exécutoire en date du 7 janvier 2013 d'un montant de 833,49

euros émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier relatif à la collecte des déchets ménagers et assimilés.

N°D2014-447 - 08/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "École Supérieure des Métiers Artistiques - requête n°1402952-5 TA

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402952-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juin 2014 par l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques contre le titre exécutoire en date du 31 décembre 2013 d'un montant de 833,49 euros émis à son encontre par la CAM portant sur la collecte des déchets ménagers et assimilés.

N°D2014-449 - 15/07/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SNC MONTPELLIER DÉVELOPPEMENT dans la ZAC Garosud extension à Montpellier

Objet : La candidature de la SNC MONTPELLIER DÉVELOPPEMENT est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Garosud extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot 1C de 18 412 m². La SNC projette que le programme de promotion héberge de 150 à 200 emplois sur site dans 3 ans.

N°D2014-450 - 12/08/14 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie de recettes du musée H. Prades à Lattes

Objet : Lors du dernier contrôle de la régie de recettes par le comptable, celui-ci a préconisé la transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances. En effet celle-ci encaisse pour compte de tiers, la vente d'objets et d'ouvrages mis en dépôt sur le site. Par ailleurs, il a fallu compléter la liste des encaissements autorisés (location d'audioguide, anniversaire et semaine théâtrale pour les enfants).

N°D2014-452 - 05/08/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3446EA14 de travaux d'aménagement de l'ancienne station d'épuration de Villeneuve les Maguelone en bassin de stockage/restitution

Objet : Un marché de travaux d'aménagement de l'ancienne station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone en bassin de stockage / restitution est conclu avec la société SADE CGTH sise à VENDARGUES. La durée du marché est de 5 mois dont deux mois de préparation. Le montant des travaux est de 199 872,40 € H.T soit 239 846,88 € T.T.C.

N°D2014-453 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à trois contrats (veille statutaire, point services et maintenance) pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies

Objet : Les contrats suivants sont conclus avec la société BERGER-LEVRAULT sise à LABEGE :

- veille statutaire (assistance fonctionnelle et technique sur les évolutions statutaires de la Fonction Publique Territoriale), point services (assistance fonctionnelle et technique téléphonique) et maintenance informatique.

Ces contrats prennent effet à compter de leur notification et courent jusqu'au 31 décembre 2014. Ils seront renouvelables par reconduction expresse par période de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Les montants annuels de ces contrats s'élèvent à :

- veille statutaire : 4 410,44 € T.T.C, point services : 6 691,56 € T.T.C. et maintenance informatique : 32 654,58 T.T.C.

N°D2014-454 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3589RI14 de fourniture et maintenance d'une solution de gestion de tags NFC / QR codes et de diffusion de contenus contextualisés, sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation

Objet : Un marché n° 3589RI14 de fourniture et de maintenance d'une solution de plate-forme de gestion de tags NFC / QR codes et de diffusion de contenus contextualisés, sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation est conclu avec la société CONNECTHINGS sise à PARIS. L'objectif du présent marché est que chaque mobilier puisse disposer de sa propre page mobile. L'ensemble des pages mobiles sont connectées entre elles de manière transverse et permettent ainsi à l'Agglomération de Montpellier de proposer aux habitants et aux touristes une sorte de portail web mobile contextuel accessible depuis le domaine public en un seul geste et qui apporte la bonne information au bon moment de la bonne manière. Ce marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification. Le montant du marché à bons de commande est compris entre un minimum de 40 000,00 € H.T. et un maximum de 90 000,00 H.T.

N°D2014-455 - 29/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la vente de 3 véhicules réformés de la Régie de collecte et de valorisation des déchets ménagers

Objet : Trois véhicules de collecte ont été renouvelés en 2014. Il s'agit de deux bennes à ordures ménagères et d'une mini-benne. Les véhicules réformés doivent être vendus. Une proposition d'achat globale, pour 8 000 € H.T a été formulée pour ces trois engins. Trois repreneurs potentiels ont été consultés. La proposition résultante est satisfaisante au vu de l'état des véhicules cédés. Les bennes à ordures ménagères immatriculées et la mini benne sont cédées à la société Languedoc Matériels - 34740 Vendargues.

N°D2014-456 - 21/07/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société CFC DEVELOPPEMENT dans la ZAC Port Marianne - Hippocrate à Montpellier

Objet : La candidature de la société CFC DEVELOPPEMENT est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Port Marianne - Hippocrate à Montpellier pour la réalisation d'un bâtiment tertiaire à usage d'école. Elle est candidate à l'acquisition du lot E de 4 030 m². L'utilisateur final sera l'école ESGCV qui projette sur le nouveau site un effectif de 30 personnes et 70 intervenants

N°D2014-457 - 21/07/14 - Direction de la Communication

Décision relative à un marché n°3652, concernant la Création et l'exécution graphique de supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société KFH à Montpellier. Ce marché concerne la création et l'exécution graphiques de supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de la notification jusqu'au 31/12/2014. Le montant minimum du marché s'élève à 50 000 € H.T et le montant maximum à 200 000 € H.T.

N°D2014-458 - 06/08/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Théâtrale Francophone - Théâtre du Hangar

Objet : La CAM autorise la Compagnie Théâtrale Francophone à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes des 1er au 19 septembre, 6 au 17 octobre et 3 au 14 novembre 2014 inclus.

N°D2014-459 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS DISTRIBUTION FRANCE dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société DIASYS DISTRIBUTION FRANCE, présentée par la SERM, est agréée en vue de la location du lot C.G 1.4 de 63.35 m² pour une période de 9 ans, dans l'immeuble CAP GAMMA. Son activité est le diagnostic médical in vitro. La société projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.

N°D2014-460 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGITAL & YOU dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société DIGITAL & YOU, présentée par la SERM, est agréée en vue de la location du lot B02C de 60 m² pour une période de 23 mois, dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est le conseil en systèmes et logiciels informatiques. La société projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

N°D2014-461 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES, présentée par la SERM, est agréée en vue de la location des lots CG 1.3, CG 1.2 et CG 2.5 de 211.45 m² pour une période de 9 ans, dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels. Son activité est le diagnostic médical in vitro. La société projette un effectif de 13 personnes dans 3 ans.

N°D2014-462 - 01/08/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché n°2124 S 12.01 de maîtrise d'œuvre pour des travaux confortatifs en matière de prévention des incendies des équipements de l'unité de méthanisation AME-TYST à Montpellier

Objet : Un avenant au marché n° 2124 S 12.01 de maîtrise d'œuvre est signé avec la société SPK INGENEERING sise à Vaulx en Velin (69). Cet avenant a pour objet d'approuver les études d'avant projet produites par le maître d'œuvre, d'arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux et de fixer le prix global et forfaitaire définitif rémunérant le maître d'œuvre. Le coût prévisionnel définitif des travaux sera de 1 041 000,00 € HT le prix global et forfaitaire définitif de la maîtrise d'œuvre est calculé sur 2 années : une partie de ce prix est calculé sur l'année 2013 à un taux de TVA de 19,6% pour un montant de 8 079,90 € et l'autre partie sur l'année 2014 avec un taux de TVA de 20% pour un montant de 9 385,20 € HT. Le montant total sera de 88 150,00 € H.T., soit 105 615,10 € TTC. La modification du taux de TVA en janvier va augmenter le montant TTC de 187,70 €.

N°D2014-464 - 01/08/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 11 films auprès de l'association ATTITUDE

Objet : Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel, sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec l'Association ATTITUDE. Le contrat est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 944 euros.

N°D2014-465 - 24/07/14 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au marché n°3615PS14 de réfection du sol de la salle de réception des corps du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier.

Objet : Un marché n°3615PS14 de travaux est passé avec la société CLC PEINTURE sise à Teyran. Ce marché concerne la réfection du sol de la salle de réception des corps du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier. Sa durée est de cinq jours. Le montant du marché s'élève à 13999,46 € H.T.

N°D2014-466 - 24/07/14 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au marché n°3616PS14 de travaux de réfection du carrelage de la mezzanine et des bureaux de l'administration du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier

Objet : Un marché n°3616PS14 de travaux est passé avec la société SOCAMO SARL. Ce marché concerne la réfection du carrelage de la mezzanine et des bureaux de l'administration du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier. Sa durée est de cinq semaines. Le montant du marché s'élève à 40 300 € H.T.

N°D2014-467 - 29/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un marché n°3661GD14 relatif à une mission de contrôle technique portant sur la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier

Objet : Un marché de prestations intellectuelles n°3661GD14 est signé avec la société Bureau Veritas pour une mission de contrôle technique portant sur la mise en place d'un système de prétraitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier. Ce marché est d'une durée de 8 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Le montant de ce marché est de 16 990,00 €H.T.

N°D2014-468 - 15/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SARL ARNAUD SPORTS requête n°1403223-4 TA"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinson-neau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en référé précontractuel n°1403223-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 juillet 2014 par la SARL ARNAUD SPORTS tendant à l'annulation de la procédure de passation du marché de travaux « rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir ».

N°D2014-469 - 02/09/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention d'occupation temporaire, par TaM pour la base vie des travaux du bouclage de la ligne 4, d'un terrain sis sur le site de l'EAI à Montpellier administré par la SAAM, concessionnaire de la Ville de Montpellier

Objet : TaM recherche un site disponible en centre ville pour implanter la base vie nécessaire aux entreprises chargées de réaliser les travaux de bouchage de la 4ème ligne de tramway. La SAAM, titulaire d'une concession d'aménagement, dispose d'un terrain susceptible de convenir dans le secteur de l'EAI. Une convention de mise à disposition temporaire est donc proposée avec la SAAM pour l'occupation de ce terrain, à titre gratuit jusqu'à la mise en service de la ligne 4 (prévue mi 2016).

N°D2014-470 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel de gestion de planning « Visual Planning » et des modules associés de la gamme Visual Planning

Objet : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société SABATIER GÉOLOCALISATION sise à SAINT-AUNES. Ce contrat concerne les licences du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING et les modules associés de la gamme VISUAL PLANNING, installés à la régie de collecte des déchets ménagers. Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 836,00 € T.T.C.

N°D2014-472 - 14/08/14 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au contrat de maintenance du dispositif de contrôle des cercueils et des corps du crématorium des Services Funéraires

Objet : Un contrat de maintenance du dispositif de contrôle des cercueils et des corps du crématorium des Services Funéraires est souscrit auprès de la société VISIOM, sise à Antony (92). Le montant annuel de ce contrat s'élève à 3 566€ H.T, soit 10698€ H.T pour trois ans.

N°D2014-473 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST

Objet : Un contrat de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST est conclu avec la société CDC FAST sise à PARIS. Ce contrat concerne un certificat pour un serveur destiné à l'authentification en adéquation avec le référentiel général de sécurité, pour la transmission par voie électronique des délibérations et des actes individuels relatifs à la fonction publique, à la Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une période de 1 an. Il sera ensuite renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 540,00 € T.T.C.

N°D2014-474 - 29/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3637GD14 de mission prévention sécurité-santé dans le cadre de la mise en place d'un système de prétraitement de l'air sur l'usine de méthanisation AMETYST

Objet : Un marché de prestations intellectuelles n°3637GD14 est signé en vu de confier à la société NOVICAP sise à Lyon cedex 03, la mission de prévention sécurité-santé dans le cadre de mise en place d'un système de prétraitement de l'air sur l'usine de méthanisation AMETYST. Le marché est d'une durée prévisionnelle de 8 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Son montant est de 25 400,00 €H.T.

N°D2014-475 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la convention n° 34 14 0017 (01) de mise à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles CC 4 - Commune de Lattes et SR n° 6, 7 ; SS n° 9, 10, 11, 30, 32 ; SV n° 2, 3, 44, 45, 46 ; SO 34 ; SP 73 ; SN 45 ; ST 58, 60, 76 - Commune de Montpellier

Objet : Une convention de mise à disposition de la SAFER LR concernant diverses parcelles sur les communes de Lattes et Montpellier a été autorisée par décision n°2014-299 en date du 28/05/2014, pour une durée de 3 campagnes

(soit jusqu'en 2016) et ce moyennant une redevance annuelle de 4 760 €, soit 220 € de plus que précédemment. Suite à une erreur matérielle, une parcelle (SS n° 30 Commune de Montpellier) avait été omise dans la convention. Il convient d'annuler et de remplacer cette précédente pour corriger cette erreur.

N°D2014-476 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°3493 de maintenance du progiciel de topographie COVADIS 2D/3D

Objet : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société GEOMEDIA SAS sise à BREST. Ce contrat concerne 6 licences du progiciel de topographie COVADIS 2D/3D installées à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 800,00 € T.TC.

N°D2014-477 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux relative à la réalisation d'une extension du réseau public d'eau potable

Parcelle AV n° 62 - Ancien chemin de Montpellier à Grabels - Commune de Grabels

Objet : Convention d'occupation temporaire pour travaux d'une durée de deux mois sur la parcelle AV 62 – Commune de Grabels, nécessaire à la mise en œuvre des travaux d'extension du réseau d'eau potable. Convention consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2014-478 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de servitude en tréfonds d'une canalisation publique d'eau potable - Parcelle AV n° 62 - Ancien chemin de Montpellier à Grabels - Commune de Grabels

Objet : Servitude de tréfonds pour une canalisation d'eau potable sur la parcelle AV 62 – Commune de Grabels, nécessaire à l'extension du réseau public d'eau potable et à la pose d'un poteau incendie. Emprise de 345m² pour une contenance totale de 19 798m². Servitude consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 690 €.

N°D2014-479 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la résiliation du marché de maîtrise d'œuvre n°3.165 pour la réalisation d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson.

Objet : Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de réalisation du parking en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson. Par suite, il convient de résilier, le marché de maîtrise d'œuvre n°3.165 passé pour cet ouvrage dans le cadre de l'opération 3ème ligne de tramway. Ce marché a été attribué au groupement conjoint Boyer-Percheron-Assus (mandataire) / P3G Ingénierie / Terrell, pour un montant provisoire de 752.125,00 € HT. Cette résiliation pouvant entraîner le versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre de 8000 € H.T.

N°D2014-480 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la résiliation du marché n°3.173 portant sur une mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie, en phases études et réalisation, pour l'opération de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson

Objet : Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de construction d'un parking en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson. Par suite, il convient de résilier le marché n°3.173 portant sur une mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie, en phases études et réalisation. Ce marché a été conclu avec la société AISSE Conseils, pour un montant global et forfaitaire de 9 162,79 € H.T. Cette résiliation pouvant entraîner le versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre de 350€ H.T.

N°D2014-481 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la résiliation du marché n°3.172 portant sur une mission de contrôle technique « Equipements électriques et bâtiment », pour l'opération de construction d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson

Objet : Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de réalisation d'un parking ouvrage sur le pôles d'échanges de la Mosson. Par suite, il convient de résilier le marché n°3.172 portant sur une mission de contrôle technique « Equipements électriques et bâtiment » pour cette opération. Ce marché a été conclu avec la société DEKRA Industrial SAS, pour un montant global et forfaitaire de 50 070 € H.T. Cette résiliation pouvant donner lieu au versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre de 2200 € H.T.

N°D2014-482 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la résiliation du marché n°3.174 portant sur une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), en phases études et réalisation, pour l'opération de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson

Objet : Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de réalisation d'un parking en ouvrage au pôle d'échanges de la Mosson. Par suite, il convient de résilier, le marché n°3.174 portant sur une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), en phases études et réalisation, pour cette opération. Ce marché a été conclu avec la société QUALICONSULT SECURITE, pour un montant global et forfaitaire de 13 480 € H.T. Cette résiliation pouvant donner lieu au versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre de 600 € H.T.

N°D2014-483 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MST dans le lotissement Marcel Dassault à Saint Jean de Védas

Objet : La candidature de la société MST, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), est agréée en vue de l'acquisition dans le lotissement Marcel Dassault du lot 26 de 1 800 m². L'utilisateur final sera la société RENAISSANCE SINISTRES (société de nettoyage après sinistres). L'entreprise projette un effectif de 10 emplois sur site dans 3 ans.

N°D2014-484 - 07/08/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3563EA14 pour la réalisation de deux forages pour la fourniture en eau d'irrigation du mas Saint Albert à Lattes

Objet : Un marché n°3563EA14 relatif à la réalisation de deux forages pour la fourniture en eau d'irrigation du mas Saint Albert à Lattes est attribué à AQUAFORAGE, sise à ELNE (66). Le montant du marché s'élève à 28 872,90 € H.T, soit 36 647,48 € T.T.C.

N°D2014-486 - 05/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché 3628EA14 de dévoiement du collecteur unitaire du "Ruisseau des Vaches", Rue Boussinesq sur la commune de Montpellier

Objet : Un marché de dévoiement du collecteur unitaire du "Ruisseau des Vaches", Rue Boussinesq sur la commune de Montpellier est passé avec l'entreprise SADE sise à VENDARGUES. Le début d'exécution du marché part de la date fixée par ordre de service et le délai d'exécution des travaux est de 14 semaines dont 3 à 5 semaines maximum de préparation. Le montant des travaux s'élèvent à 316 792,80 € T.T.C soit 298 792,80 € T.T.C pour la variante numéro 2 et 18 000,00 € T.T.C pour la prestation supplémentaire.

N°D2014-487 - 12/08/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession de deux Blackberry et d'un Iphone sans usage

Objet : La CAM cède à l'Hôtel des Ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier, deux Blackberry 9720 NOI GC modèle RFU81UW état neuf ainsi qu'un Iphone 4-16 GB. Le prix des cessions résultera des ventes aux enchères.

N°D2014-488 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle RI n° 4-1372B, Rue des Marels - Commune de Montpellier

Objet : La CAM conduit une procédure d'acquisition d'une unité foncière contenant notamment la parcelle cadastrée section RI n° 4 - Commune de Montpellier. Il conviendra, dès la signature de l'acte d'acquisition, de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale.

N°D2014-489 - 06/08/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Théâtre au Présent au Théâtre du Hangar

Objet : Le Théâtre du Hangar est gratuitement mis à disposition de la Compagnie Théâtre au Présent pour y organiser des répétitions du 18 au 30 septembre 2014 inclus.

N°D2014-490 - 22/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie

TRAMWAY- BOUCLAGE ligne 4 - Résiliation du marché n°08.862.012. portant sur des prestations de conseil en communication, et de définition de la stratégie pour la promotion et l'évènementiel de la 5ème ligne de tramway

Objet : Le marché 8.862.012, portant sur des prestations de conseil en communication, et de définition de la stratégie pour la promotion et l'évènementiel de la 5ème ligne de tramway, a été notifié au groupement solidaire constitué des sociétés SENS INEDIT (mandataire) / SPIDER CORP / TOSCANE PROD le 15 novembre 2013. Ce marché est un marché à bons de commande, avec un minimum de 300.000 Euros HT et un maximum de 1.000.000 Euros H.T. Compte tenu de la décision de différer l'engagement, prévu initialement en 2015, des travaux de la 5ème ligne, hors bouclage de la 4ème ligne, le montant minimum du marché ne pourra en aucun cas être atteint. Il convient dès lors de résilier ce marché ; cette résiliation pouvant donner lieu au paiement d'une indemnité contractuelle d'environ 13.000 € HT, hors toute demande indemnitaire réclamationnaire.

N°D2014-491 - 28/08/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant au marché 3158GD12 de Mission de contrôle externe de mise en œuvre la couverture définitive de l'ISDnd de CASTRIES - Essais de la perméabilité

Objet : Un avenant au marché 3158GD12 doit être signé avec la société BURGEAP – Région Sud-Est sise à Avignon (84). La planification des travaux de couverture définitive du casier n°1 a été modifiée pour tenir compte des apports non réguliers en matériaux argileux. Il est nécessaire de prolonger d'un an le délai d'exécution de la mission de contrôle de la mise en œuvre de la couverture. Le marché prendra fin le 30 septembre 2015. Le montant du marché est inchangé.

N°D2014-492 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à la signature d'un bail de courte durée visant à louer un local technique

Objet : Un bail de courte durée ne pouvant pas excéder vingt-quatre (24) mois est conclu avec la société Zayo France sise à Paris. Ce bail concerne la location d'un espace de 2 m² dans le local technique de type « centre de données » (data center) adapté à l'hébergement sécurisé des données informatiques de la collectivité au sein de l'ensemble immobilier situé à Montpellier. La durée de ce bail est fixée à 12 mois et commencera le 01 Aout 2014 pour se terminer le 31 juillet 2015. Le bail pourra être renouvelé sans toutefois que la durée totale du bail ne puisse excéder vingt-quatre (24) mois. Le loyer annuel de ce bail est fixé à 12 000 euros H.T. Les frais de mise en service, payables une seule fois au commencement du bail sont fixés à 4 500 euros H.T.

N°D2014-493 - 02/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais du Millénaire. Son activité est la conception, la fabrication, l'adaptation, la recherche et le développement d'appareils et instruments à usage médical. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot MA de 637 m² pour une période de 23 mois. La société projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

N°D2014-494 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois, pour la surface de 89,09 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS s'élève à 1 289,13 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-495 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de 6 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 89,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 298,82 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-496 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de 6 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 88,11 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 274,95 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-498 - 22/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Syndicat des commerçants des halles et marchés de Montpellier Région"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°13011350-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 mars 2013 par le Syndicat des commerçants des Halles et Marchés de Montpellier-Région contre la décision du 14 janvier 2013 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a refusé de soumettre au conseil communautaire une délibération en vue d'abroger la délibération du 29 novembre 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié le niveau de la première tranche de base minimum et institué une deuxième tranche de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE).

N°D2014-499 - 25/08/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Signature du marché 3676bisGD14 relatif aux travaux de ferronnerie dans les déchèteries de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Dans l'attente de l'attribution de l'appel d'offres en cours de publicité relatif aux travaux de réparation et d'entretien en ferronnerie des déchèteries de la CAM, il convient de passer un marché sur procédure adaptée d'une durée de 6 mois pour un montant inférieur à 50 000 € H.T permettant d'assurer les interventions d'urgences ou de sécurité pour le bon fonctionnement des installations. Un marché est passé avec la société ALBAKA. Ce marché concerne des petits travaux urgents de réparation en ferronnerie. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 26 843,44 € H.T, soit 32 212,12 T.T.C.

N°D2014-500 - 31/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3639DC14 relatif aux projections de films en plein air dans 31 communes de l'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la manifestation "L'Agglo fait son cinéma"

Objet : Un n°3639DC14 relatif aux projections de films en plein air dans 31 communes de l'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la manifestation "L'Agglo fait son cinéma" est conclu à prix mixte avec la société DECIPRO sise à Montpellier, pour un montant forfaitaire de 41 540 € H.T., et un montant estimatif de 7 020 € H.T.

N°D2014-502 - 31/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°PRS-140395 d'assistance et de maintenance du logiciel d'archivage AVENIO

Objet : Un contrat d'assistance et de maintenance informatiques est conclu avec la société DI'X sise à AVIGNON. Ce contrat concerne les licences du logiciel de gestion d'archivage AVENIO installées au Centre de Documentation et des Archives de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant de ce contrat s'élève à 800 € H.T et 960,00 € T.T.C.

N°D2014-503 - 02/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société LCKC dans la ZAC Garosud extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société LCKC est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Garosud extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot 18 de 2 377 m². L'entreprise projette un effectif de 6 emplois sur site dans 3 ans.

N°D2014-504 - 30/07/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Montferrier Sur Lez - Mise à 2x2 voies de la route départementale 65 - Construction de l'ouvrage de franchissement du giratoire Agropolis - Mission de Diagnostic Géotechnique

Objet : Le Département de l'Hérault construit actuellement un ouvrage d'art de franchissement du giratoire Agropolis à Montferrier-sur-Lez, dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la route départementale 65. L'ouvrage prévoit un chargement des terrains à proximité de la canalisation d'eau potable DN 1400 qui alimente la station de potabilisation d'Arago à Montpellier. Les services du Département ont, en accord avec la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, défini des dispositions constructives permettant de s'assurer de la pérennité de la canalisation. Il convient de s'assurer, pendant la phase de chantier correspondante à la réalisation des fondations spéciales (inclusions rigides puis de chargement des sols), que les dispositions de construction sont respectées. Une mission de diagnostic géotechnique est à conclure en ce sens. Un marché n°3750EA14 de Mission de Diagnostic Géotechnique est passé avec l'entreprise CEBTP sise à Jacou, sans mise en concurrence et sans publicité en application de l'article 146 dernier alinéa. Sa durée est de 5 mois. Le montant du marché s'élève à 19 023 € H.T.

N°D2014-505 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la déclaration sans suite du marché n°8.147 « Contrôles extérieurs de réseaux humides » pour la 5ème ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4

Objet : Une consultation est en cours pour le marché n°8.147, portant sur des prestations de contrôles extérieurs pour les travaux de déviations de réseaux humides et d'assainissement de surface de la 5ème ligne de tramway de Montpellier et du Bouclage de la Ligne 4. Il s'agit d'un marché à bons de commande, avec un montant minimum de 300 000 € HT et un montant maximum de 600 000 € HT.

Or il a été décidé de différer la réalisation de la Ligne 5 et de poursuivre le Bouclage de la Ligne 4.

Dans ces conditions, le montant minimum du marché ne pourra pas être atteint. Il convient donc de déclarer la consultation sans suite en application de l'article 166 susvisé du Code des marchés publics, après avis favorable de la CAO du 10 juin 2014.

N°D2014-506 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la déclaration sans suite de la consultation pour le marché n°3.84DEF, portant sur les assurances pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson

Objet : Il s'agit de déclarer sans suite la procédure relative à l'attribution du marché n°3.84DEF, lancée selon une procédure adaptée ouverte, portant sur les assurances du parking Mosson en ouvrage, suite à l'abandon du projet de parking en raison de contraintes budgétaires.

N°D2014-507 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la déclaration sans suite de la consultation relative au marché n°3.A01 portant sur les travaux de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson

Objet : Il s'agit de déclarer sans suite la procédure relative à l'attribution du marché n°3.A01, lancée selon une procédure négociée restreinte, portant sur les travaux de construction du Parking en ouvrage sur l'emplacement de l'actuel pôle d'échanges de la Mosson, suite à l'abandon du projet de parking en raison de contraintes budgétaires.

N°D2014-508 - 25/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation d'études "Voiries et Réseaux Divers" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes

Objet : Le mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" a pour objet de mandater la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour réaliser les études préalables à l'aménagement de ce site situé sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 a, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché "Voiries et Réseaux Divers" avec la Société SITETUDES SAS dont le siège social est situé à Lyon. Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 11 702,50 € H.T, soit 14 043 € T.T.C.

N°D2014-509 - 25/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation du diagnostic "Faune, Flore et Habitats" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes

Objet : La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est mandaté pour réaliser les études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" situé sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 à, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché concernant la réalisation du diagnostic "Faune, Flore et Habitats" avec la Société "Biotope" située à Mèze. Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 9 012,00 € T.T.C

N°D2014-510 - 06/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation d'études "Hydrauliques" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de

Lattes

Objet : La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est mandatée pour réaliser les études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 a, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché d'études "Hydrauliques" avec la Société "ANTEA GROUP dont le siège social est situé à Olivet (45). Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 25 824,00 € T.T.C. La durée du marché est de 24 mois non reconductible.

N°D2014-511 - 06/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation des études "Mobilité et Trafic" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes

Objet : La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est mandatée pour réaliser les études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 à, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché d'études "Mobilité et Trafic" avec la Société INGEROP Conseil et Ingénierie dont le siège social est situé à Courbevoie (92). Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 15 775 € HT soit 18 930,00 € T.T.C. La durée du marché est de 24 mois non reconductible.

N°D2014-513 - 01/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES, requête n°1403466-4"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1403466-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juillet 2014 par la SA ARCADES AUTOMOBILES tendant à l'annulation de l'opposition à tiers détenteur du 25 juin 2014 émis à son encontre par le Centre des finances publiques Montpellier et ce, consécutivement à l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 17 juin 2013.

N°D2014-517 - 31/07/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au contrat n°1310-5477 de maintenance du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française)

Objet : Un contrat de maintenance est conclu avec la société VEREMES sise à SAINT-ESTEVE. Ce contrat concerne la licence du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française) installée à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 872,00 € T.T.C.

N°D2014-518 - 01/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SARL FG AUTO"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite au dépôt de l'assignation par la SARL FG AUTO tendant à indemnisation pour préjudice commercial consécutivement à la construction de la ligne n°3 du tramway.

N°D2014-519 - 08/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3665CG14 de mission d'audits externes pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de mission d'audits externes pour la CAM est conclu pour l'audit de l'association "société de protection des animaux" avec la société A2A CONSEIL sise à MARSEILLE pour un montant estimatif de 20 214,00 € T.T.C, 37 645 € H.T. Le délai maximum d'exécution est de 3 mois

N°D2014-526 - 08/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n° 112 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : Schéma directeur d'assainissement - Servitude pour canalisation eaux usées – Collecteur Est – Secteur Navitau - parcelle BL n° 112 Castelnau-le-Lez. Servitude consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 8 352€.

N°D2014-527 - 11/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Terrain section BL n° 112

Objet : Autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau le Lez – Secteur du Moulin de Navitau.

N°D2014-532 - 11/09/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location avec la société EDES, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel Parc du millénaire à Montpellier, parcelle cadastrée RX 32

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclut avec la société EDES un contrat de location d'une durée d'un an renouvelable une fois. La location concerne un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier. La convention est consentie pour un loyer annuel de 7 326,60 € H.T soit 8 791,92 € T.T.C, et une provision annuelle pour charge de 2 170 € H.T.

N°D2014-533 - 12/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "EUROFINS IPL SUD"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1403563-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 juillet 2014 par la société EUROFINS IPL SUD contre le commandement de payer reçu le 10 juin 2014 et, par voie d'exception, le titre exécutoire du 12 décembre 2013 émis par la CAM mettant à la charge de la société EUROFINS IPL SUD la somme de 60 627,51 euros dans le cadre d'un marché public de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, de sols, de boues et de sédiments.

N°D2014-534 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AX n° 111 et à l'aliénation des parcelles AX n° 125 et 126 - Commune de Castelnaud-le-Lez

Objet : Acquisition par la CAM de la parcelle cadastrée section AX 111 – Commune de Castelnaud-le-Lez et vente des parcelles cadastrées section AX n° 125 et 126, même commune. La valeur vénale de chaque lot, évaluée par France Domaine, est de 875€. La transaction s'effectuera sans soulte et à frais partagés.

N°D2014-539 - 06/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "société SEDES"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02146 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la société SEDES le 21 mai 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 € à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

N°D2014-541 - 06/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SOCIETE ATE requête n°14MA02662 CAA"

Objet : La défense de la CAM est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02146 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la société ATE le 6 juin 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 euros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

N°D2014-544 - 06/08/14 - Contrôle de Gestion

Décision relative à un marché n°3694CG14 de prestations intellectuelles pour l'analyse de la situation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Le budget de la CAM est composé d'un budget principal et de cinq budgets annexes (eau, assainissement, services funéraires, eau brute, service public assainissement non collectif). Le budget principal 2014 (budget primitif) s'établit à 780 M € (453,9 M€ en fonctionnement et 326,6 M€ en investissement). Dans un contexte financier de plus en plus tendu, les élus nouvellement installés souhaitent avoir une appréciation de la situation financière de la Communauté d'Agglomération au 1 janvier 2014, de ses marges de manœuvre (capacité, gisements d'économie de fonctionnement) et de sa capacité d'investissement à l'horizon 2020. Cette étude est aussi l'occasion de mettre en perspective la situation de la collectivité avec les mesures à venir dans le cadre de la mise en œuvre du pacte de stabilité. Un marché n°3694CG14 de prestations intellectuelles est passé avec la société FCL Gérer La Cité ayant son siège social à PARIS. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois. Le montant du marché s'élève à 22 650.00 € H.T.

N°D2014-545 - 11/08/14 - Direction du Contrôle de gestion

Décision relative à un marché n°3683CG14 d'étude financière et technique de la délégation de service public "exploitation transport" pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché d'étude financière et technique de la délégation de service public "exploitation transport" pour la CAM est conclu avec la société ADE TRANSPORT sise à HOUILLES (78800). Le marché est décomposé en :

- une tranche ferme - analyse de la performance d'exploitation, analyse de l'organisation des moyens, analyse de l'organisation de la relation clientèle, analyse de l'organisation de la maintenance et du GER, analyse financière, appréciation de la politique tarifaire. Le délai maximum de cette tranche est de 4 mois.

- une tranche conditionnelle - projections financières - dont le délai maximum est de 4 mois. Les délais partent pour la tranche ferme à compter de la date de notification. Le montant estimatif du marché est de 57 960.00 € T.T.C, dont 43620.00 € T.T.C pour la tranche ferme et 14340.00€ T.T.C pour la tranche conditionnelle.

N°D2014-546 - 01/08/14 - Direction des Finances

Décision relative à un marché n°3711DF14 d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en métropole

Objet : Un marché d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en métropole est conclu avec la société CALIA CONSEIL sise à PARIS. Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Le montant estimatif du marché est de 72513.60 € T.T.C.

N°D2014-548 - 10/09/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation de la mission "Géomètre" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes.

Objet : Le mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" a pour objet de mandater la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour la réalisation des études préalables à l'aménagement de ce site situé sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 a, RD132, projet de contournement nord de Lattes).

Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché concernant la mission "Géomètre" avec la "SARL Relief GE". Le montant du marché s'élève à 42 000 €T.T.C

N°D2014-550 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Avenant n° 1 à la convention du 19 Août 2013 portant constitution d'une servitude de tréfonds pour le réseau souterrain d'électricité - Domaine de Viviers - Parcelles section C n° 1245 - 1243 - 829 - 420 - 419 - 417 - Commune de Teyran

Objet : Avenant n° 1 à la convention du 19 Août 2013 relative à la constitution d'une servitude de passage du réseau électrique nécessaire au raccordement en électricité de différentes parcelles constituant une partie du domaine de Viviers

N°D2014-551 - 12/08/14 - Direction des Finances

Création d'une sous-régie de recette auprès de la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola

Objet : Afin de répondre à la demande du public qui désire s'abonner au réseau des médiathèques, lors d'événements tels que l'Antigone des Associations et la Comédie du Livre, la création d'une sous-régie de recettes "hors les murs" est demandée. Celle-ci a été approuvée par le comptable.

N°D2014-552 - 25/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°3763TV14 de préparation à la mise au design « multiligne » de 2 rames de tramway Citadis 302

Objet : Il s'agit d'attribuer à la société TAM le marché n°3763 TV 14 portant sur la préparation de la mise au design « multiligne » de 2 rames de tramway Citadis 302. Il s'agit d'un marché à procédure adaptée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour raisons techniques pour un montant de 49 817,84 € HT

N°D2014-554 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP n° 39p, SP n° 45, SP n° 48p et SV n° 10p -Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre du projet d'aménagement du quartier gare TGV à Montpellier, la CAM se porte acquéreur auprès de l'Indivision DE SAPORTA des parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m², SP n° 45 d'une superficie totale de 13 073 m², SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m², et SV n° 10p d'une superficie totale de 526 m² situées aux lieudits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier. Le prix d'acquisition est d'un montant de 674 100 euros toutes indemnités confondues.

N°D2014-555 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux parcelles section AW n° 62 et 179 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : Autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement de pose de la canalisation de l'intercepteur Est avenue de la Pompignane à Montpellier et Castelnau le lez, création temporaire de puits d'entrée et de sortie du micro tunnelier. Convention consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 22 500 €.

N°D2014-557 - 12/08/14 - Direction des Sports

Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition de la salle B. KARABATIC du Palais des Sports René Bougnol pour l'Assemblée Générale du club des supporters du Montpellier Handball, l'association BLUE FOX

Objet : Comme chaque année, le club des supporters du Montpellier Handball, l'association BLUE FOX souhaite disposer de la salle B. KARABATIC du Palais des Sports René Bougnol pour son Assemblée Générale qui se tiendra le samedi 6 septembre. Une convention est établie pour la mise à disposition à titre gratuit de cette salle.

N°D2014-558 - 26/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "part variable du régime indemnitaire"

Objet : Décision d'ester en justice concernant un recours déposé au Tribunal Administratif par un agent contestant sa "part variable du régime indemnitaire" pour 2012

N°D2014-577 - 08/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SOCIETE A+ ARCHITECTURE"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02663 près la Cour Administrative d'Appel de

Marseille le 6 juin 2014 par la Société A+ ARCHITECTURE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+ ARCHITECTURE, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 € à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface du jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

N°D2014-578 - 11/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SILKAN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société SILKAN pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5 d'une surface de 94,60m² situés au premier étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 94,60m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1 271,42 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-579 - 11/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "MOURIES Emily"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1403998-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 août 2014 par Madame Emily MOURIES contre la décision du 25 juin 2014 du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de rejet du recours gracieux en date du 29 avril 2014 relatif à la demande d'allocation chômage de Madame MOURIES.

N°D2014-580 - 11/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SOCIETE ATE requête n°14MA02662 CAA"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02662 près la Cour Administrative de Marseille par la société ATE le 6 juin 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A +, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 euros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.